



Mémorisation des attentats du 13 novembre 2015

5 ans et sept mois après

Sandra HOIBIAN, Directrice du pôle Société
Jörg MÜLLER, Chargé de recherche au pôle Société



17 novembre 2021

CRÉDOC

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE ET
L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE

Table des matières

Avant-propos.....	3
Programme 13 novembre	3
L'enquête quantitative en population générale menée par le CREDOC.....	4
Quelques impacts des deux méthodes de recueil utilisées (face à face et en ligne).....	6
Entre la mémoire de l'individu, et celle d'une société, un « continuum » d'influences croisées.....	10
Mémoire événementielle et mémoire flash	12
Résumé.....	14
Abstract	15
1. Les attentats du 13 novembre 2015 et de janvier 2015 restent les actes ayant le plus marqué les Français depuis l'an 2000	17
1. Malgré un recul des citations depuis 2016, 45% des Français considèrent que les attentats du 13 novembre 2015 constituent le fait terroriste le plus marquant depuis 2000.....	17
2. Les attentats du 13 novembre ont davantage marqué les diplômés du supérieur	25
3. Les personnes âgées se montrent plus marquées par l'assassinat de Samuel Paty, les jeunes par les attaques contre Charlie Hebdo.....	28
2. Entre juin 2018 et mai 2021, une amélioration affichée de la mémoire factuelle, mais teintée d'imprécision	32
1. Le Bataclan et « Paris » concentrent de plus en plus la mémoire	32
2. Signe de l'importance donnée à l'événement, les Français préfèrent plus souvent donner une réponse sur le nombre de victimes, quitte à se tromper.....	35
3. Les Français sous-estiment toujours le nombre de terroristes impliqués, mais la surestimation progresse	38
4. Entre juin 2018 et mai 2021, une amélioration affichée de la mémoire factuelle des attentats du 13 novembre 2015, signe d'une attention portée à l'événement.....	40
5. En 2021, 18% des Français déclarent un lien direct avec les attentats de novembre 2015, une proportion en progression chez les jeunes et les non diplômés.....	42
3. Affaïssement circonscrit de la mémoire « flash » de l'événement.....	45
1. La proportion de Français qui se rappellent à quel moment ils ont pris connaissance de l'événement reste très élevée.....	45
2. 92% des Français se souviennent par quel biais ils ont été informés	46
3. 96% des Français se rappellent où ils étaient lorsqu'ils ont pris connaissance des attentats du 13 novembre 2015	48
4. La proportion de Français qui ne se rappellent plus à qui ils ont d'abord parlé des attentats a doublé depuis 2018.....	49
5. La « flashbulb memory » reste très forte mais baisse sensiblement de par l'un des indicateurs	51
4. Une lecture des événements très liée au système de valeurs.....	52

1.	Des tensions religieuses et culturelles restent la principale cause à l'origine des attentats – l'immigration et le manque de moyens de la police et des services de renseignements en nette progression dans un climat actuel propice aux questions sécuritaires	53
2.	La forte empreinte du système de valeurs sur les causes perçues des tueries	56
3.	La principale conséquence des attentats : un sentiment de peur qui se maintient pour plus de la moitié des Français, des craintes quant aux libertés individuelles qui progressent chez les jeunes 65	
5.	Stabilité de la typologie de l'opinion par rapport aux attentats du 13 novembre	69
1.	Éléments méthodologiques	69
2.	Les Français moins nombreux à être tétanisés par les attentats du 13 novembre 2015	73
	Le tétanisés (17%)	73
	Les préoccupés du vivre ensemble (18%)	74
	Les anxieux (34%)	75
	Les optimistes (13%).....	75
	Les « distants » (19%).....	76
6.	Annexe.....	77
	Bibliographie.....	77
	Données complémentaires	81
	Questionnaire.....	83
	Tableaux détaillés.....	86

Avant-propos

Programme 13 novembre

13-Novembre est un programme de recherche transdisciplinaire qui se déroulera sur 12 ans. Son objectif est d'étudier la construction et l'évolution de la mémoire après les attentats du 13 novembre 2015, et en particulier l'articulation entre mémoire individuelle et mémoire collective d'un événement traumatique. La mémoire est un élément essentiel de la construction de l'identité individuelle comme de l'identité collective. En ce sens, la mémoire des attentats du 13 novembre participe et participera à façonner la société de demain. C'est le rôle de la recherche scientifique d'analyser ces phénomènes pour nous permettre de mieux les comprendre et mieux les appréhender. Il s'agit également de conserver et de transmettre la mémoire des attentats du 13 novembre. C'est une forme d'engagement de la part de la communauté scientifique envers les citoyens.

Porté par le CNRS et l'Inserm pour le volet scientifique et par HESAM Université pour le volet administratif, le « Programme 13-Novembre » est financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR-10-EQPX-21-01) dans le cadre du Programme Investissements d'Avenir (PIA). Il rassemble 31 partenaires et de nombreux soutiens, dont le CREDOC :

Partenaires (hors laboratoires)*	Laboratoires partenaires	Soutiens
<ul style="list-style-type: none"> • CNRS • Inserm • HESAM Université • Santé Publique France • Institut National de l'Audiovisuel (INA) • Etablissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense (ECPAD) • Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) • GIP Cyceron • Centre Hospitalier Universitaire de Caen • Archives Nationales (AN) • Service Interministériel des Archives de France (SIAF) • Le Parisien-Aujourd'hui en France • Universcience • France Culture • École Pratique des Hautes Études (EPHE – PSL) • Œuvre de Secours aux Enfants (OSE) • Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne • Université de Caen Normandie • Autre Universités tutelles des laboratoires 	<ul style="list-style-type: none"> • Centre Européen de Sociologie et de Science Politique (CESSP, UMR 8209, Paris) • Neuropsychologie et imagerie de la mémoire humaine (NIMH, U1077, Caen) • Institut d'Histoire des représentations et des Idées dans les Modernités - IHRIM (textométrie, UMR 5317, Lyon) • Institut des Sciences sociales du Politique (ISP, Nanterre) • Centre de recherche sur les liens sociaux - CERLIS (sociologie, UMR 8070, Paris) • Institut des systèmes complexes de Paris Île-de-France (ISC-PIF, Paris) • Centre de recherche sur les médiations (CREM, UR3476, Lorraine) • Bases, Corpus, Langages (BCL, UMR 7320, Nice-Sophia-Antipolis) • Institut de l'Ouest : Droit et Europe (droit, IODE, Rennes)) • Neuropsychiatrie : recherche épidémiologique et clinique (U1061, Montpellier) • PRAXILING (linguistique, UMR 5267, Montpellier) • DIPRALANG (linguistique, UR 739, Montpellier) • Théorie et histoire des arts et des littératures de la modernité - THALIM (littérature et arts, UMR 7172, Paris) 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation • Ministère de la Justice • Ministère de l'Intérieur • Ministère de la Culture et de la Communication • Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Armées, • Préfecture de police • Communauté d'agglomération Caen la Mer • Région Normandie • Région Île-de-France • Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC) • Mairie de Paris • Mairie du 10ème arrondissement (Paris) • Mairie du 11ème arrondissement (Paris) • Ville de Saint-Denis • Ville de Caen • Normandie Université • France Victimes • Life for Paris • Groupe B2V • Paris Aide aux victimes • 13onze15 Fraternité et vérité • Fédération nationale des victimes d'attentats et d'accidents collectifs (Fenvac) • Association Française des Victimes du Terrorisme (AFVT) • B2V (Groupe Retraite Prévoyance)

Mobilisant plusieurs centaines de professionnels et de chercheurs, ce programme soutenu par Investissements d'Avenir (via l'ANR) est une première mondiale par son ampleur, le nombre de disciplines associées et le protocole établi. Des publications ont déjà été réalisées dans les domaines socio-historique et biomédical, mais aussi de sciences humaines, de droit et des politiques publiques ou de la santé publique¹.

Pour plus de détails sur l'ensemble du programme de recherche, voir son site www.memoire13novembre.fr

Le programme intègre en particulier :

L'interrogation qualitative, lors **d'entretiens filmés**, de 1000 personnes volontaires, au cours de quatre campagnes d'entretiens réparties sur 10 ans. Les mêmes personnes seront interrogées à quatre reprises. Trois campagnes ont déjà eu lieu : une première en 2016 (934 entretiens réalisés), une deuxième en 2018 (839 entretiens) et une troisième 2021-22 (980).

Ces témoignages individuels seront mis en perspective avec les **traces de la mémoire collective** telle qu'elle se construit au fil des années : les journaux télévisés et radiodiffusés, les articles de presse, les réactions sur réseaux sociaux, les textes et les images des commémorations...

De plus, pour comprendre quels sont les effets d'un événement traumatique sur les structures et le fonctionnement du cerveau, les chercheurs étudient les marqueurs neurobiologiques de la résilience au traumatisme chez un **sous-groupe de 180 personnes**.

L'enquête quantitative en population générale menée par le CREDOC

C'est dans le cadre de ce programme qu'une enquête quantitative a été menée via l'insertion de questions dans l'enquête Conditions de vie et aspirations du CREDOC, auprès d'un échantillon représentatif de la population française (méthode des quotas) avec la temporalité et les méthodes de recueil suivantes

- Juin 2016 : 2000 personnes interrogées en face à face,
- Janvier 2017 : 3000 personnes interrogées en ligne sur une sélection plus restreinte de questions
- Juin 2018 : 2000 personnes interrogées en face à face
- Janvier 2019 : 3000 personnes interrogées en ligne sur une sélection plus restreinte de questions
- Janvier 2021 : 3000 personnes interrogées en ligne sur une sélection plus restreinte de questions
- Mai 2021 : 3000 personnes interrogées en ligne (en liaison avec l'épidémie de covid-19)
- A venir une nouvelle vague sera menée en mai 2023, un an après la fin du procès dit « V13 ».

L'étude du CREDOC s'intéresse à la mémorisation des attentats du 13 novembre 2015 par la population française et participe de ce fait à la connaissance de la mémoire collective de ces attentats. Les questionnements s'articulent autour de quatre axes :

- **La mémoire de l'événement** (*event memory*) : Le degré de connaissance cinq ans et sept mois après les événements, aussi bien des lieux concernés que du nombre de victimes décédées et de terroristes

¹ Cf. [Publications scientifiques | Programme 13-Novembre \(memoire13novembre.fr\)](https://www.memoire13novembre.fr/content/publications-scientifiques) : <https://www.memoire13novembre.fr/content/publications-scientifiques>

- **Les conditions dans lesquelles la population a appris l'événement** (*flash bulb memory*) : le moment, le mode de connaissance, les échanges suite aux attentats
- **Le rapport personnel** et le degré de proximité des répondants à ces actes terroristes
- **La perception des répondants de ces événements** : L'importance dévolue aux attentats du 13 novembre 2015 relativement à d'autres actes terroristes commis en France ou à l'étranger depuis l'an 2000. Les causes et conséquences perçues des attentats, l'opinion sur la médiatisation.

Ce document présente les **résultats** des questions insérées dans la vague **de mai 2021** de l'enquête « *Conditions de vie et Aspirations* » du CREDOC dans le cadre du partenariat de recherche entre le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et le CREDOC (Centre de recherche et d'étude sur les conditions de vie).

En raison du contexte d'incertitude de l'épidémie de covid-19 ayant conduit à plusieurs confinements en 2020 et 2021, et de fortes inquiétudes dans la population, pouvant possiblement pousser certains publics, plus inquiets, à refuser l'accès des enquêteurs à leurs domiciles, l'enquête Conditions de vie et aspirations de mai 2021 a été menée en ligne.

Le terrain de l'enquête a donc été réalisé en mai 2021, en ligne, auprès d'un échantillon de 3.202 personnes représentatives de la population âgée de 15 ans et plus, résidant en France (entière), sélectionnées selon la méthode des quotas.

Ces **quotas (région, taille d'agglomération, âge-sexe, PCS, diplôme x âge)** ont été calculés d'après le dernier recensement général de population, actualisé grâce à l'enquête Emploi et au bilan démographique 2017 de l'INSEE. Afin d'assurer la représentativité par rapport à la population nationale, un redressement final a été effectué

L'enquête de janvier 2021 a été réalisée en ligne sur le même champ et suivant un procédé similaire. Les enquêtes de 2016 et 2018 ont été réalisées en face-à-face auprès des résidents de France métropolitaine âgés de 18 ans et plus, **appelant donc à une vigilance dans la comparaison de ces vagues d'enquêtes** avec celles effectuées en ligne. Dès que possible, les analyses effectuées s'attacheront donc à expliquer les écarts observés à l'aune des modes de passation utilisés.

Quelques impacts des deux méthodes de recueil utilisées (face à face et en ligne)

Si aucune méthode n'est meilleure qu'une autre sur tous les plans, le choix du mode de collecte a des effets à plusieurs niveaux : à la fois sur le recrutement des enquêtés, les modalités de passation, la présence ou non d'un enquêteur, etc. Concernant l'enquête Conditions de vie, un travail conséquent d'analyse a été réalisé en 2015 qui a fait l'objet de la publication d'un cahier de recherche², et de publication scientifique en partenariat avec des chercheurs de l'INED³ présentée notamment au 9^{ème} colloque sur les sondages. D'autres travaux de ce type ont été menés. Signalons en particulier le travail récent de Nonna Mayer et Vincent Tiberj⁴ qui ont mis en place une expérimentation en 2019 comparant l'administration d'une enquête en ligne par panel, avec une enquête en face à face classique et une enquête en face à face avec une tablette, pour chercher à distinguer les effets des modes de recueil, des effets d'échantillonnage.

Différents constats peuvent être dressés.

- *L'enquête en ligne offre une **meilleure dispersion** sur le territoire, moins coûteuse elle permet à budget identique un échantillon plus conséquent (3000 interviewés au lieu de 2000) et une intégration de tout le territoire français y compris les DOM qui n'étaient pas intégrés*
- *La **durée du recueil est plus courte** en ligne (ce qui peut être un avantage ou un inconvénient) Dans le cas de l'enquête Conditions de vie, des règles d'étalement dans le temps ont été posées pour éviter un recueil qui pourrait être influencé par un événement ou une prise de parole ponctuelle.*
- *Le **temps moyen** nécessaire à l'enquêté pour répondre est également plus court. Des contrôles sur la durée de l'enquête sont réalisés, dans le cas de l'enquête Conditions de vie.*
- *Les **variables de quotas** sont également respectées et très proches avec les deux recueils, même sans redressement*
- *Dans l'expérimentation menée par le CREDOC en 2015, on constate différents écarts par rapport à la **structure de la population** INSEE qui penchent tantôt en faveur du face à face, tantôt en faveur des enquêtes web*
- *Une **sur-représentation marquée des diplômés en ligne** (tendance présente dans toutes les enquêtes, y compris en face à face), mais plus forte en ligne, avec notamment une sous-représentation des seniors peu diplômés en ligne. Pour limiter ce biais, a été mis en place un quota diplôme x âge.*

² <https://www.credoc.fr/publications/une-approche-de-leffet-du-passage-sur-internet-dune-enquete-en-population-generale>

³ Legleye Stéphane, Ined & Université Paris-Saclay, University of Paris-Sud, UVSQ, CESP, INSERM ; Hoibian Sandra, Crédoc ; Cubillé Jérôme, EDF ; Croutte Patricia, Crédoc, Charrance Géraldine, Ined, Répliquer une enquête face-à-face sur un access panel web ? Une comparaison multipanels, article présenté au 9^{ème} colloque francophone sur les sondages, Université du Québec en Outaouais, 11 au 14 octobre 2016

⁴ Rapport de la CNDCH, sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, année 2019 Mayer Nonna, Michelat Guy, Tiberj Vincent, Vitale Tommaso, «Questions de méthode», CNDCH, La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2018, Paris, La Documentation française, 2019, p. 73-86.

- Les panélistes vivent moins souvent seuls et, plus souvent dans un ménage de deux personnes. Leur structure est, de ce fait, plus proche de celle de la population totale.
- Une **meilleure représentation des statuts d'occupation du logement** en ligne : vs une sur représentation des locataires en face à face (malgré les quotas, la dispersion est moins grande, et les zones urbaines plus investiguées)

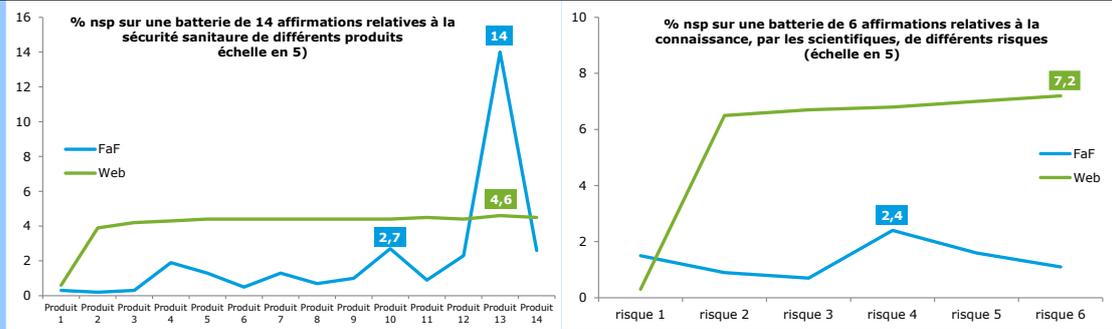
D'autres écarts existent, sans qu'il soit toujours possible de savoir où se trouve « la vérité » :

- **En ligne les enquêtés sont plus enclins à reconnaître être « malheureux », racistes, ou donner des réponses moins politiquement correctes.** Il s'agit d'une amélioration par rapport à un probable biais de « désirabilité sociale » plus fort en face à face, avec la présence de l'enquêteur.
- **En face à face, on note une plus grande confiance** en autrui et un positionnement politique plus souvent à gauche (personnes qui prennent « le risque » d'ouvrir leur porte à l'enquêteur). Dans les enquêtes en ligne par panel, un positionnement politique plus à droite.
- **En ligne, on interroge des personnes plus technophiles.** Toutefois en 2019 et 2020 Mayer et Tiberj notent que « contrairement aux années précédentes, les personnes plus âgées, moins à l'aise avec Internet, ne sont pas sous représentées dans l'échantillon en ligne ». Le biais de sélection induit par le recours au numérique tend à se réduire. Selon des investigations récentes menées par le CREDOC pour l'ONPES (2019) ou le CGE et l'ARCEP (2020), environ une personne sur dix est éloignée du numérique, par exemple au sens où elle n'est pas en mesure d'utiliser les outils du numérique (car elle n'y a pas accès ou abandonne à la moindre difficulté). Ce phénomène d'illectronisme n'est donc pas plus élevé que l'illettrisme. A l'inverse, en face à face, il y a une probable sous-estimation des pratiques : les publics les plus urbains, jeunes, sont moins souvent chez eux.
- **Les enquêtes en ligne augmentent les réponses NSP/NR/Refus**

Pour les questions ouvertes, la présence physique d'un enquêteur dans les enquêtes en face à face induit un effet de désirabilité sociale, à savoir que l'enquêté **s'autocensure** lorsqu'il souhaite en réalité répondre « ne sait pas » et cherche à apporter une réponse « socialement » attendue. Cet effet de désirabilité sociale est **amplifié par la nature du sujet**, à savoir s'il s'agit d'une question politiquement délicate comme c'est le cas pour les questions ouvertes sur les attentats terroristes du 13 novembre 2015.

A cela s'ajoute que l'absence de relance enquêteur peut induire **un effet de « skipping »**, c'est-à-dire une facilitation pour l'enquêté de passer à la question suivante en omettant la réponse pour les questions ouvertes.

- **En ligne, le taux des NSP/NR sur les réponses en batterie est aussi plus élevé. Les enquêtés en ligne se fatiguent plus vite.** Dans une comparaison de réponses OL/FAF sur les questions en batterie, on observe un effet de lassitude plus grande pour les enquêtés qui vont rarement jusqu'au bout d'une question en batterie. Cela augmente le taux de NSP/NR sur ce type de question de 1,5 à 2 fois.



- On note un **moindre recours des modalités extrêmes** sur les échelles de réponse par les enquêtés online, et une légère hausse des non-réponses, probablement en liaison avec l'absence de relance opérée par l'enquêteur dans les enquêtes en face à face

Sur le plan des questions d'intérêt

- **Beaucoup de questions factuelles et d'opinion** (emploi, logement, cadre de vie et sentiment de sécurité, santé, valeurs, opinions sur la pauvreté ou le chômage ...) sont peu sensibles au mode de recueil. On mesure en moyenne 4 points d'écart entre les deux types de recueil et aucun redressement ne permet de les corriger parfaitement et simultanément.
- Si les niveaux peuvent parfois différer, les corrélations entre les variables d'intérêt et les facteurs sociodémographiques **restent stables** (effets d'âge, de revenus, etc.)

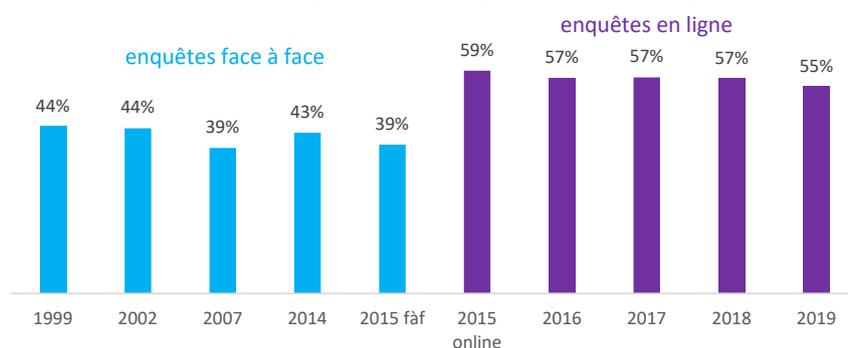
Les effets d'enquête spécifiques constatés sur la thématique des attentats du 13 novembre 2015

- **Une plus grande présence de réponses « nsp » aux questions ouvertes posées en ligne.**
 - o on retrouve l'effet indiqué plus haut d'un plus grand taux de non-réponse dans les enquêtes en ligne (pas de relance enquêteur, désirabilité sociale)
On peut supposer qu'en particulier, en juin 2016 et dans une moindre mesure en 2018, l'effet de désirabilité sociale était particulièrement fort. Ce qui expliquerait un taux de « nsp/nr » très bas. La proximité temporelle de l'événement, le face à face avec un enquêteur sur un sujet particulièrement sensible a probablement baissé le taux de personnes ne souhaitant ou ne pouvant pas répondre. En 2016, un refus ou une non-réponse par rapport à cette question aurait facilement pu être interprété comme un acte politique en soi.
 - o les enquêtes en ligne de janvier 2021 et de mai 2021 permettent de distinguer les réponses « ne sait pas », de la « non réponse » ou du « refus » de répondre à la question. Or, cette distinction n'existait pas dans les enquêtes conduites en face-à-face, car l'enquêteur ne disposait pas de trois catégories distinctes.
- **L'enquête en ligne libère la parole notamment sur la question des causes des attentats.**
 - o Des travaux méthodologiques comparatifs⁵ du CREDOC et d'autres de Nonna Mayer et Vincent Tiberj ont montré que le mode de collecte joue notamment sur la propension des répondants à se positionner sur des questions dites « sensibles » et à affirmer des opinions que l'on pourrait qualifier **d'intolérantes voir même de racistes, un plus grand rejet de l'immigration**, des préférences politiques plus à droite. En 2015, dans l'enquête du CREDOC menée en face à face, 39% des Français souhaitent le départ d'un grand nombre d'immigrés, vs. 55% souhaitant leur intégration. Dans

⁵ CROUTTE, P., DAUDEY, E. HOIBIAN, S. (Crédoc), LEGLEYE, S., CHARRANCE., G (Ined), *Une approche de l'effet du passage sur Internet d'une enquête en population générale*, Paris, Crédoc, 2015.

l'enquête en ligne qui a été menée au même moment et avec le même questionnaire, ils sont 59% à souhaiter le départ d'un grand nombre d'immigrés, vs. 39% qui souhaitent leur intégration.

Proportion de Français souhaitant le départ d'un grand nombre d'immigrés (vs. l'intégration des immigrés)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Pour ces questions-là (ouvertes, ou fermées « sensibles » sur les causes), l'analyse privilégiera la comparaison des résultats de mai 2021 avec des vagues à méthodologie constante (janvier 2021 et mai 2021), qu'il s'agisse d'analyser les comparaisons longitudinales en moyenne ou de comparer les évolutions catégorielles et socio-démographiques.

En revanche, les effets d'enquête du changement du mode de recueil sont peu marqués pour les

- **questions factuelles** de la connaissance des attentats (nombre de terroristes, nombre de morts, circonstances dans lesquelles on a appris l'événement). On n'observe pas d'écart tangible dans tout le questionnaire ;
- **question sur les conséquences des attentats**. Cette question a été posée à travers une batterie d'items. Or, à la différence de la question sur les causes des attentats, la batterie sur les conséquences ne contient pas d'item que l'on pourrait explicitement qualifier de « politiquement très sensible ».

Pour ces questions-là on privilégiera la comparaison des évolutions par rapport aux vagues de juin 2016 et de juin 2018. Les résultats de janvier 2021 seront également systématiquement intégrés dans l'analyse.

Entre la mémoire de l'individu, et celle d'une société, un « continuum » d'influences croisées

La mémoire est un objet d'étude qui ne peut s'interpréter qu'au confluent de **multiples champs disciplinaires** : les **mécanismes cérébraux et cognitifs** qui sous-tendent l'acte de se souvenir doivent être, en effet, en permanence **mis en perspective avec le contexte social** dans lequel évolue l'individu.

De ce postulat, fruit des travaux de Maurice Halbwachs, découlent deux approches pour l'analyse de la **mémoire collective** : une version « distribuée » et une version « forte » (Wertsch 2002). La première renvoie à l'idée que la **mémoire collective est fondée par la « somme » des souvenirs des individus** appartenant au groupe social, tandis que la seconde considère, en adoptant une démarche plus holistique, que le **groupe est capable par lui-même de se souvenir** (notamment à travers les lieux de commémoration).

Le **récit collectif**, endossé par les membres d'une société⁶, **ne recouvre jamais la globalité** de l'événement et en oublie des parties, notamment les dimensions les plus « **intimes** », « **personnelles** » **voir « émotionnelles »** pour l'individu ou pour les victimes. Les réactions suscitées par le récit du médecin légiste, interrogé lors du procès sur les attentats du 13 novembre en est une illustration. Son témoignage a ainsi pu être critiqué pour sa « froideur », distance affective et manque d'émotions⁷.

Au-delà, Denis Peschanski, historien et directeur de recherches au CNRS co-responsable du programme 13-Novembre définit la mémoire collective, comme une **représentation sélective du passé qui participe à la construction identitaire d'un groupe**, segment d'une société ou société dans son ensemble. Le chercheur explique que, comme la mémoire individuelle, la mémoire collective n'est ni infaillible ni exhaustive. Comme le précisent Eustache et Peschanski (2014), l'oubli est consubstantiel de la mémoire et non son envers ; l'individu (comme la société) ne retient que ce qui est nécessaire à **nourrir le sens** qu'il garde de l'événement, le sens déterminant une forme de tri.

Bien qu'elle soit partielle et surtout évolutive dans le temps, la mémoire collective des événements, dit ainsi beaucoup de **l'identité d'une société, de ses valeurs, et de ce qui rassemble ou sépare ses membres**. En ce sens, la mémoire collective est moteur de la **cohésion sociale**. Le sociologue allemand Max Weber, appelle ce processus de mémorisation collective créatrice de cohésion sociale, la « communalisation » (Vergemeinschaftung) qui **donne aux membres de la société le sentiment d'appartenir à un seul et même collectif identitaire**. En ce sens, ce sentiment d'appartenance (Zusammengehörigkeit), nourri par la mémorisation collective d'un événement traumatisant, suscite à la fois un effet d'adhésion « rationnelle » et « affective », car **les récits collectifs sur l'événement lui-même convoquent les valeurs et normes fondamentales de la société**⁸. Dans le cas des attentats du 13 novembre, la société pourra considérer que l'acte terroriste a été dirigé contre « les valeurs » de la société, contre « la France », contre « la République », contre l'Etat, contre la liberté individuelle, etc. Cette logique permet de créer une **passerelle entre victimes et société**. Ces mêmes mécanismes d'identification sont connus de la recherche sociologique à propos des constructions **d'identité nationale**⁹.

Différents auteurs montrent les **influences croisées** qu'entretiennent la mémoire des individus et celles des sociétés. Pour Erwing Goffman¹⁰, la mémoire est, toujours, conditionnée par son contexte

⁶ Cf. Paul Ricoeur, La mémoire, l'histoire, l'oubli, Paris, Editions du Seuil, 2000.

⁷ Cf. <https://www.leparisien.fr/faits-divers/proces-du-13-novembre-lexpose-froid-du-patron-de-linstitut-de-medecine-legale-23-09-2021-CXEXQZVNSFHBPJDH6OLKSJUBDM.php>

⁸ Max Weber, Wirtschaft und Gesellschaft, Tübingen, 1972/1921, p. 21 sq.

⁹ Astrid von Busekist, Politiques de la langue et constructions nationales : l'exemple belge, Paris, 1996. Jörg Müller, A qui profite l'histoire ? Définitions et révisions de la fonction politique de l'histoire dans les processus de la construction identitaire autrichienne, Paris, 2010.

¹⁰ Erwing Goffman, Frame Analysis : An essay on the organization of experience, Boston, Northeastern University Press, 1986.

social. Ni la mémoire individuelle, ni la mémoire collective ne sont pensables en dehors du contexte social dans lequel elles s'inscrivent¹¹. Ainsi, **le collectif (la société) fixe le cadre** de la mémoire et c'est à la jonction de plusieurs mémoires (individuelles, institutionnelles, juridiques etc.) que se développe la mémoire collective d'une société et se déroule le processus de mémorisation collective.

Les **mécanismes et acteurs de sélection** de ce qu'une société ou un individu retiendra (ou oubliera) sont multiples. Une standardisation des éléments factuels et une diffusion sélective des contenus à travers les **médias** et d'autres canaux d'information comme par exemple **l'enseignement scolaire**, peuvent accélérer la dégradation de la mémoire de l'individu en créant un récit collectif (parcellaire) de l'événement. Dans le cas présent, ces récits normés des **actes terroristes** sont susceptibles d'influencer durablement les représentations sociales et politiques des populations qui y sont confrontées (Marr Maira 2016). Les **lieux et moments de commémoration** peuvent aussi réactiver les souvenirs des uns des autres, distants ou proches de l'événement passé. Pour les attaques du 13 novembre 2015 de nombreux moments de commémoration ont marqué les dernières années. Or, ces moments de commémoration **évoluent** progressivement avec l'éloignement temporel de l'événement commémoré. Les travaux de Philippe Pierre sur les moments de commémoration du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis montrent que les premières étapes commémoratives se focalisent sur la **compréhension (voire la rationalisation)** de l'événement qui s'est produit ainsi que sur la prise en charge des victimes en ce qui concerne leur reconstruction personnelle après le traumatisme subi. Puis vient une deuxième phase qui serait celle de « **la reconstruction par l'intermédiation** » qui comble le fossé entre l'individu et société, en dotant les **victimes d'un statut social et légal**. Cette deuxième séquence de mémorisation serait rythmée par les débats sur la qualification des victimes (qui est victime *de legem*), la codification des dommages et intérêts, la reconnaissance des stress-post traumatiques et des parcours de vie brisés, la prise en compte des souffrances endurées et comme point culminant le début de la procédure pénale contre les auteurs des actes terroristes¹². L'année 2021 marque en France cette centralité de la victime. Le **procès des auteurs** des attaques en septembre 2021, qui intervient donc **après le terrain de cette enquête**, constituera sans nul doute un moment de commémoration de l'événement et de mise en lumière des victimes, de leur statut juridique, des souffrances, des stress post-traumatiques et des conditions de leur intégration dans la société. Notons que l'attention sociétale se reflète aussi dans un intérêt accru de la part de **la recherche scientifique** qui cherche à comprendre le phénomène des victimes dans leur globalité : du point de vue de la mémoire individuelle, de leur statut juridique, des pathologies, des politiques publiques¹³. Le procès est également une occasion pour la société d'apporter une compréhension aux mécanismes qui ont conduit à l'horreur. Quels parcours individuels des terroristes ? Quelles récurrences sociales dans ces parcours ? Quel discours portent les auteurs de ces exactions sur leurs actes ? Quel verdict portera la **justice française**, apportant aussi là, une forme de regard et de jugement sur les événements et leur portée sociale ?

Les discours des victimes, le discours médiatique sur les attentats, les discours des historiens, le discours des auteurs des attaques, le discours des policiers, les discours de la justice, les discours de la neurosciences et ainsi de suite tiennent chacun une place spécifique dans le processus de mémorisation. Dans ce sens, la construction de la mémoire collective apparaît comme **un patchwork protéiforme de discours différents cherchant à donner du « sens » à un événement passé**¹⁴.

¹¹ Une idée déjà discutée par Maurice Halbwachs dans son ouvrage *La topographie des évangiles en terre sainte : Etude sur la mémoire collective*. Paris, PUF, 1972.

¹² Philippe Pierre, September 11th-12th. The individual and the State faced with terrorism. 2013.

¹³ Voir l'ouvrage collectif récent : Philippe Pierre, Denis Peschanski, Carine Klein-Peschanski, Héloïse Cartron-Picart, (dir.), *Victimes du terrorisme – La prise en charge*, Paris, 2020.

¹⁴ Cf. Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris, PUF, 1952.

C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente étude, basée sur des données quantitatives en population générale, qui vise ainsi à mieux comprendre le **« continuum entre une épreuve subjectivement vécue et son interprétation collectivement structurée »** (Peschanski, Eustache, 2016). Ainsi, dans le cadre de notre enquête, nous analysons la **mémoire collective par le prisme de la mémorisation individuelle** puisque notre étude interroge des individus à la fois sur le souvenir qu'ils ont, personnellement, d'un événement, en l'occurrence les attentats du 13 novembre 2015, ainsi que sur la perception qu'ils en ont (cet événement les a-t-il marqués, quelle lecture en font-ils ?).

Mémoire événementielle et mémoire flash

Pour affiner notre compréhension de la manière dont se construit le souvenir, nous nous intéressons dans cette enquête à deux types de mémoire : **événementielle** ('event memory') et **flash** ('flash bulb memory'). La mémoire événementielle correspond aux souvenirs des éléments factuels liés à un événement tandis que la mémoire flash est définie par Brown et Kulik (1977, p.73) comme suit :

« Les mémoires flash sont les souvenirs qu'une personne conserve des circonstances dans lesquelles elle a appris un événement particulièrement surprenant et significatif (ou émouvant). Le cas emblématique est celui du moment où les gens ont appris l'assassinat du président John Kennedy. La quasi-totalité des gens sont capables de se rappeler, presque en revivant la scène, l'endroit où ils se trouvaient en l'apprenant, ce qu'ils étaient en train de faire, la personne qui le leur a appris, ce qui s'est passé immédiatement après, leur réaction émotionnelle, ainsi qu'un ou plusieurs détails supplémentaires particuliers et souvent insignifiants¹⁵ »

Comme l'ont montré Tinti *et al.* (2014), des processus distincts sous-tendent la formation de ces deux types de mémoire. La mémoire **événementielle** est ainsi, d'après leurs travaux, plus précise en fonction de l'**exposition médiatique** d'un événement et la **connaissance** préalable des individus sur des sujets qui lui sont intimement liés (par rapport aux attentats du 13 novembre, des personnes qui ont des connaissances poussées ou une expertise dans le domaine de la sécurité mémoriseront mieux les détails de l'attentat).

La formation de la mémoire flash répond, elle, à des **émotions** (positives ou négatives) qui permettraient de générer ce flash quasiment « photographique » (pour reprendre les termes de Brown et Kulik (1977) autour des conditions dans lesquelles des personnes ont appris un événement. D'autres facteurs ont été mis en avant dans certaines études, sans que la littérature n'apporte de réponse tranchée à leur sujet : ainsi, pour certains, la **surprise** joue un rôle dans la formation de la mémoire flash (Er 2003 ; Finkenauer *et al.* 1998), de la même manière que **la mémoire de l'événement** en lui-même peut y contribuer (Luminet, 2009).

Cela étant dit, l'adjectif « photographique » utilisé par Brown et Kulik (*ibid.*) ne signifie pas que la mémoire flash n'est pas sujette à l'oubli. Comme l'a montré Christianson (1989), les flashes sont susceptibles d'être des **reconstructions** qui se fondent sur les résidus mémoriels des individus. Notre étude n'est pas en mesure d'estimer la véracité de la mémoire flash puisque les individus interrogés ne sont pas les mêmes d'une année sur l'autre. Elle cherche moins à savoir si la mémoire flash est

¹⁵ Notre traduction à partir de l'extrait suivant « Flashbulb Memories are memories for the circumstances in which one first learned of a very surprising and consequential (or emotionally arousing) event. Hearing the news that President John Kennedy had been shot is the prototype case. Almost everyone can remember, with an almost perceptual clarity, where he was when he heard, what he was doing at the time, who told him, what was the immediate aftermath, how he felt about it, and also one or more totally idiosyncratic and often trivial concomitants. » Brown et Kulik (1977)

fidèle à la réalité qu'à déterminer dans quelle mesure les Français déclarent avoir gardé en mémoire les conditions dans lesquelles ils ont appris la survenue des attentats du 13 novembre 2015.

Notre étude apporte une pierre à l'édifice de la compréhension des interactions entre mémoire événementielle et mémoire flash dans la construction de la mémoire collective autour des attentats terroristes du 13 novembre 2015 à Paris. Notre approche se détache des précédentes études réalisées sur le sujet en ne proposant pas un modèle explicatif à la constitution de la mémoire événementielle et de la mémoire flash. Elle offre un regard complémentaire répondant notamment aux problèmes de taille d'échantillon que rencontrent la plupart des travaux antérieurs (Er 2003). Elle cherche surtout à relier ceux-ci à **l'ancrage social** que ces événements ont eu pour les Français en étudiant **les causes et les conséquences** qu'ils y associent. Le sociologue Maurice Halbwachs (Halbwachs M. (1997) [1950]) notait déjà au cours de la Seconde Guerre mondiale que « *ce sont les répercussions, et non l'événement, qui entrent dans la mémoire d'un peuple qui les subit, et à partir du moment où elles l'atteignent* ».

Les résultats présentés dans le présent rapport s'appuient sur **un terrain d'enquête mené en mai 2021, avant l'ouverture du procès** devant la cour d'assises spéciale de Paris qui a débuté le 8 septembre 2022 et achevé fin mai 2022 (verdict le 29 juin 2022). Plus grande audience criminelle jamais organisée en France, il a des proportions inédites : près de 1 800 parties civiles, un dossier d'instruction de 542 tomes, au moins 330 avocats dont 300 pour les parties civiles. Une capture vidéo des audiences est réalisée à des fins d'archives. Ce procès a donné lieu à une très large médiatisation. Autant de facteurs qui auront, sans nul doute, un impact fort sur la mémoire collective de l'événement, et sa lecture par l'opinion, qui feront 'objet d'analyse en 2023 et, à nouveau en 2026, lors de la dernière vague d'enquête du programme.

Résumé

Cinq ans après les faits, et alors que la société française est tout entière focalisée par l'épidémie de covid-19, l'étude montre que **les stigmates des attaques du 13 novembre dans la mémoire collective sont très vivaces**. L'événement semble avec le temps **s'installer comme marqueur collectif de la prise de conscience de la menace islamiste**. Pour la population, en effet, hormis l'origine même de l'attentat, les principales causes de ces attaques sont à chercher dans **les tensions religieuses et culturelles** perçues dans le pays, et une trop grande **présence de l'immigration**, davantage que dans l'échec des politiques éducatives et sociales par exemple, ou dans les choix de politique étrangère du Quai d'Orsay par exemple. Et la peur persiste comme une conséquence durable de ces attaques.

Avec **l'éloignement temporel, le nombre d'attentats cités** spontanément comme marquants par les Français **a diminué fortement**. Mais les attaques de novembre 2015 restent les attaques les plus souvent évoquées spontanément (45% des réponses). Les tueries de Charlie Hebdo et l'hypercacher en janvier 2015 (35% de citations), et les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats unis (31%) complètent le triptyque mémoriel **des attaques terroristes qui font date** dans la mémoire collective hexagonale depuis l'an 2000, marquant un « avant » et un « après ». L'attaque au camion-bélier de la Promenade des Anglais à Nice en 2016 est moins souvent citée (19%). La décapitation du professeur Samuel Paty, pourtant plus récente, qui touchait un professeur dans sa mission éducative, et avait donné lieu à des hommages nationaux, est peu évoquée (8%).

Les différents indicateurs montrent un **effacement mémoriel progressif**. Près d'un tiers de la population n'est plus capable de citer un lieu des attaques du 13 novembre (32% contre 15% en juin 2018 et 3% en juin 2016). En termes de lieux, la mémoire se concentre sur la figure **du Bataclan** qui domine les mémoires, ou autour de la **dénomination plus floue de « Paris », comme cela avait été relevé dès 2018**.

L'effet du temps sur la mémoire factuelle est sensible (61% donnent une réponse aux 3 questions posées contre 83% en 2016, **soit -22 points**). Toutefois il semble être compensé par **la prégnance symbolique de l'événement**, qui conduit une partie grandissante de la population à **préférer donner une réponse erronée** concernant le nombre de victimes ou le nombre de terroristes, plutôt que d'éluder la question. Ce phénomène expliquant une légère hausse de la mémoire événementielle entre 2018 et 2021 (de +5 points). **Le sens des erreurs** semble confirmer cette hypothèse : les répondants ont plus souvent tendance à **surestimer le nombre de victimes (15%, +5 pts/2018), ou de terroristes** que par le passé (14% ; +9 pts/2018).

La mémoire individuelle et intime des circonstances où la personne a pris connaissance des événements - **mémoire flash – présente un profil singulier. Prise globalement, elle chute encore plus fortement** (de 97% en 2016 à 66% en 2021, -31 points) même si elle reste largement majoritaire chez les Français. Mais là aussi, l'oubli de certaines circonstances semble s'accompagner d'une plus grande **proximité émotionnelle** aux événements. En effet, 96% déclarent se rappeler du lieu où ils ont appris la nouvelle. La mémoire du canal d'information sur les attentats reste aussi remarquablement stable (92% exactement, -2 points par rapport à 2018). C'est la mémoire de ce qui touche aux **relations interpersonnelles** ayant entouré l'événement qui s'efface. Seuls 5% déclarent qu'ils ont appris les faits par un proche (vs 12% juste après les faits). Et surtout, seuls 72% des Français se rappellent **avec qui ils ont échangé** en premier des attentats du 13 novembre 2015. La proportion a chuté **de 25 points par rapport à juin 2016** et de 15 points par rapport à juin 2018. Possible phénomène de **« synchronisation et désynchronisation émotionnelles »** qui conduit à avoir besoin de s'épancher avec des proches d'un événement douloureux au moment où il survient, et à plus tard oublier les échanges avec ces personnes pour ne pas raviver les plaies.

Le phénomène d'oubli est particulièrement à l'œuvre chez les catégories modestes et peu diplômées. Ce phénomène de polarisation mémorielle était déjà apparu en 2018, alors que la situation était plus homogène sept mois après l'attentat. Toutefois, à la fois dans ces catégories, et chez les jeunes, on constate, une progression de personnes déclarant faire partie du Cercle 1 (c'est-à-dire des personnes déclarant connaître des témoins ou victimes ou fréquenter régulièrement les lieux), signe possible d'un mouvement de rapprochement symbolique aux attaques du 13 novembre.

Abstract

Five years after the events, and while French society is entirely focused on the covid-19 epidemic, the study shows that the stigma of the 13 November attacks is still very much alive in the collective memory. Over time, the event seems to have become a collective marker of awareness of the Islamist threat. For the population, apart from the origin of the attack itself, the main causes of these attacks are to be found in the perceived religious and cultural tensions in the country, and in the excessive presence of immigration, rather than in the failure of educational and social policies, for example, or in the foreign policy choices of the Quai d'Orsay. And fear persists as a lasting consequence of these attacks.

Over time, the number of attacks spontaneously cited as significant by the French has fallen sharply. However, the November 2015 attacks remain the most frequently spontaneously mentioned attacks (45% of responses). The Charlie Hebdo and Hypercacher massacres in January 2015 (35% of responses), and the attacks of 11 September 2001 in the United States (31%) complete the triptych of terrorist attacks that have been a landmark in the French collective memory since 2000, marking a "before" and an "after". The ram-truck attack on the Promenade des Anglais in Nice in 2016 is less often cited (19%). The beheading of Professor Samuel Paty, although more recent, which affected a teacher in his educational mission and gave rise to national tributes, is little mentioned (8%).

The various indicators show a gradual erasure of memory. Almost a third of the population is no longer able to name a place of the 13 November attacks (32% compared to 15% in June 2018 and 3% in June 2016). In terms of places, memory is concentrated on the figure of the Bataclan, which dominates memories, or around the vaguer name of "Paris", as was noted in 2018.

The effect of time on factual memory is noticeable (61% give an answer to the three questions asked compared with 83% in 2016, i.e. -22 points). However, this seems to be offset by the symbolic importance of the event, which leads a growing proportion of the population to prefer to give an erroneous answer concerning the number of victims or the number of terrorists, rather than evade the question. This phenomenon explains a slight increase in event memory between 2018 and 2021 (+5 points). The direction of the errors seems to confirm this hypothesis: respondents are more likely to overestimate the number of victims (15%, +5 pts/2018), or terrorists than in the past (14%; +9 pts/2018).

Individual and intimate memory of the circumstances in which the person became aware of the events - flash memory - presents a singular profile. Taken as a whole, it falls even more sharply (from 97% in 2016 to 66% in 2021, -31 points) even though it remains in the majority among the French. But here too, the forgetting of certain circumstances seems to be accompanied by a greater emotional closeness to events. Indeed, 96% say they remember the place where they heard the news. The memory of the information channel on the attacks also remains remarkably stable (92% exactly, -2 points compared to 2018). It is the memory of the interpersonal relations surrounding the event that is fading. Only 5% say that they learned about the events from someone close to them (vs. 12% just after the event). And

above all, only 72% of French people remember who they spoke with first about the attacks of 13 November 2015. The proportion has dropped by 25 points compared to June 2016 and by 15 points compared to June 2018. A possible phenomenon of "emotional synchronisation and desynchronisation" which leads to the need to express oneself with people close to a painful event at the time it occurs, and later to forget the exchanges with these people so as not to reopen the wounds.

The phenomenon of forgetting is particularly at work among the modest and low-educated categories. This phenomenon of memory polarisation had already appeared in 2018, when the situation was more homogeneous seven months after the attack. However, both in these categories, and among young people, there has been an increase in the number of people declaring themselves to be part of Circle 1 (i.e. people declaring that they knew witnesses or victims or regularly frequented the sites), a possible sign of a movement of symbolic rapprochement to the attacks of 13/11.

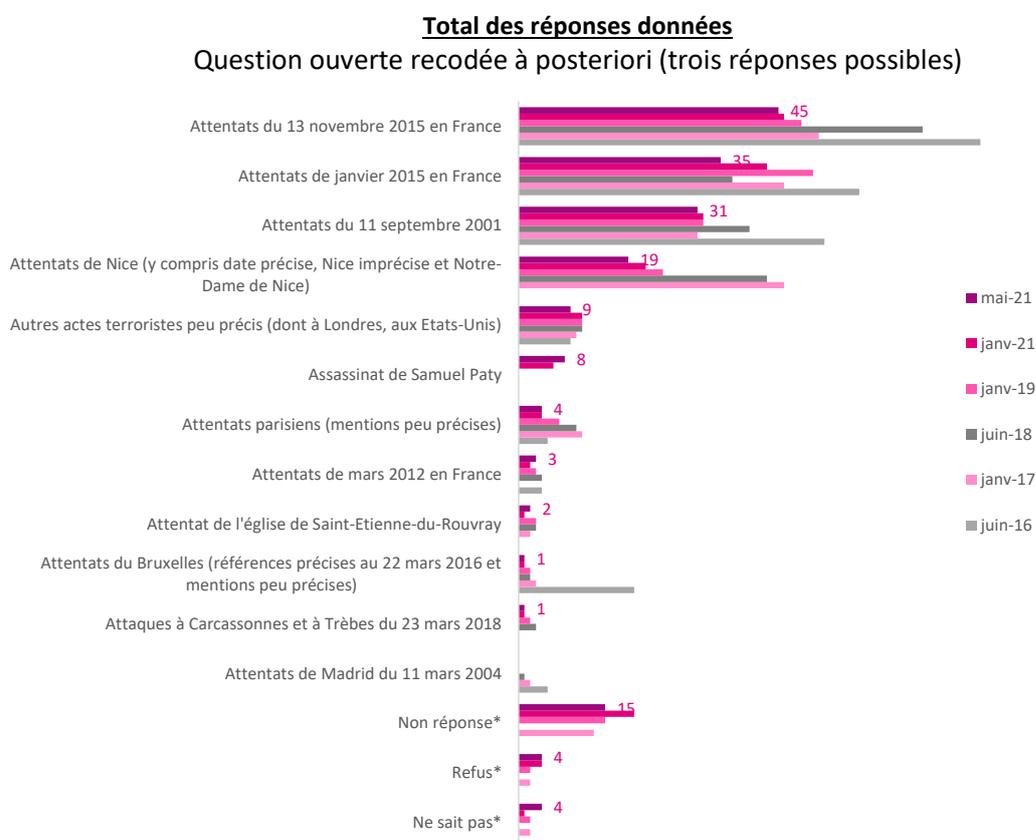
1. Les attentats du 13 novembre 2015 et de janvier 2015 restent les actes ayant le plus marqué les Français depuis l'an 2000

Note au lecteur en préambule : Il ne s'agit évidemment à aucun moment d'établir une concurrence entre différents événements graves et traumatisants, quant à la gravité et la portée émotionnelle de chacun des événements cités et analysés dans ce rapport. L'objectif de la question suivante (et d'autres questions dans ce rapport) est d'identifier, puis de chercher à comprendre, comment se construit la mémoire collective, quelles places y occupent les différents événements, comment évoluent ces places dans le temps, selon différentes catégories de population. Et quels sont les facteurs qui concourent à focaliser la mémoire d'une société sur un événement en particulier.

1. Malgré un recul des citations depuis 2016, 45% des Français considèrent que les attentats du 13 novembre 2015 constituent le fait terroriste le plus marquant depuis 2000

Il a été demandé aux Français de citer spontanément, via une question dite « ouverte », les trois actes terroristes commis dans le monde France qui les ont le plus marqués depuis l'an 2000. En mai 2021, cinq ans et sept mois après les faits, **les attentats du 13 novembre 2015 sont toujours les actes terroristes les plus cités par les Français (45%)** parmi l'ensemble des actes terroristes les ayant marqués depuis l'an 2000. **Les citations de ces attaques diminuent insensiblement avec le temps** qui passe (-1 point entre janvier et mai 2021, -4 points par rapport à janvier 2019, et -7 points par rapport à 2017). Même si la présence mémorielle de cet événement s'atténue sur longue période, **l'oubli reste contenu**.

Graphique 1 Pouvez-vous citer les actes terroristes commis dans le monde ou en France qui vous ont le plus marqué depuis l'an 2000 ? (en %)



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus. Source : Enquêtes Conditions de vie et Aspirations.

NB : Les répondants ont pu donner plusieurs réponses, la somme des taux indiqués peut donc excéder 100%. En outre, l'analyse privilégie les comparaisons longitudinales de vagues d'enquête à méthodologie constante, à savoir en ligne : janvier 2017, janvier 2019, janvier 2021 et mai 2021. Les enquêtes de juin 2016 et de juin 2018 ont été conduites en face à face et ont été grisées dans le graphique.
Note : Les détails des résultats figurent en annexes à ce document, Tableau 8

Sont ensuite cités les attentats de janvier 2015, contre le journal satirique Charlie Hebdo, l'hypercacher de la Porte de Vincennes et la policière de Montrouge (35%). Ceux-ci ont été **plus particulièrement cités en janvier 2019**. Possiblement à la suite **des commémorations de janvier 2018** qui avaient notamment mobilisé le chef de l'Etat Emmanuel Macron. Depuis, leur place dans la mémoire collective subit la même érosion légère, effet du temps qui passe. Par rapport à janvier 2017 (46%) la proportion de personnes citant cet item baisse de six points. On relèvera un profil sinusoïdal, la mémoire des attentats de janvier étant réactivée chaque mois de janvier, commémorations et rappels médiatiques obligent, avant une baisse sensible au milieu de l'année.

Ces réponses ne signifient évidemment pas que les individus ont ressenti une moindre émotion ou se sont sentis moins concernés par les autres tragédies. En revanche, les attaques de janvier, qui avaient suscité des marches populaires de défense des libertés d'expression et la venue de chefs d'état du Monde entier, puis les tueries du 13 novembre 2015, parce qu'elles avaient touché indifféremment des personnes sans fonction particulière dans leurs quotidiens, et de par le nombre de victimes ayant succombé¹⁶, constituent **des événements concentrant donc la mémoire nationale du terrorisme**.

*On constate que lorsque les enquêtes qui ont été conduites en face-à-face (juin 2016 et juin 2018), toutes les attaques sont davantage citées ; cela peut possiblement s'expliquer par la présence d'un enquêteur physique dans les enquêtes en face à face, et donc le souhait de ne pas rester sans réponse face à son interlocuteur (ce que l'on désigne par un effet de désirabilité sociale). C'est pourquoi nous avons choisi de commenter principalement les évolutions à méthodologie constante en ligne. Quoi qu'il en soit, **les tendances constatées en ligne et face à face sont convergentes***

- *Quel que soit le mode de recueil, la hiérarchie des réponses est inchangée, avec une place particulière dans les mémoires pour les attaques du 13 novembre, janvier 2015 et 11 septembre 2001*
- *L'impact du temps qui passe est également à l'œuvre. Par exemple, 80% des Français citaient les attaques des terrasses, du Bataclan et du Stade Saint Denis face à l'enquêteur en juin 2016, contre 70% en juin 2018, soit un recul de 10 points.*

La place importante dévolue aux **attentats du 11 septembre 2001** (31%) dans les mémoires interpelle. Alors même qu'ils sont survenus il y a beaucoup plus de temps (vingt ans) et en dehors de l'Hexagone, ces derniers semblent avoir marqué une part relativement stable de la population. L'érosion de la mémoire semble avoir été comme stoppée et la stabilité du taux de citations indique qu'ils figurent désormais comme un événement **de référence** de la mémoire collective française. La portée **géopolitique** - ouvrant une période de « guerre contre le terrorisme » déclarée par le Président américain George W. Bush - et **identitaire** de l'imaginaire collectif occidental en font d'autant plus un événement « historique » qu'il figure aujourd'hui dans les programmes scolaires et les manuels d'histoire. Toutefois, en 2021, une grande partie de l'échantillon, âgée de plus de 30 ans en 2021 (et

¹⁶ Sandra Hoibian, Victor Prieur, Denis Peschanski, Francis-Eustache, Les attentats du 13 novembre 2015, un marqueur de la mémoire collective, CMV n°302, CREDOC, Paris, novembre 2018, <https://www.credoc.fr/publications/les-attentats-du-13-novembre-2015-un-marqueur-de-la-memoire-collective>
<https://www.credoc.fr/publications/les-attentats-du-13-novembre-2015-un-marqueur-de-la-memoire-collective>

donc de plus de 8 ans¹⁷ en 2001) a encore vraiment « vécu » cet événement en direct. L'analyse des réponses qui seront données en 2026 permettra en partie de savoir si cette forte mémorisation finira par diminuer sous l'effet du renouvellement des générations ou si les attentats du 11-Septembre s'inscrivent bien comme une matrice du XXI^e siècle.

L'attentat de Nice le 14 juillet 2016 était mentionné spontanément par 46% des Français en janvier 2017, sept mois après les faits. Les répondants citaient à l'époque avec précision à la fois le lieu et la date, ce qui constituait cependant déjà un point de départ assez bas en comparaison avec les trois grandes séries d'attentats cités dans notre enquête de juin 2016. Près de cinq ans plus tard, **seuls 4% des répondants évoquent aussi précisément** les attaques à la voiture bélier sur la promenade des Anglais le 14 juillet 2016. 15% citent ensuite des attentats à Nice, sans donner davantage de détails, et sans qu'on puisse donc savoir avec précision si les répondants pensent à l'attaque de 2016 ou à l'attentat à la basilique de Notre-Dame de Nice le 29 octobre 2020. Toutefois les précédentes analyses ont montré un effet du nombre de victimes sur la mémorisation. L'attaque revendiquée par Daesh lors de la fête nationale 2016 ayant causé la mort de 86 personnes et fait 458 blessés, il est plausible qu'une grande majorité des citations assez vagues de 2021 fassent référence à cette tragédie plutôt qu'à celle de 2020. Au total, **19% de la population évoquent des attaques terroristes à Nice.**

Malgré tout, même en incluant des évocations moins précises, le taux de personnes citant l'attentat lors de la fête nationale a donc baissé de manière importante et cette diminution s'est opérée dès 2019. Nous verrons si la série de procès organisés en 2020-2022 auront un impact sur l'évolution comparée de la mémorisation.

Concernant les données de 2021 notons que la commémoration de l'attentat de 2016 a eu lieu en juillet 2021, à savoir *après* le terrain d'enquête. **L'impact de la séquence médiatique accompagnant cet événement n'est donc pas mesuré par cette étude.**

La décapitation de l'enseignant **Samuel Paty**, par un islamiste radicalisé, le 16 octobre 2020, événement récent par rapport au terrain d'enquête (mai 2021), et ayant donné lieu à des hommages nationaux, est beaucoup moins cité (8%). Toutefois, la décapitation de Samuel Paty semble avoir marqué les esprits davantage que d'autres attaques récentes telles que l'assassinat du policier à Avignon ou la fonctionnaire de police assassinée à Rambouillet juste dans l'intervalle d'un mois – entre avril et mai 2021 - au moment où le terrain de la présente étude s'est déroulé. Cela tient pour partie à la réplique de l'attaque contre les journalistes de Charlie Hebdo au moment du procès, la question étant posée des caricatures. Mais cela tient aussi, probablement, au fort **caractère symbolique** que représente à la fois l'acte de « **décapitation** » et sa cible : **un enseignant de l'éducation nationale, incarnation des valeurs républicaines de laïcité et d'égalité.**

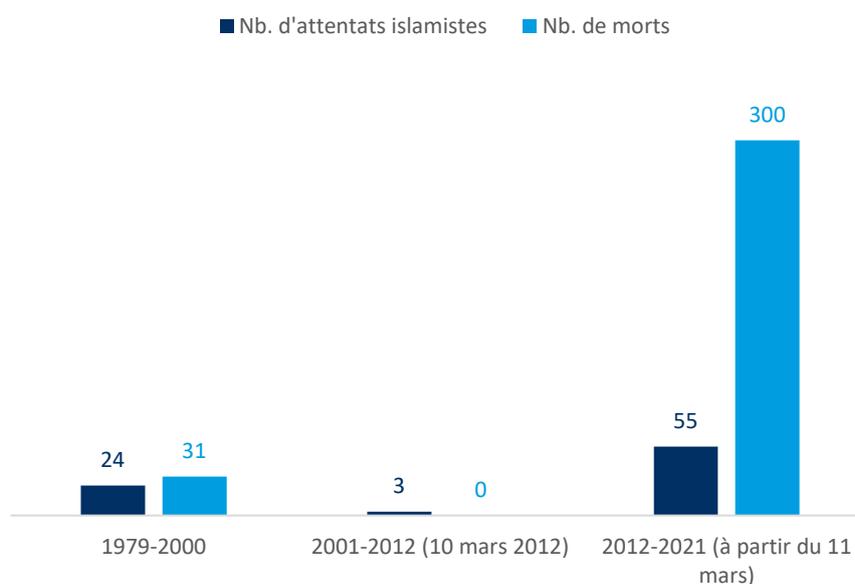
Comment expliquer la primauté des attaques du 13 novembre, et au-delà, la hiérarchie qui s'opère dans la mémoire collective entre les différentes attaques ?

¹⁷ Le seuil de huit ans est ici arbitraire, on aurait aussi bien pu prendre un âge plus élevé ou plus faible. Il est possible que les personnes âgées de 15,16,17 ans en 2021 et qui donc avaient 10,11,12 ans au moment des faits n'aient pas pris connaissance de ceux-ci directement. Ceux-ci sont toutefois encore trop peu nombreux pour permettre une analyse distincte (85 personnes concernées dans l'échantillon de mai 2021, soit 15% de cette classe d'âge et 2.7% de l'échantillon total). Nous tenterons dans la vague de 2026 d'esquisser des analyses pour mesurer un possible effet générationnel. Les travaux fondateurs de Mannheim [1928] sur les générations pointent en effet la possible construction d'une « conscience » de génération pendant la jeunesse, notamment en période de déstabilisation sociale ou de changements sociaux.

La Fondation pour l'innovation politique, Fondapol, a conduit un travail de recensement et d'analyse des attentats islamistes en France depuis la fin des années 1979¹⁸. Ces travaux montrent que les années 2012-2021 sont marquées par une nette hausse du terrorisme islamiste en France. Alors qu'on recense 24 attentats avec 31 morts en vingt ans entre 1979 et 2000 et trois attentats, ne faisant aucun mort, entre 2001 et le 10 mars 2012, on recense 55 attentats entre le 11 mars 2012 et le 31 mai 2021 faisant en tout 300 morts. L'année 2013 marque l'entrée de la France dans, ce que l'on pourrait qualifier de « **nouvelle ère** » du terrorisme islamiste.

Au sein de cette séquence morbide, **le 13 novembre 2015 constitue l'attentat islamiste le plus meurtrier jamais perpétré en France**. 41% des personnes mortes lors d'attentats islamistes en France ont été tuées pendant les attentats du 13 novembre 2015.

Graphique 2 – Nombre d'attentats islamistes en France entre 1979 et 2021



Source : CREDOC, données Fondation pour l'innovation politique, Les attentats islamistes dans le monde 1979-2021, Edition de septembre 2021.

L'étude Fondapol montre, au-delà, **la récurrence des attaques contre la capitale** avec 22 attentats à Paris, entre le 11 mars 2012 et le 31 mai 2021, et 3 à Saint Denis, 3 à Toulouse, 2 attentats à Nice, Marseille, Carcassonne. Les autres attentats se répartissent sur des petites communes avec toutefois une relative concentration en Ile de France (Magnanville, Levallois-Perret, Villejuif, Dammarville-en-Goële, Sarcelles, Colombes, Conflans-Saint-Honorine). On peut supposer que cette **focalisation géographique** entraîne avec elle une **focalisation mémorielle sur les événements touchant la capitale, à la fois lieu symbolique, et cible récurrente des attaques**.

¹⁸ Pour la construction de cet indicateur cf. Fondation pour l'innovation politique, Les attentats islamistes dans le monde 1979-2021, Edition de septembre 2021. <https://www.fondapol.org/etude/les-attentats-islamistes-dans-le-monde-1979-2021/>

Tableau 1 - Régions les plus touchées par les attentats islamistes depuis 1979

Région	Nombre d'attentats
Ile-de-France	57
Occitanie	8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4
Auvergne-Rhône-Alpes	3

Source : Fondation pour l'innovation politique, Les attentats islamistes dans le monde 1979-2021, Edition de septembre 2021.

L'emplacement géographique est en effet, plus globalement, une dimension importante dans la hiérarchie des réponses. Les différentes vagues d'enquête précédentes soulignaient déjà une attention particulière portée aux attentats survenus sur le sol national¹⁹ avec l'exception notable des attaques du 11 septembre 2001, pour les raisons évoquées plus haut. Ce tropisme de proximité n'est pas spécifique à la France mais s'inscrit dans une logique décrite dans la théorie des médias comme « hiérarchie de la mort » ou encore « **mort au kilomètre** ». Cette logique consacre le principe selon lequel l'importance des informations sur un événement par exemple décroît en fonction de la **distance géographique, temporelle, affective et socio/professionnelle**. La variable géographique joue un rôle central. Plus la proximité est grande, plus l'événement prend de l'ampleur dans les médias et plus il marque « durablement » l'opinion publique²⁰. Cela rejoint la notion du « concernement » au cœur des travaux du sociologue Gêrôme Truc au sujet des attentats²¹.

La proximité **temporelle** joue également un rôle. Dans l'ensemble, avec le temps s'opère une forme d'affaiblissement de la mémoire. A méthodologie constante (en ligne), les événements du 13 novembre sont cités par 52% en janvier 2017, puis 49% en janvier 2019, 46% en janvier 2021, 45% en mai 2021. Parallèlement, 15% ne donnent pas de réponse à cette question. En additionnant les réponses « Nsp. » (4%) ou les « refus » (4%), cette proportion passe à 23%, comparée à 17% en janvier 2017. La diminution est donc réelle, mais elle reste limitée, si on laisse de côté, pour des raisons méthodologiques, les résultats de 2016.

Si l'impact de la **médiatisation** d'un événement est difficile à mesurer, on peut toutefois penser que le temps d'antenne, les articles de journaux ou encore les images circulant sur les réseaux sociaux ravivent la mémoire et contribuent au processus de sédimentation des événements dans la mémoire collective. Dans cette perspective, les **cérémonies de commémoration** ou encore des **moments médiatiques « forts » comme le début des procès judiciaires**, peuvent jouer un rôle d'amplificateur en rappelant les détails et le contexte des **événements évoqués ou d'autres événements « voisins »**. Ce sont des moments où les gens cherchent davantage d'informations sur les événements pour s'informer, se documenter ou simplement pour se souvenir. Le graphique ci-dessous montre la fréquence des requêtes « Google » de deux mots clefs²² ayant trait aux attentats de janvier et de novembre 2015, entre janvier 2016 et octobre 2021. L'analyse révèle **une intensification des requêtes Google lors des périodes (« dates d'anniversaire »)** de commémorations nationales ou collectives. De même, les moments commémoratifs de l'attentat du 14 juillet 2016 à Nice ainsi que cet attentat lui-

¹⁹ Thibaut Briera et Sandra Hoibian, Mémorisation des attentats du 13 novembre 2015 – trois ans après (vague de janvier 2019), CREDOC, Paris, 2019, <https://www.credoc.fr/publications/memorisation-des-attentats-du-13-novembre-2015-trois-ans-apres-rapport>

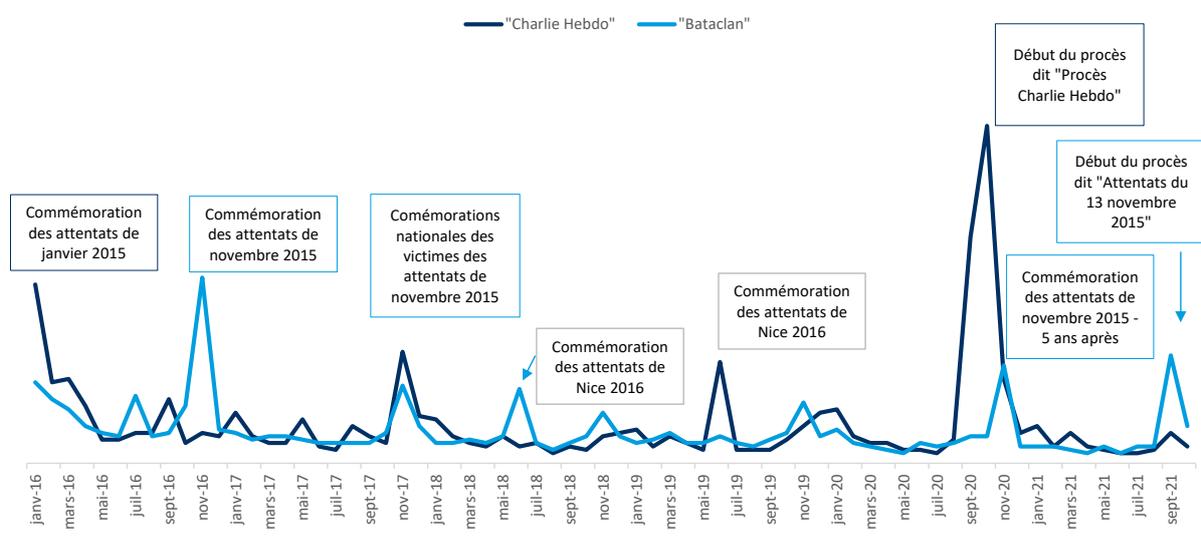
²⁰ Cf. Remi Lefebvre, « Proximité », Mots, ENS Editions, n° 77, mai 2005, 74p.

²¹ Gêrôme Truc, La sidération ? Une sociologie des attentats, Paris PUF, 2016.

²² Nous avons opté pour les mots « Charlie Hebdo » et « Bataclan ». Nous aurions pu évidemment choisir d'autres mots et requêtes, comme les dates des attentats, Saint Denis, le nom des journalistes assassinés ou encore des policiers ou victimes tués. Mais compte tenu de la focalisation de la mémoire sur ces lieux et victimes emblématiques (cf. plus loin) les volumes concernés auraient pu limiter la portée d'analyse des évolutions. Nous avons volontairement écarté l'année 2015 de l'analyse pour la simple raison que le nombre de requêtes faites immédiatement après les attentats respectifs aurait « tordu » le graphique et minoré l'analyse de la période 2016-2021.

même ont également ravivé l'intérêt des Français à chercher des informations sur les attentats de novembre et de janvier 2015 en utilisant les mots clefs « Bataclan » ou « Charlie Hebdo ».

Graphique 3 – Nombre de requêtes sur Google des mots clefs « Charlie Hebdo » et « Bataclan » entre janvier 2016 et octobre 2021



Source : CREDOC selon les données de Google Trends, exploitation octobre 2021.

Signe supplémentaire de la prévalence des attentats de janvier et de novembre 2015 dans la mémoire collective des Français, ces deux attentats sont quasiment autant cités en **première intention** par les répondants que les attentats du 11 septembre 2001 : 21% font référence au 11 septembre 2001, 21% au 13 novembre 2015 et 16% à janvier 2015. Sur le long-terme, et à méthode de recueil constante (en ligne) les citations des attentats de janvier 2015 ont tendance à régresser (-7 points par rapport à janvier 2017). L'effet de la période d'interrogation correspondant, ou non, à la période de commémoration semble visible également. 4 points séparent ainsi les citations des attentats de janvier 2015 entre janvier 2021 (période anniversaire) et mai 2021. On relèvera encore une fois que même hors périodes de commémorations ou de procès, la référence aux attentats de novembre reste prééminente.

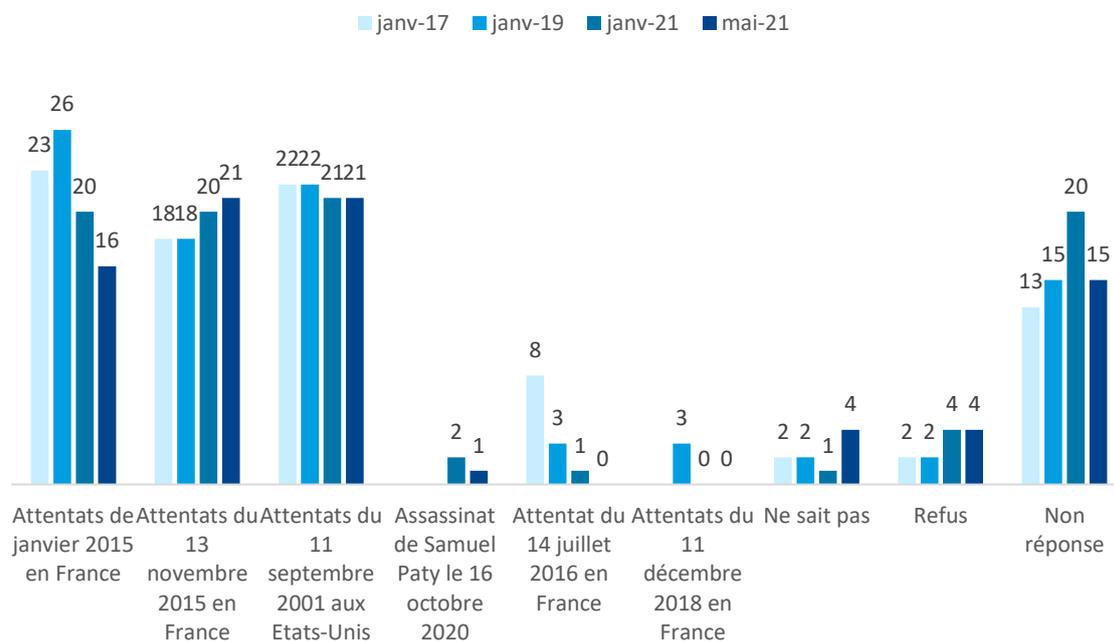
Est-ce significatif de la concentration de la mémoire sur les attentats de novembre 2015 ? La proportion de Français citant spontanément en première réponse les attentats du 13 novembre 2015 a tendance à progresser (+3 points).

Les citations des attentats du 11 septembre 2001 se démarquent par une stabilité qui ne se dément pas sur le long terme.

Le nombre de personnes qui citent au total un des trois actes terroristes a diminué par rapport aux années précédentes. En 2017, 63% des répondants citaient ainsi l'un de ces trois attentats en première intention. Ils étaient 66% en janvier 2019, 61% en janvier 2021 et 58% en mai 2021, davantage en liaison avec une progression des non-réponses ou refus, qu'une progression d'autres tueries dans les expressions spontanées sur les attaques les plus marquantes depuis l'an 2000.

Graphique 4 - Les attentats du 11 septembre 2001 et de novembre 2015 sont les plus souvent cités en premier

« Pouvez-vous citer les actes terroristes commis dans le monde ou en France qui vous ont le plus marqué depuis 2000 ? ». (En %) Question ouverte, trois réponses possibles, verbatim codifiés a posteriori, Total des réponses données en première intention



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus. Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021.

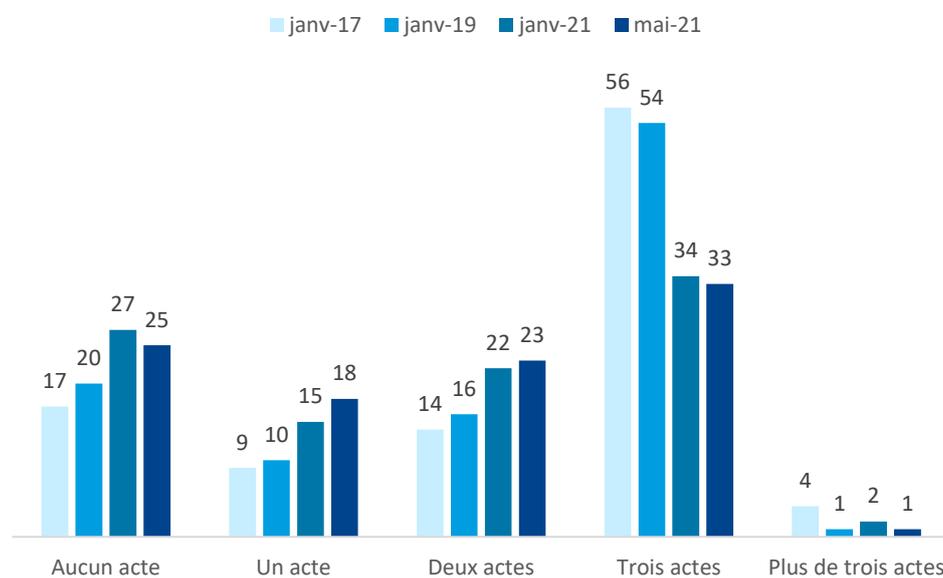
Au total, 75% des personnes interrogées ont fourni au moins un élément de réponse à la question posée. 33% ont cité trois attentats (conformément aux possibilités de réponse offertes) et 1% des répondants en ont cité plus de trois. 23% en ont cité deux et 18% n'en ont mentionné qu'un seul. Sur le long terme, il est notable que le nombre de personnes **citant au moins trois attentats a très nettement diminué depuis 2017 où 60%** des répondants citaient au moins trois actes terroristes. En janvier 2021 cette proportion est tombée à 36% et **en mai 2021 à 34%**.

Les réponses se rétrécissent de plus en plus **vers un seul attentat cité** : 9% en janvier 2017, 10% en janvier 2019, 15% en janvier 2021 et 18% en 2021. Les personnes ne citant qu'un seul attentat citent en première intention légèrement plus souvent qu'en moyenne uniquement les attentats du 13 novembre 2015 (pour 22% d'entre eux) ou de janvier 2015 (21%) et bien, mais moins, les attentats du 11 septembre 2001 (15%). On gardera cependant en mémoire le changement qui s'impose en fonction du nombre d'attentats cités.

Graphique 5 – 75% des Français citent au moins un acte terroriste – une diminution sur le long terme du nombre de « multi-répondants »

« Pouvez-vous citer les actes terroristes commis dans le monde ou en France qui vous ont le plus marqué depuis 2000 ? ».
(En %)

Question ouverte, trois réponses possibles, verbatim codifiés a posteriori, Total des réponses données

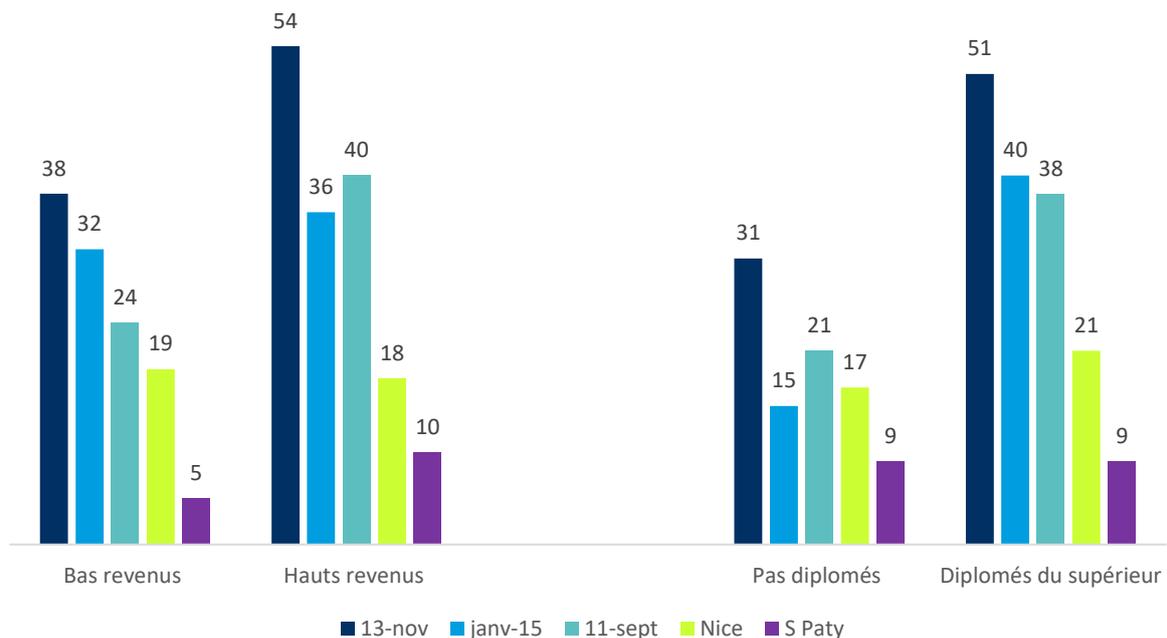


Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus. Source : Enquêtes Conditions de vie et Aspirations, janvier 2017, 2019 et 2021, mai 2021

2. Les attentats du 13 novembre ont davantage marqué les diplômés du supérieur

Les attentats du 13 novembre 2015 occupent une place importante dans la mémoire collective et sont systématiquement cités par près de quatre Français sur dix comme l'acte terroriste le plus marquant depuis l'an 2000 dans toutes les catégories sociales. Toutefois ils sont moins cités par les catégories peu diplômées et modestes, qui mentionnent d'ailleurs moins souvent chacun des attentats terroristes, à l'exception notable des attentats de la promenade des Anglais aussi présents à l'esprit en bas et en haut de l'échelle sociale

Graphique 6 – En mai 2021, les catégories modestes et peu diplômées mentionnent un peu moins chacun des attentats, à l'exception de celui de Nice



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus.

Source : Enquêtes Conditions de vie et Aspirations, mai 2021

On peut voir à l'effet de plusieurs mécanismes :

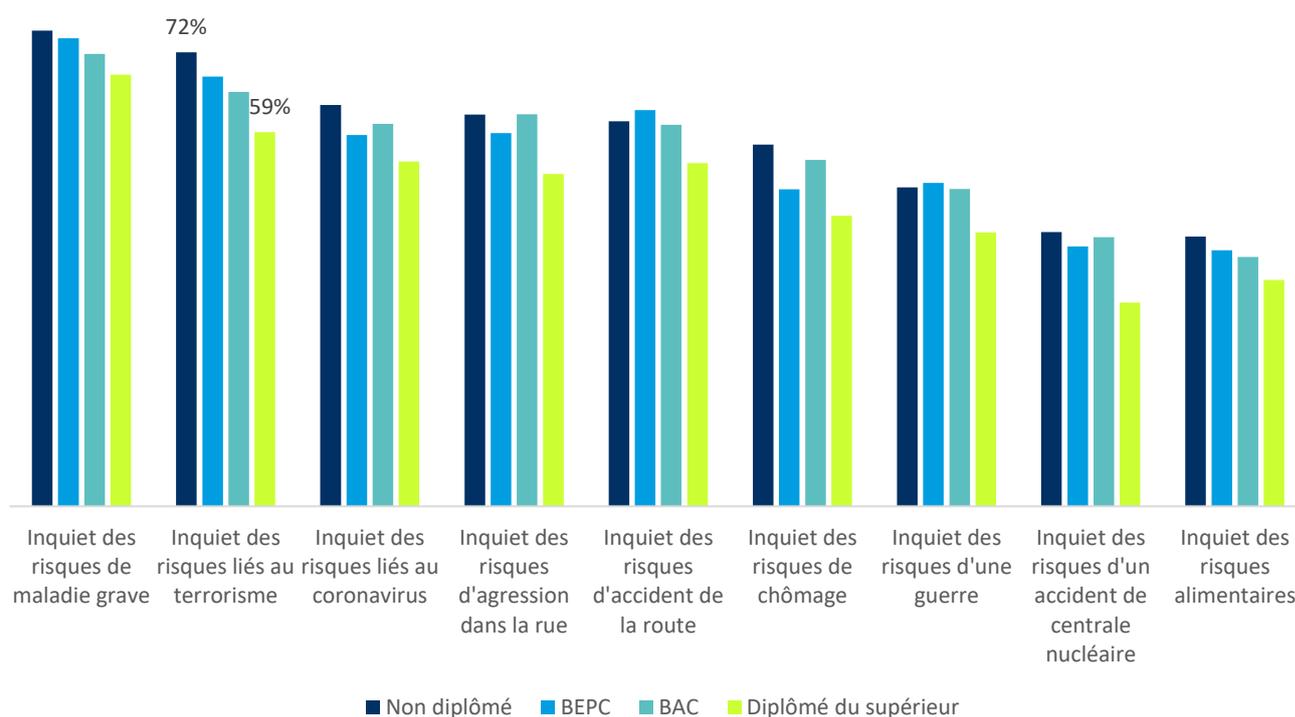
- un effet probable de **l'identification aux victimes** des différentes attaques. La sortie populaire du feu d'artifice en famille au 14 juillet est sans nul doute plus en proximité avec les pratiques de loisirs des catégories modestes que les sorties en concert ou en terrasse²³ ou que les victimes des tours jumelles en 2001.
- un effet probable de **l'historicisation des attentats du 11 septembre** présents désormais dans les parcours scolaires et qui se manifeste notamment sur les citations de ces attaques, beaucoup plus souvent évoquées par les hauts revenus et diplômés du supérieur
- Il ne faudrait pas non plus négliger l'impact de la conjoncture. Autant, en 2016, la référence aux attentats était largement partagée, autant les non-réponses, nsp, refus de répondre ont augmenté avec le temps chez les catégories modestes et peu diplômées. On peut penser que

²³ Selon la dernière enquête sur les pratiques culturelles, les cadres supérieures sont 71% à aller au concert ou au théâtre contre 38% chez les employés et ouvriers. Cf. Pratiques culturelles des Français, Ministère de la culture, données 2018.

l'actualité sociale, de la grève des transports à, plus encore, la crise des Gilets-Jaunes, a influé sur la hiérarchie mémorielle.

En revanche, **on ne doit pas y lire une distance plus grande aux attaques terroristes en général**. En effet, les personnes peu diplômées se montrent même **plus inquiètes** que les autres catégories des effets du terrorisme. Plus généralement, quels que soient les risques évoqués dans notre enquête Conditions de vie et aspirations, les non diplômés se montrent aujourd'hui systématiquement plus inquiets que les personnes avec un bagage culturel important. On peut voir ici un des effets décrits par le sociologue Ulrich Beck : la société industrielle, avec une organisation sociale fondée sur l'interconnexion entre les classes, les sexes et la famille nucléaire, disparaît, cédant la place à une société du risque ; marquée par de nouveaux réseaux de relations, de nouvelles formes de sociabilité et un processus d'individualisation sans précédent. Le risque n'est plus extérieur à la société (catastrophes naturelles, épidémies, etc.) mais crée par la société elle-même (manipulation du vivant, plantes transgéniques, etc.). La production de richesses s'accompagne désormais de risques, avec une inégalité des individus vis à vis de ceux-ci. D'abord il faut que les individus soient capables d'identifier ces risques. Et l'éducation est pour cela un atout. D'autre part ceux qui gouvernent, (et donc plus souvent des personnes dotées d'un fort capital scolaire) sont ceux à la fois ceux qui engagent les risques et ceux le plus à même de s'y soustraire en mobilisant un capital relationnel, économique et culturel.

Graphique 7 – Il ne s'agit pas d'une plus grande indifférence des peu diplômés au terrorisme



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus.

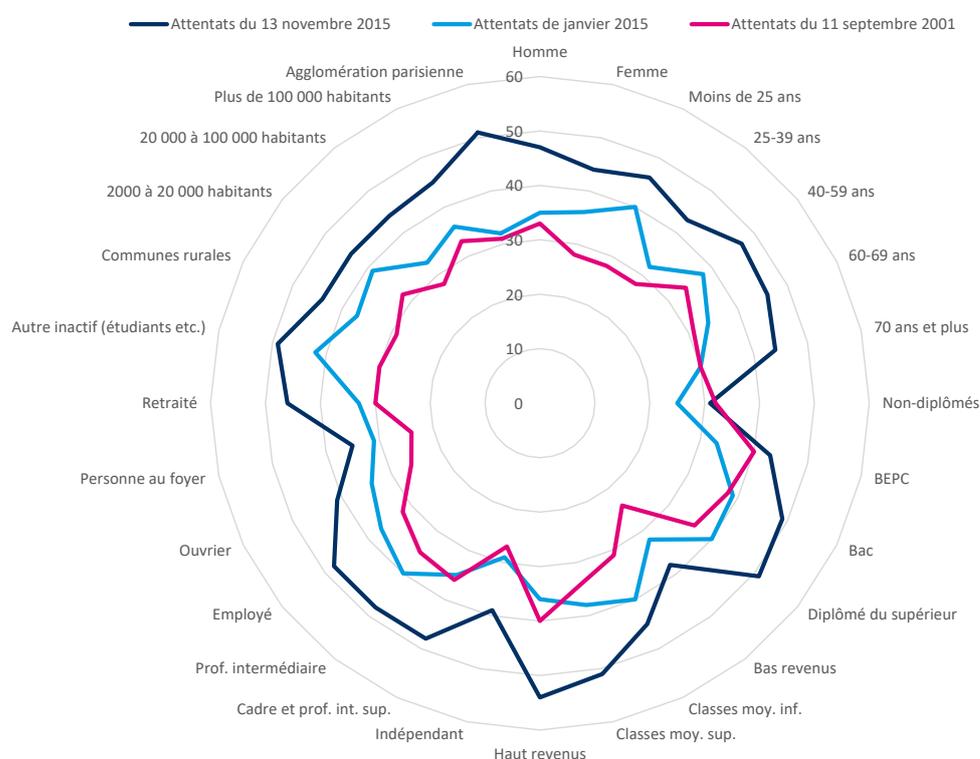
Source : Enquêtes Conditions de vie et Aspirations, mai 2021

Le détail de l'analyse socio-démographique révèle que **la hiérarchie des trois premiers événements terroristes marquants** (13 novembre, puis janvier 2015, puis 11 septembre) est la même dans quasiment **toutes les catégories étudiées**.

Trois remarques toutefois :

- Les attentats du 13 novembre se détachent plus nettement dans les citations des hauts revenus, cadres et habitants de l'agglomération parisienne
- Les attentats du 11 septembre 2001 sont au même niveau de citations que ceux du 13 novembre chez les non diplômés ou peu diplômés (BEPC).
- Les jeunes et étudiants évoquent plus souvent la tuerie de Charlie Hebdo et de l'hypercacher

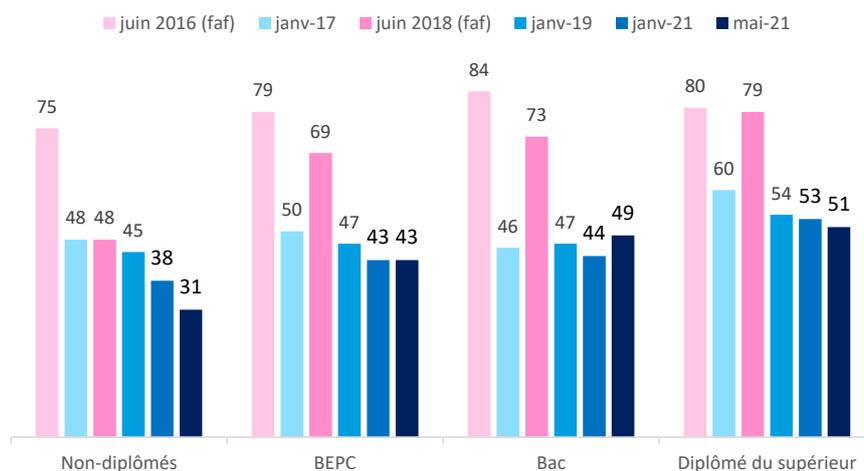
Graphique 8 – Le caractère marquant des trois attentats le plus souvent cités selon les marqueurs sociodémographiques (en %)



Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, décembre 2016. Lecture : 34% de des répondants âgés de 15 à 24 ans ayant cité au moins un attentat les ayant marqués ont en premier évoqué les actes terroristes de janvier 2015.

Avec le temps, la différence entre catégories sociales semble s'accroître : la proportion de répondants citant le 13 novembre 2015 baisse notamment chez les non-diplômés (31%), avec un recul de sept points par rapport à janvier 2021, de 14 points par rapport à janvier 2019 et de 17 points par rapport à janvier 2017 alors que pour les autres catégories de diplôme les baisses sont plus tenues.

Graphique 9 – Evolution de la citation du 13 novembre 2015 parmi les actes terroristes les plus marquants depuis l’an 2000 en France et dans le monde
Selon le niveau de diplôme (en %)

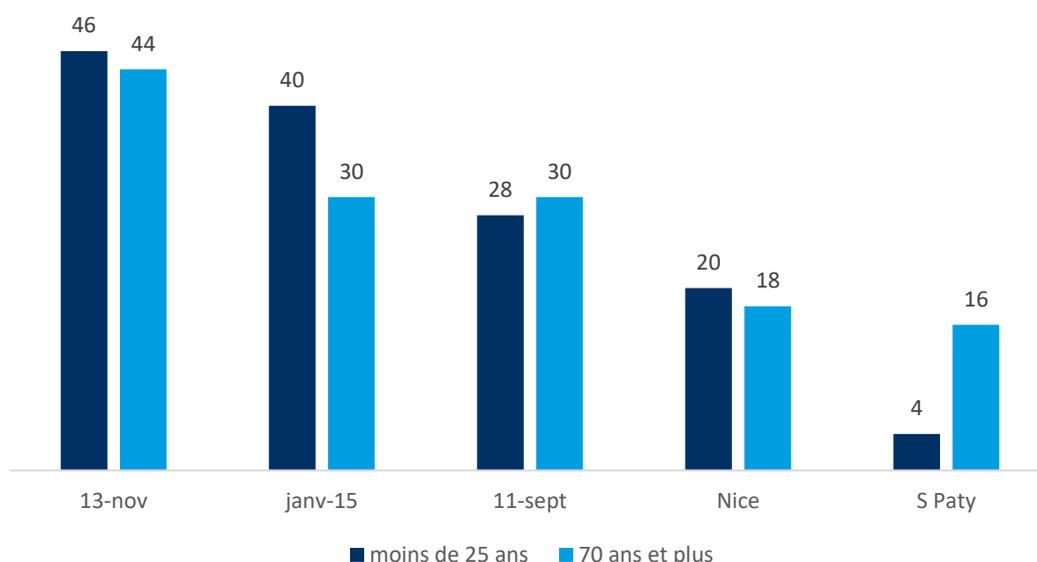


Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus. Source : Enquêtes Conditions de vie et Aspirations, janvier 2017, 2019 et 2021, mai 2021

3. Les personnes âgées se montrent plus marquées par l’assassinat de Samuel Paty, les jeunes par les attaques contre Charlie Hebdo

La différence de perceptions entre **classes d’âge** se lit notamment lorsqu’on élargit l’analyse des citations au-delà des trois premiers événements cités. Si en mai 2021 les plus jeunes se montrent plus frappés par les attaques contre Charlie Hebdo et l’hypercacher, **les plus âgés semblent avoir été plus souvent frappés par l’assassinat de Samuel Paty.**

Graphique 10 – Les plus âgés ont été davantage marqués par la mort du professeur Samuel Paty, les plus jeunes par les attaques de Charlie hebdo et de l’hypercacher



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus. Source : Enquêtes Conditions de vie et Aspirations, mai 2021

Notons tout d’abord que la moindre citation de l’assassinat du professeur d’histoire ne peut pas être lue comme la marque d’une distance plus grande des jeunes générations à l’institution scolaire : 18% des plus jeunes déclarent ainsi qu’ils ont « tout à fait » confiance dans l’école contre 12% des plus âgés.

Cette différence nous semble devoir être liée à une **évolution progressive du modèle de cohésion sociale²⁴ français**. Celui-ci s’articule historiquement autour du **refus de la diversité**, vue comme un obstacle à l’unité nationale, comme l’expliquait déjà René Rémond.

« Héritiers d’une histoire qu’ils croient exceptionnelle et dont ils sont fiers, fidèles à la tradition de la Révolution qui a triomphé des tentations fédéralistes, les républicains, pour qui la République est « une et indivisible », ont la religion de l’unité nationale [...] Toute différence est perçue comme une menace pour la cohésion du corps social et ressentie comme une atteinte au bel idéal d’une pensée unanime et de valeurs partagées par tous. Mais, puisque la religion, qui avait été durant tant de siècles le ciment de l’unité politique, est désormais dissociée de l’identité nationale et est même devenue un sujet de discorde, un facteur de division, l’unité commande d’exclure le religieux de l’espace public et de le refouler dans la sphère du privé individuel. La laïcité est la garantie juridique et philosophique d’une unité qui ne tolère pas l’expression de la diversité ». [Rémond, 2004, p. 55-66]

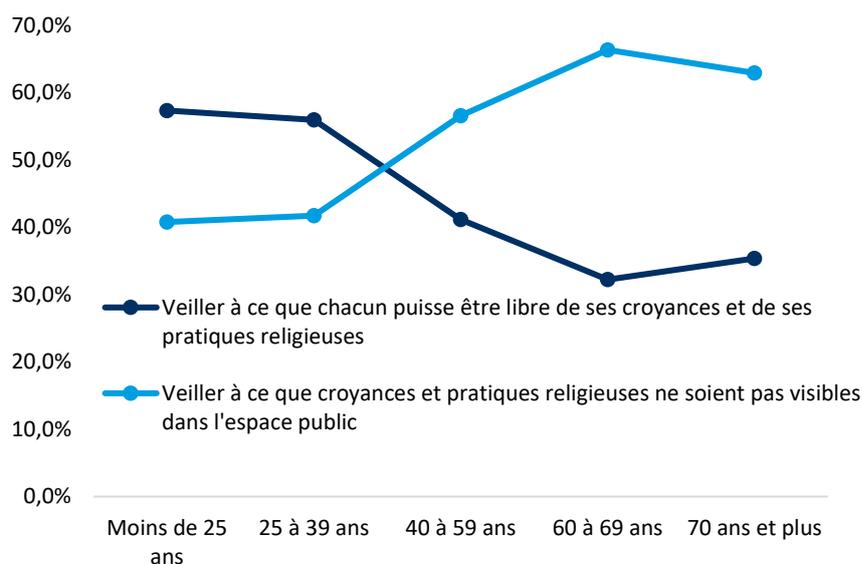
Insensiblement, en liaison avec la montée en puissance des valeurs **d’individualisation**, un peuple uni autour d’un imaginaire partagé de valeurs et où les différences, les croyances seraient au second plan cède peu à peu du terrain à un modèle de société mettant au cœur **les individualités, et donc les croyances et pratiques de chacun**. Il s’agit en effet d’aller vers une société plus « inclusive » et ainsi répondre au besoin de chacun d’être reconnu en tant qu’individu, dans ses spécificités et singularités. Cette acceptation et reconnaissance des différences concerne aussi bien les modes de vie (diminution du mariage, foyers dit « recomposés ») que le regard sur les identités de genre et sexuelles (le sigle LGBT s’est ainsi enrichi récemment d’un Q et +, signe d’une volonté de reconnaissance d’une multiplicité des situations et identités), que les questions religieuses. Ainsi l’enquête Conditions de vie

²⁴ Sandra Hoibian, La cohésion sociale à l’épreuve de l’individualisation thèse de doctorat, 2020

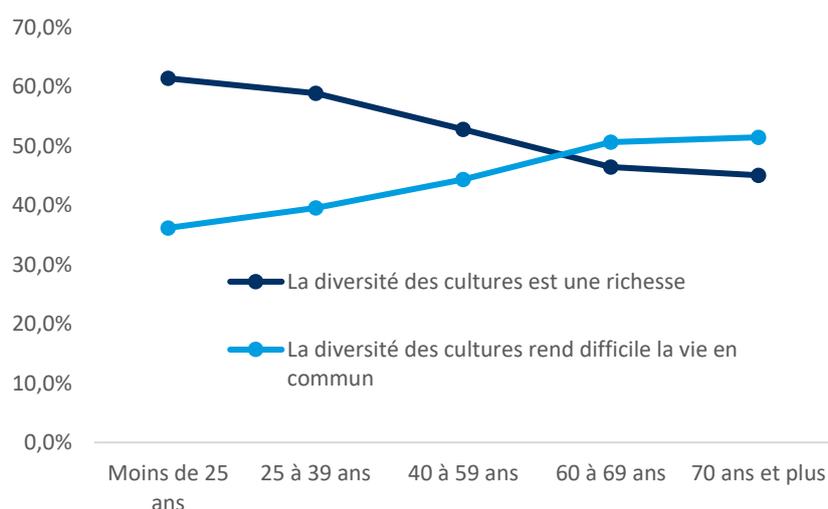
et aspirations montre une vraie fracture générationnelle. D'un côté les plus jeunes voient la diversité des cultures et des origines plutôt comme une richesse, et associent à la **laïcité plutôt son volet protecteur de la liberté de conscience**. De l'autre, les plus âgés adhèrent à une vision plus homogène de la société où les diversités sont davantage perçues comme des obstacles au vivre ensemble, et la laïcité davantage associée à la protection des incursions du domaine du religieux dans les espaces publics.

Graphique 11 – Une vision très différente de la laïcité et de la diversité selon les générations

Pour vous, les pouvoirs publics doivent-ils en priorité ?



Quelle opinion se rapproche le plus de la vôtre ?



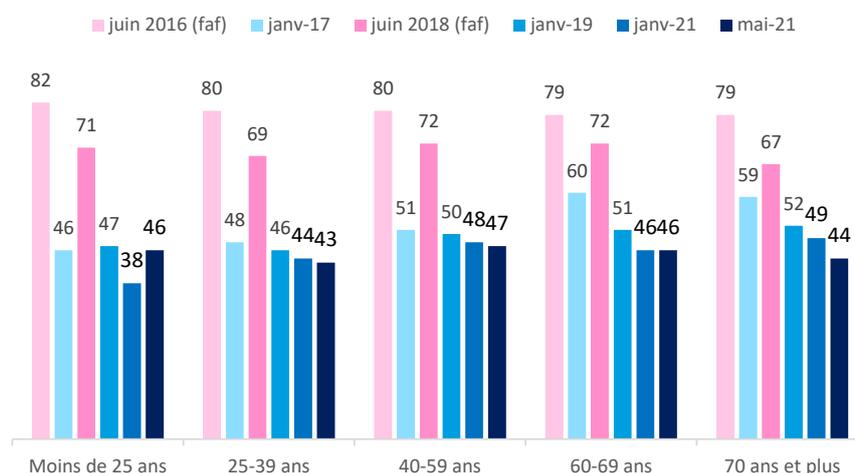
Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus. Source : Enquêtes Conditions de vie et Aspirations, mai 2021

Si 16% des plus âgés citent le meurtre de Samuel Paty parmi les événements terroristes les plus marquants (contre seulement 4% des plus jeunes) c'est possiblement parce que les générations plus âgées voient dans la tragédie du meurtre de Samuel Paty une violence extrême contre la place des institutions en général et des « hussards de la République » dans la société française et un événement marquant d'une impossibilité à créer désormais du commun dans l'espace de l'école.

Comme l'explique Gérôme Truc « [les attentats] deviennent le théâtre de **débats qui révèlent des conflits de valeurs au sein de la société** et peuvent conduire à la formation de contre-publics [dans une] société française aujourd'hui beaucoup plus pluraliste qu'on ne veut bien le croire, sans que cela implique forcément que le lien social s'y désagrège. »²⁵

La comparaison des citations dans le temps, à mode de recueil constant, montre que la citation des attaques du 13 novembre diminue chez les plus âgés avec le temps (59% en janvier 2017, contre 44% en mai 2021). Tandis que chez les jeunes, celle-ci reste plus stable.

Graphique 12 – Evolution de la citation du 13 novembre 2015 parmi les actes terroristes les plus marquants depuis l'an 2000 en France et dans le monde
Selon l'âge (en %)



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus. Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, juin 2016, janvier 2017, juin 2018, janvier 2019, janvier 2021, mai 2021.

Ces évolutions sont probablement dues au fait qu'aujourd'hui le « travail mémoriel » et de construction de mémoire collective s'est partiellement déplacé de l'espace public et des médias vers **l'école** où cet événement est discuté dans les cours de citoyenneté dans le primaire, les cours d'éducation civique, politique et morale au collège et au lycée. Cela expliquerait pourquoi les titulaires d'un BEPC, d'un baccalauréat mais aussi les moins de 25 ans sont relativement préservés du ralentissement de la mémorisation de ces événements.

La cible des attentats du 13 novembre, en terrasse ou au concert ou au stade, suscite probablement aussi davantage **d'identification** des plus jeunes.

²⁵ [Comment la société réagit-elle face aux attentats ? | CNRS Le journal](#), 9/11/2020

2. Entre juin 2018 et mai 2021, une amélioration affichée de la mémoire factuelle, mais teintée d'imprécision

La mémoire événementielle se concentre sur le Bataclan en termes de lieux mais est davantage affirmée, quitte à se tromper sur le nombre de victimes ou de terroristes

1. Le Bataclan et « Paris » concentrent de plus en plus la mémoire

Lorsqu'on creuse plus en détail la connaissance et la mémorisation des éléments factuels liés aux attentats du 13 novembre 2015, force est de constater que le souvenir se fait de moins en moins précis concernant **les lieux** dans lesquels les attentats se sont produits. **En mai 2021, 32% de nos concitoyens ne savent plus citer un seul lieu, contre 15% en juin 2018 et 3% en juin 2016.**

Dans l'ensemble, même si « l'affaiblissement la mémoire » est mesurable sur l'ensemble des lieux spontanément évoqués et même si cet affaiblissement doit être interprété avec précaution²⁶, force est de constater que **la hiérarchie des évocations n'est pas bouleversée. Ce que Denis Peschanski dénomme la condensation mémorielle reste toujours de mise²⁷.**

Le **Bataclan** reste ainsi le principal lieu associé aux attentats, même si la proportion de Français qui pense spontanément à ce lieu de concert diminue d'enquête en enquête : -30 points par rapport à juin 2016 et -9 points par rapport à juin 2018.

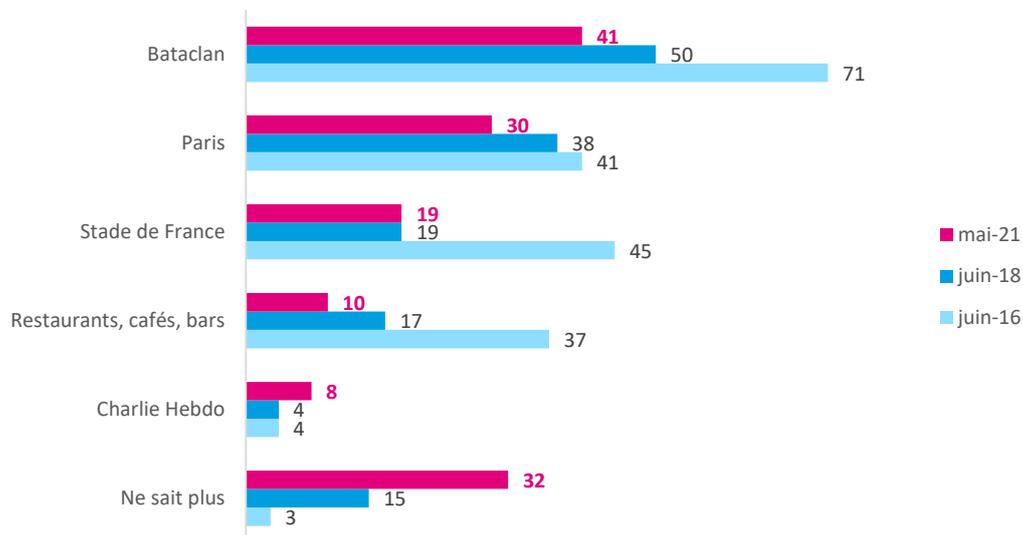
²⁶ cf. note méthodologique au début du document

²⁷ Francis Eustache et Denis Peschanski, *Toward New Memory Sciences : The Programme 13-Novembre*, chapter 8, *Progress in Brain Research*, volume 2074: *Collective Memory*, ed. Shane M. O'Mara, p177-224.

Graphique 13 Pouvez-vous citer précisément les différents endroits où ont eu lieu les attentats du 13 novembre 2015 ? (en %)

Question ouverte, verbatims codifiés à posteriori

5 principales réponses



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus (2021) ; résidents de France entière âgés de 18 ans et plus (2016, 2018)

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021, juin 2018, juin 2016.

Lecture : 41% des répondants en mai 2021 citent le Bataclan comme lieu des événements du 13 novembre 2015, contre 50% en juin 2018.

NB : Les résultats détaillés sont consignés dans un graphique en annexe.

Les répondants ayant pu donner plusieurs réponses, la somme ne fait pas 100%

30% des répondants citent ensuite « Paris ». Malgré une diminution de huit points par rapport à juin 2018, la baisse est plus ténue (comparé aux autres éléments cités) et **l'évocation de la capitale résiste assez bien** au délitement de la mémoire événementielle. Après New York, Madrid et Londres, « Paris » cristallise en effet, une **dimension symbolique** et émotionnelle²⁸ qui lui donne une place particulière dans le processus de mémorisation collective. La ville de Paris symbolise bien plus qu'un simple lieu de crime, et revêt **elle-même la dimension de victime**. Souvenons-nous de la phraséologie souvent utilisée pour annoncer ou décrire les attentats : « Paris, frappé en plein cœur... » ou comme l'indique le titrage de la page d'accueil de France24 le 20 novembre 2015 « Attentats de Paris : la France touchée au cœur... ». Outre la place singulière que Paris occupe en France comme centre névralgique du fonctionnement de l'Etat, la **personnification du lieu** en fait un être vivant qui peut être touchée viscéralement « au plein cœur » et contribue ainsi à une **mémorisation plus durable** d'éléments factuels. Geoff Mayer a décrit ce mécanisme psychologique pour la mémorisation des événements de Pearl Harbour²⁹.

²⁸ Gérome Truc, *Sidérations : une sociologie des attentats*, Paris, Puf, 2016,

²⁹ Geoff Meyer, « A Stab in the Back on a Sunday Morning »- *The Melodramatic Imagination and Pearl Harbour*, in T. Barta (éd), *Screening the Past : Film and the Representation of History*, Westport, Praeger, 1998, pp. 83-92

Toutes les autres mentions comme « magasin, supermarché », une autre ville française comme Toulouse ou encore Vincennes, la citation d'un ou de plusieurs arrondissements concernés, l'évocation précise de bars, restaurants, et de cafés concernés ou de rues concernés, récoltent moins de 10% des citations. Un graphique détaillé figure en annexe de ce rapport.

Une proportion stable de 19% des Français évoque le Stade de France. Cet item a chuté significativement dans l'enquête précédente, et semble avoir touché un palier bas dans son processus de mémorisation.

Les mentions de bars, cafés, restaurants continuent à perdre du terrain. Leur taux de citation a été divisé par trois depuis cinq ans : de 37% en juin 2016 à 10% en mai 2021.

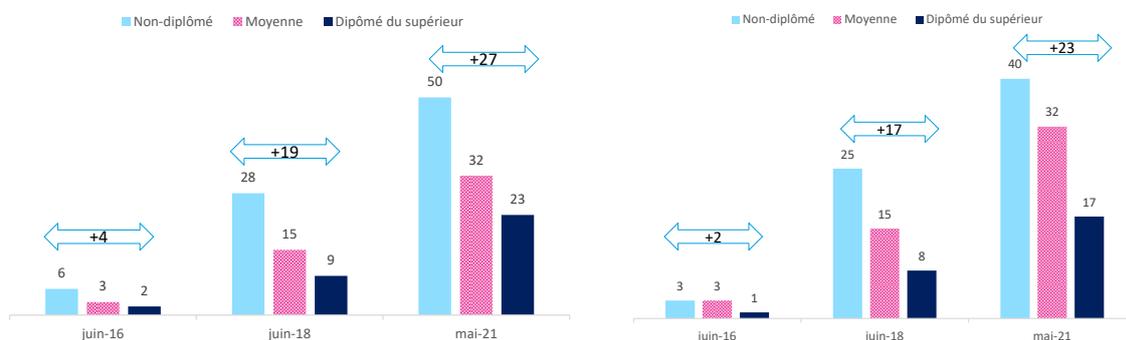
8% des répondants citent « Charlie Hebdo » comme lieu d'attaque des événements du 13 novembre 2015. Cela constitue une progression de 4 points de cet item. La médiatisation du « procès Charlie » en début d'année aura probablement contribué à brouiller la mémoire de nos concitoyens et créer des confusions entre les deux tragédies.

De façon synthétique, **44% des individus citent au moins un lieu précis et exact** (-9 points par rapport à juin 2018, -33 points par rapport à 2016) et 18% évoquent des lieux imprécis mais néanmoins exacts, contre 27% en 2018, 17% en 2016. Et 32% se trompent (vs 3% en 2016, 15% en 2018).

La hausse générale de la réponse « Ne sait pas » est patente dans l'ensemble des catégories du corps social.

Toutefois, **l'oubli des lieux progresse plus fortement chez les profils socialement défavorisés**. Ainsi, 50% des non-diplômés ne peuvent évoquer un lieu précis ou même approximatif, contre 23% des diplômés du supérieur. Avec le temps **l'écart mémoriel se creuse**. 27 points d'écart en mai 2021, contre 19 points en juin 2018 et 4 en juin 2016. Dans une moindre mesure, on observe ce même mécanisme selon le niveau de vie du répondant. 40% des bas revenus indiquent ne plus savoir où ont eu lieu les attaques, contre 23% des hauts revenus, soit une différence de 23 points. Là encore les écarts se renforcent entre ces deux catégories de population.

Graphique 14 – Evolution du taux de non-réponse pour selon le diplôme et le niveau de vie des répondants 2016, 2018, 2021 (en %)

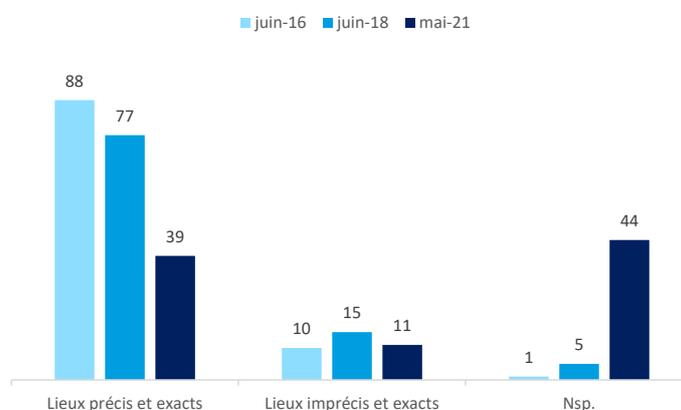


Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus (2021) ; résidents de France entière âgés de 18 ans et plus (2016, 2018)

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021, juin 2018, juin 2016.

Force est de constater, qu'en mai 2021, **l'oubli touche également les personnes qui se déclarent les plus proches voire intimement liées aux attentats** du 13 novembre 2015, à savoir les personnes victimes, témoins directs ou connaissant personnellement une victime ou un témoin direct³⁰. 39% d'entre eux se souviennent avec précision (moins qu'en moyenne, 44%), et 44% indiquent désormais ne plus se souvenir des lieux alors qu'en moyenne cette proportion s'élève à 32%. Cette prévalence de l'oubli, cinq ans et demi après les attentats, chez les personnes du premier cercle est probablement liée aux **mécanismes de protection** au sein de ce groupe et consubstantiel voire nécessaire à la « fermeture » d'une plaie psychologique qu'aurait laissé l'expérience traumatique³¹. L'oubli est en effet un mécanisme classique de protection pour les victimes, lorsque que ne sont pas psychiquement supportables l'élaboration, la création de sens³², l'explication qui favorisent la résilience³³. Il est toutefois notable que, en l'occurrence, ce processus de l'oubli saute l'étape intermédiaire de l'imprécision mémorielle et que la distance temporelle favorise davantage un oubli global du lieu de l'événement que l'oubli partiel ou fragmentaire³⁴.

Graphique 15 Evolution de la citation des lieux chez les personnes directement impliquées (Cercle 1) 2016, 2018, 2021 (en %)



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus (2021) ; résidents de France entière âgés de 18 ans et plus (2016, 2018)

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021, juin 2018, juin 2016.

Nb. La somme des résultats par année ne donne pas 100%, puisque le graphique ne présente pas l'item autre.

2. Signe de l'importance donnée à l'événement, les Français préfèrent plus souvent donner une réponse sur le nombre de victimes, quitte à se tromper

Si entre 2016 et 2018 la proportion de Français qui se remémorent le nombre exact de victimes a drastiquement chuté, elle reste relativement stable en mai 2021 par rapport à 2018. 31% (+1) de nos concitoyens indiquent une estimation du nombre de victimes se rapprochant du nombre officiel des victimes des attentats du 13 novembre 2015, dont 9% qui citent même l'ancien chiffre exact de 130 victimes et 0,7% (22 individus) qui citent le nouveau chiffre corrigé de 131 victimes officielles.

27% (+3 points par rapport à juin 2018) sous-estiment le nombre de victimes tandis que 15% (+5) le surestiment. Cela signifie que la proportion de réponses erronées progresse de huit points par rapport

³⁰ Pour la construction de cet indicateur des Groupes de proximité. Cf. encadré en début du chapitre 4.

³¹ Cf. Paul Ricoeur, *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, le Seuil, 2000.

³² Cyruinik Boris, « Traumatisme et résilience », *Rhizome*, 2018/3-4 (N° 69-70), p. 28-29. DOI : 10.3917/rhiz.069.0028. URL : <https://www.cairn.info/revue-rhizome-2018-3-page-28.htm>

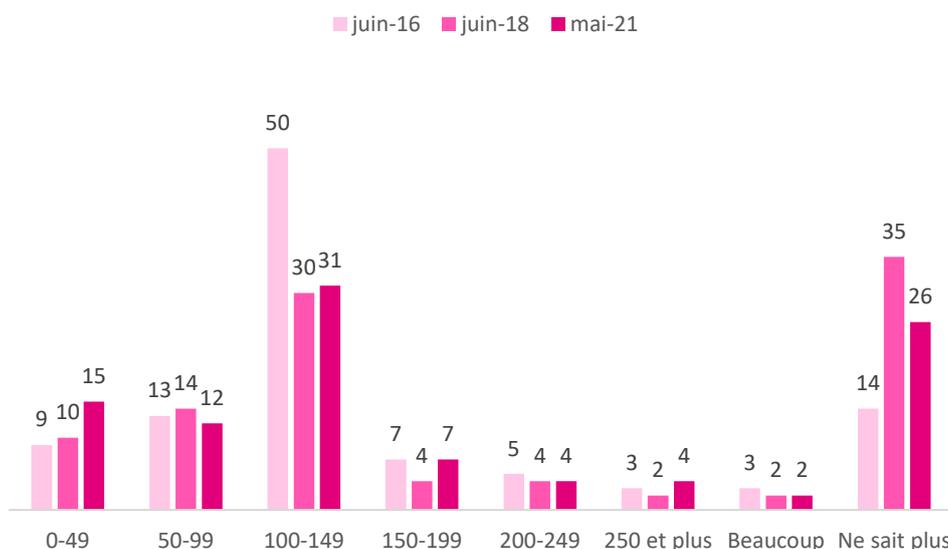
³³ Citons ainsi la sécurité affective dans l'enfance, le soutien apporté après le trauma, l'interaction entre l'individu lui-même et son entourage, et le contexte politique, social, etc cf. Manciaux Michel, « La résilience. Un regard qui fait vivre », *Études*, 2001/10 (Tome 395), p. 321-330. DOI : 10.3917/etu.954.0321. URL : <https://www.cairn.info/revue-etudes-2001-10-page-321.htm>

³⁴ Cf. Sigmund Freud, *Le refoulement*, In *Métapsychologie* (1915), Paris, 1986.

à juin 2018. **Marque probable de l'effet durable de ces événements dans la mémoire collective ? Les répondants préfèrent donc, d'une certaine manière, se tromper sur ce point, que ne pas répondre.** La proportion de personnes qui ne donnent pas de réponse ou qui ne citent pas de nombre précis (en répondant « beaucoup ») diminue sensiblement par rapport à juin 2018 : de -10 points à 27%.

Menée en mai 2021, l'enquête se situe à mi-parcours entre la période de commémoration des attentats de Charlie hebdo (et le procès de l'automne 2020) et l'ouverture du procès du 13 novembre 2015 qui confère aux victimes et aux accusés un rôle central. Alors que les lieux des événements jouaient un rôle prépondérant dans une première phase de mémorisation, intervenant dans l'immédiateté de l'après attentat, la parole des victimes, leur nombre ainsi que celle des terroristes pourrait ainsi devenir plus centrale dans la mémoire collective. Pour autant, on restera prudent dans la mesure où nous n'avons posé cette question qu'à trois reprises depuis les attentats et que, pour mémoire, l'enquête de mai 2021 est en ligne et non en face à face.

Graphique 16 Dans votre souvenir, quel a été le nombre de morts ? (en %)



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus (2021) ; résidents de France entière âgés de 18 ans et plus (2016, 2018)

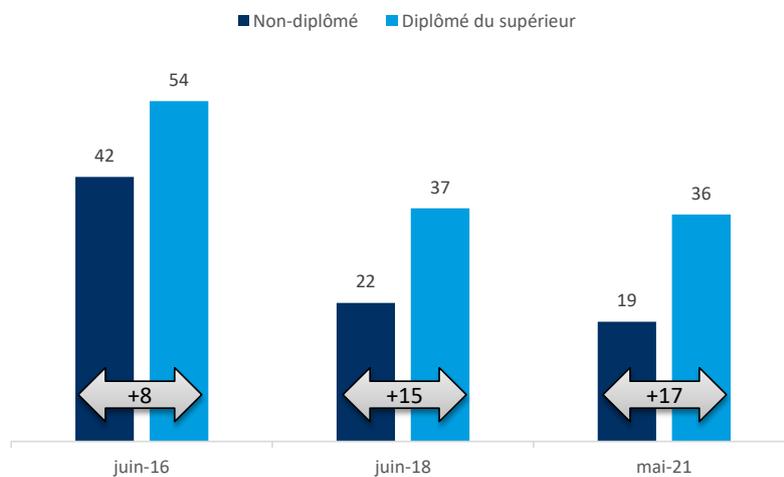
Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021, juin 2018, juin 2016.

Lecture : 31% des répondants en 2021 donnent une estimation proche du nombre officiel de victimes des attentats du 13 novembre 2015, y compris 9,3% indiquant l'ancien chiffre officiel de 130 victimes et 0.7% citant le nouveau chiffre officiel corrigé de 131 victimes.

❖ Une qualité de la mémoire factuelle liée au niveau d'éducation, au statut social et à la connaissance des circonstances des attentats

La citation du nombre exact de défunts dépend du niveau de diplôme et dans un sens plus large du statut social des personnes interrogées. Ainsi, 36% des diplômés du supérieur donnent une estimation correcte du nombre de morts (entre 100 et 149 morts), contre 19% des non-diplômés. Dans cette même optique, les cadres (44%), les hauts revenus (43%) sont surreprésentés parmi ceux qui donnent une estimation correcte, alors que les bas revenus (35%, contre 26% en moyenne), les non-diplômés (39%) et les personnes estimant appartenir à la classe des défavorisés (39%) indiquent plus souvent ne pas savoir.

Graphique 17 Proportion de personnes donnant une estimation du bon nombre de morts Selon le diplôme (en %)



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus (2021) ; résidents de France entière âgés de 18 ans et plus (2016, 2018)

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021, juin 2018, juin 2016.

On peut voir là une nouvelle marque d’une empreinte plus forte des attentats du Bataclan, des terrasses et du stade Saint Denis auprès **des publics s’identifiant aux cibles des attaques et/ou opérant une forme de rehiérarchisation mémorielle en fonction des événements vécus depuis.**

L’analyse des résultats selon les cercles de proximité corrobore l’hypothèse d’une corrélation entre proximité (ici au sens d’une proximité ressentie avec les lieux) aux événements et mémoire factuelle. En effet, les personnes qui déclarent connaître les lieux des attaques, pour les avoir fréquentés par le passé ou parce qu’elles connaissent des personnes résidant dans ces quartiers, donnent davantage une estimation du nombre exact de victimes : 44% contre 31% en moyenne. La connaissance précise du nombre de victimes semble même s’améliorer chez ce public avec le temps, +9 points entre juin 2018 et mai 2021, possible effet d’une information et documentation de ces publics.

En parallèle les personnes du cercle 3 sont aussi nettement moins nombreuses à ne pas répondre à cette question : 14% d’entre eux (-16 points par rapport à juin 2018) ne savent pas ou ne donnent pas de chiffre précis, contre 27% (-10) en moyenne.

3. Les Français sous-estiment toujours le nombre de terroristes impliqués, mais la surestimation progresse

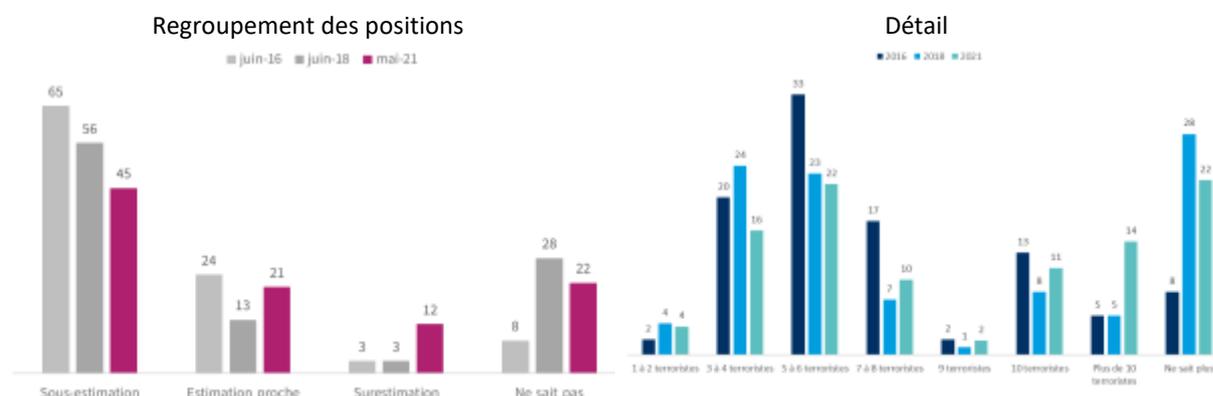
La volonté de répondre concernant le nombre de terroristes impliqués dans les attentats du 13 novembre 2015 est, elle aussi, plus forte cette année, quitte à se tromper plus souvent.

L’indicateur de non-réponse est à la baisse. Après une forte progression de la proportion de personnes qui ne pouvaient pas répondre à cette question (de 8% en juin 2016 à 28% en juin 2018), la tendance s’inverse. En mai 2021, 22% des Français ne donnent pas d’estimation, soit 6 points de moins que dans la précédente enquête.

Le sens des erreurs semble confirmer l'importance de l'événement. Ils restent les plus nombreux à sous-estimer le nombre de terroristes (45%, -11) mais pour la première fois, la part des répondants surestimant ce nombre augmente sensiblement (12%, +7).

21% des Français donnent une estimation proche du nombre exact de terroristes impliqués dans les attentats, soit une hausse de cette proportion de six points.

Graphique 18 Dans votre souvenir, quel a été le nombre de terroristes ? (en %)*



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus (2021) ; résidents de France entière âgés de 18 ans et plus (2016, 2018)

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021, juin 2018, juin 2016.

Lecture : 4% des répondants en 2021 estime que le nombre de terroristes est compris entre 1 et 2, inchangé par rapport à 2018.

* Nb. : Les résultats affichés pour l'ensemble des vagues tiennent compte d'un recalcul selon le nombre officiel du nombre de 10 terroristes incluant Sala Abdeslam. Les résultats sociodémographiques et des tris croisés tiennent également compte de ce changement.

Comme pour la mémoire factuelle du nombre des victimes, les catégories aisées, les diplômés du supérieur et les personnes âgées donnent davantage une estimation proche de la réalité. Ainsi, 28% des 70 ans et plus donnent une estimation proche (contre 12% des moins de 25 ans), 27% des diplômés du supérieur (contre 15% des non-diplômés), 31% des hauts revenus (contre 13% des bas revenus) et 28% des cadres (contre 14% des ouvriers).

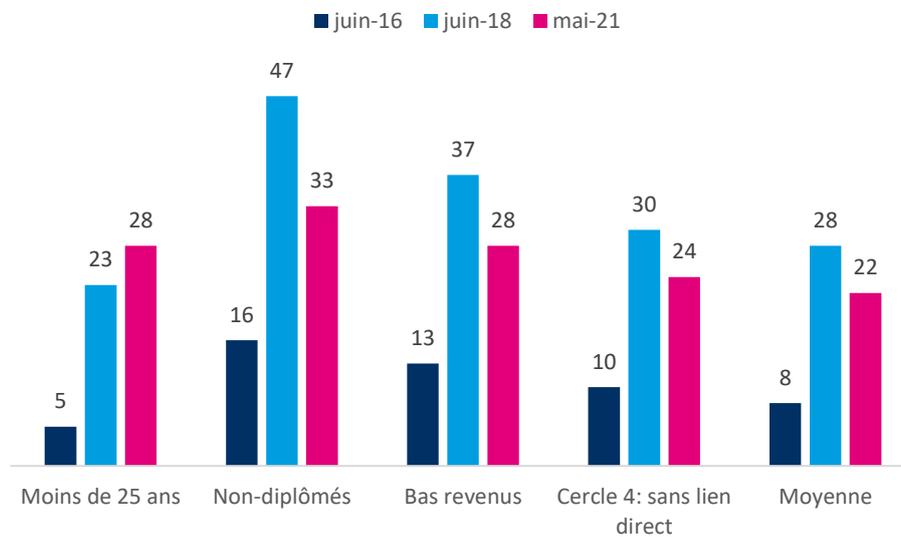
Il est notable que d'avoir été victime ou témoin ou de connaître une victime ou un témoin (groupe 1, 26%) s'avère moins impactant sur cet aspect de la mémoire factuelle que l'appartenance au groupe 3, à savoir à avoir une connaissance distante des lieux (33%). Ce constat corrobore l'hypothèse d'une progression de l'effet de l'oubli qui serait davantage marqué chez les personnes appartenant au groupe 1.

A l'inverse, les catégories défavorisés, les non-diplômés mais aussi les jeunes sont nettement plus nombreux à ne pas donner d'estimation du nombre de terroristes impliqués. Les personnes sans lien direct, ni connaissance particulière des lieux s'inscrivent également dans cette lignée.

Toutefois, à l'exception des jeunes, le taux de non-réponse a baissé dans l'ensemble de ces catégories par rapport à juin 2018.

Graphique 19 Proportion de personnes ne pouvant pas donner d'estimation du nombre de terroristes impliqués dans les attentats ?

Selon différents indicateurs socio-démographiques (en %)



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus (2021) ; résidents de France entière âgés de 18 ans et plus (2016, 2018)

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021, juin 2018, juin 2016.

4. Entre juin 2018 et mai 2021, une amélioration affichée de la mémoire factuelle des attentats du 13 novembre 2015, signe d'une attention portée à l'événement

Tableau 2 - Tableau récapitulatif de la mémoire factuelle

	Juin 2016	Juin 2018	Mai 2021
Ne cite pas un seul lieu des attaques du 13nov	4%	15%	32%
Cite un lieu inexact et imprécis	0,2%	2%	2%
Déclare qu'il ne connaît pas le nb de morts	14%	35%	26%
Se trompe dans le nombre de morts	36%	35%	43%
Déclare qu'il ne connaît pas le nombre de terroristes	8%	29%	22%
Se trompe sur le nombre de terroristes	69%	50%	60%
Mémoire factuelle « affirmée » (donne une réponse aux trois questions)	83%	56%	61%
Connaissance factuelle avérée (réponse exacte à la fois sur les lieux et le nombre de morts et le nombre de terroristes)	13%	6%	8%

Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus (2021) ; résidents de France entière âgés de 18 ans et plus (2016, 2018)

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021, juin 2018, juin 2016.

En mai 2021, nos concitoyens semblent afficher une volonté de mémoire de l'événement. Au global, 61% des Français déclarent se souvenir de tous les éléments factuels liés aux attentats. Par rapport à

juin 2018, cette proportion a progressé de cinq points, notamment car les répondants sont plus nombreux à avancer un nombre de victimes et un nombre de terroristes. A l'inverse, 39% ont oublié au moins un aspect (i.e. a répondu au moins une fois « je ne sais plus » à l'une des trois questions précédentes). C'est en particulier le cas pour la mémoire des lieux des attaques (32% de non réponses contre 15% en 2018).

La proportion de personnes étant réellement en mesure de citer correctement (ou dans une fourchette réduite) le nombre de victimes, de terroristes, et de citer au moins un lieu exact est beaucoup plus faible (8% de la population). **Ce décalage entre mémorisation factuelle affichée et connaissance avérée peut être lu comme un signe de ce que l'événement joue un rôle de marqueur de la mémoire collective.**

La mémorisation affirmée est particulièrement forte chez les population âgées (sexagénaires mais aussi 70 ans et plus), alors qu'on observe notamment pour les jeunes un effet de distance qui s'explique probablement par une mise en action des mécanismes de résilience psychologique (oubli partiel ou global, mémoire qui se dilue) chez cette population³⁵. Ainsi, la proportion de personnes qui affirment se souvenir des circonstances factuelles recule chez les 25 ans (de 57% à 52%) tandis qu'elle progresse chez les sexagénaires (de 57% à 62%) et dans une moindre mesure chez les 70 ans et plus (de 56% à 58%).

En revanche, le maintien de la mémoire factuelle s'observe particulièrement pour les plus diplômés (71% contre 42% des non-diplômés) et les catégories socio-culturelles aisées : 78% des hauts revenus (contre 51% des bas revenus) ou encore 66% des cadres et 72% des professions intermédiaires (contre 56% des ouvriers). Au-delà de la proximité symbolique avec les événements, rappelons qu'il s'agit de catégories qui sont en moyenne mieux informées et plus au fait de l'actualité et donc en contact avec des informations objectives concernant le nombre de victimes ou encore de terroristes délivrés dans la presse et autres médias.

S'agissant de la mémoire factuelle avérée, ce sont les catégories aisées qui se détachent du lot : hauts revenus (16%, par rapport à 8% en moyenne), les cadres (15%) et dans une moindre mesure les diplômés du supérieur (12%).

³⁵ Anna Freud, *Le moi et les mécanismes de défense* (1936), 15e édition., Paris : PUF, 2001 ; Boris Cyrulnik, « La résilience : un espoir inattendu », In *Souffrir mais se construire / sous la dir. de M.P. Poilpot, Ramonville Saint-Agne* : ERES, 1999, p.13-24.

5. En 2021, 18% des Français déclarent un lien direct avec les attentats de novembre 2015, une proportion en progression chez les jeunes et les non diplômés

Huit personnes sur dix **considèrent n’avoir aucun lien personnel avec les lieux, les victimes ou les témoins directs des attentats** du 13 novembre 2015. La proportion de Français appartenant au Groupe 4³⁶ (les personnes les plus distants par rapport aux attentats) passe de 83% en juin 2018 à 81% en mai 2021.

En parallèle, **la proportion de personnes connaissant les lieux** (Groupe 3 ; 9%) et celle indiquant **fréquenter régulièrement les lieux des attentats** (Groupe 2 ; 2%) **est restée inchangée** par rapport à 2018.

En revanche, **on observe une légère progression de la proportion de Français** du Groupe 1, à savoir des personnes déclarant avoir **une connaissance intime des événements** parce qu’elles étaient personnellement victime ou témoin direct ou parce qu’elles connaissent personnellement une victime ou un témoin direct (8%, +2 points par rapport à 2018).

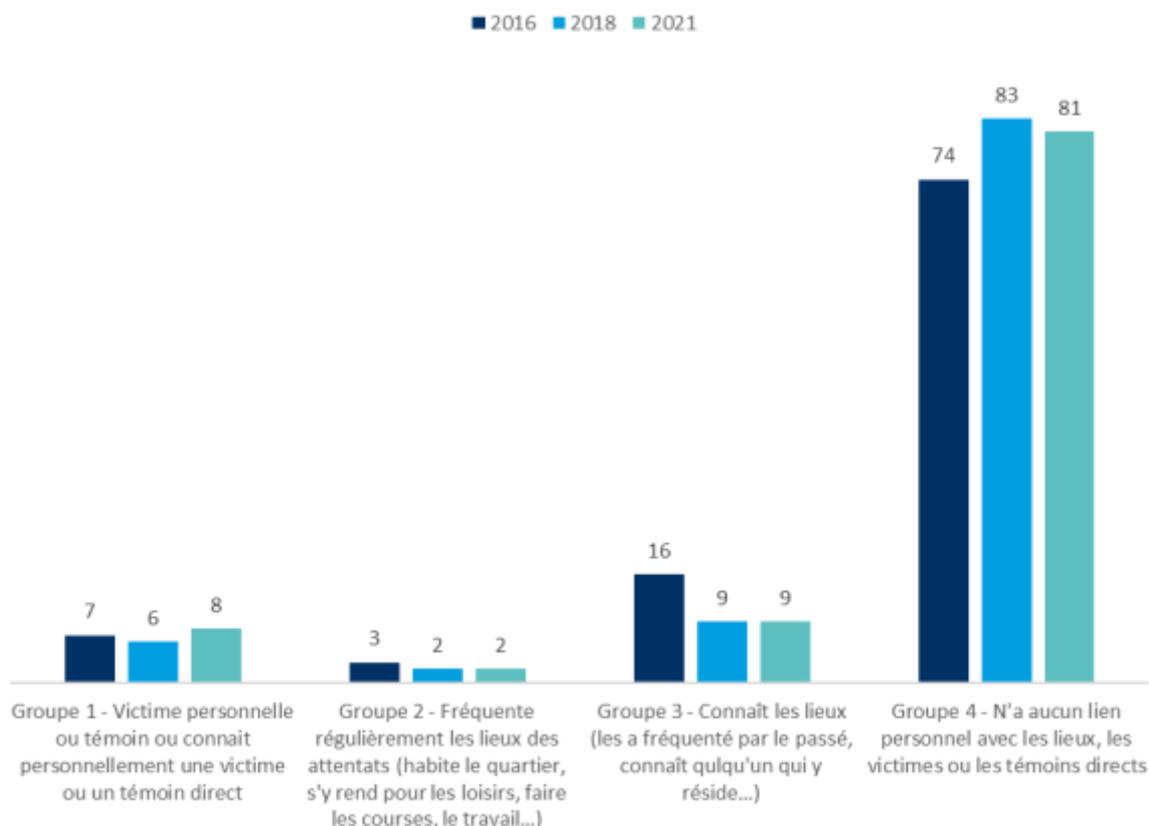
Cette évolution peut être expliquée par un effet décrit en psychologie sociale comme « **victimisation tardive** ». Au fur et à mesure qu’un événement traumatisant (pour l’individu) pénètre dans la mémoire collective par un processus de mémorisation sociale et collective (constitution de groupes ou groupements de victimes, reconnaissance tardive de statut de victime, qualification tardive en droit du crime, changement de norme sociale et de levée de tabous ou d’une omerta) l’individu se trouve « enfin » en capacité de « raconter son histoire » et de s’assumer comme victime. **Le « discours social sur les victimes »³⁷ créerait ainsi un effet libérateur de la parole.** A ce sujet, Yana Grinshpun rappelle qu’un événement exogène peut également déclencher cette apparition tardive de victimes. Par exemple, l’approche d’un procès médiatisé ou une séquence médiatique émotionnellement très intense peut inciter des personnes qui ne souhaitaient pas s’exprimer jusqu’alors à adopter une posture différente³⁸. Comme le souligne Yana Grinshpun, ce phénomène lié au processus de mémorisation a des répercussions sociales plus larges. On peut imaginer des personnes qui ont pu apprendre ainsi sur le tard que telle connaissance de leur cercle d’amis - qu’ils croyaient sans histoire - est en réalité directement concernée par un événement traumatisant.

³⁶ Nota bene : La définition est légèrement différente de celle retenue dans l’étude 1000 qui distingue dans le cercle 1 les personnes exposées (rescapés, intervenants, témoins, parents endeuillés), dans le cercle 2 celles qui habitent les arrondissements concernés et St. Denis ou qui y travaillent, dans le cercle 3 le reste de la région parisienne et dans le cercle 4 trois villes de province.

³⁷ Guillaume Erner, La société des victimes, Editions la Découverte, 2006.

³⁸ Yana Grinshpun, Le dispositif victimaire et sa disqualification – De la victime à la victimisation : la construction d’un dispositif discursif, Argumentation & Analyse du discours, 19/2019.

Graphique 20 Par rapport aux attentats du 13 novembre 2015 ? Vous... (en %)



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus (2021) ; résidents de France entière âgés de 18 ans et plus (2016, 2018)

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », mai 2021, juin 2016, juin 2018.

En particulier, **les jeunes** sont plus nombreux à indiquer faire partie du Groupe 1. La proportion est passée de 6% en 2018 à 12% en mai 2021. La progression est presque aussi marquée pour les 25-39 ans, dont la proportion passe de 9% à 17%.

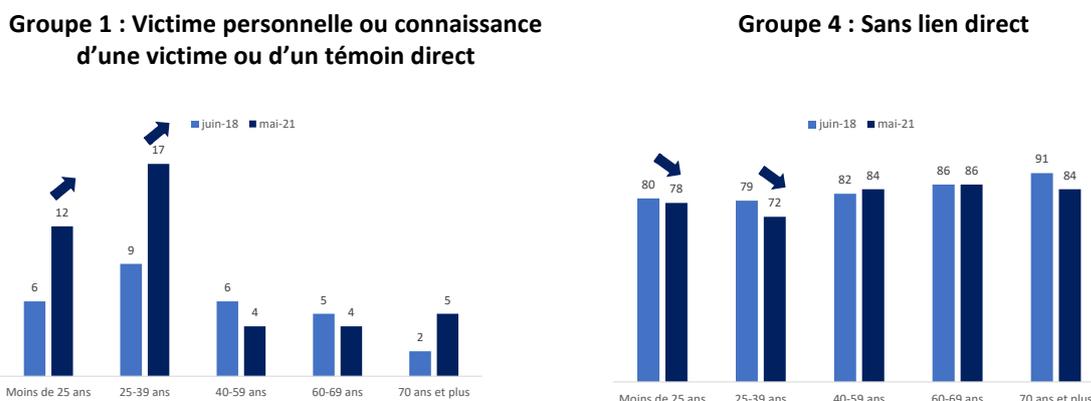
Doit-on y voir le signe que l'événement a joué le rôle d'un **marqueur d'identité collective** des jeunes générations ? Ou s'agit-il d'un **effet du réseau relationnel** plus étendu de ces classes d'âge ? On le sait, les cercles de sociabilité des jeunes se composent, se recomposent et s'agrandissent le plus vite. Claire Bidart souligne que les cercles d'amis et de sociabilité grandissent jusqu'à l'âge de 25 ans pour ensuite décliner³⁹. L'enquête Conditions de vie et aspiration confirme ce constat. En mai 2021, 30% des moins de 25 ans et 25% des 25-39 ans reçoivent au moins une fois par semaine des amis chez eux, contre 11% des 40-59 ans et des sexagénaires et 16% en moyenne⁴⁰. Augmentant possiblement ainsi, la probabilité de rencontrer une victime ou un témoin direct, d'échanger avec lui et de partager par la suite une « histoire commune ». Si 12% de l'ensemble des moins de 25 ans déclarent appartenir au Groupe 1 (+4 pts par rapport à la moyenne), ils sont 15% chez les jeunes recevant des amis tous les jours et 19% chez jeunes recevant des amis au moins une fois par semaine.

³⁹ Claire Bidart, Les âges de l'amitié – Cours de la vie et formes de la socialisation, In Transversalités, 2010/1, n°113.

⁴⁰ Il convient d'apporter une nuance à ces résultats de issus de l'enquête conditions de vie et aspirations. En mai 2021, l'impact de la COVID-19, des mesures de distanciation sociale ou encore de confinement peuvent jouer sur les résultats bien que le constat global d'une plus forte sociabilité des jeunes reste inchangé.

Comme indiqué plus haut, la méthode de l'enquête n'étant pas un panel (ce ne sont pas stricto sensu les mêmes individus qui sont suivis dans le temps) ; ces résultats peuvent s'expliquer également par l'entrée de jeunes qui, en 2018, n'étaient pas encore présents dans l'enquête (14,7% des 15-24 ans)⁴¹.

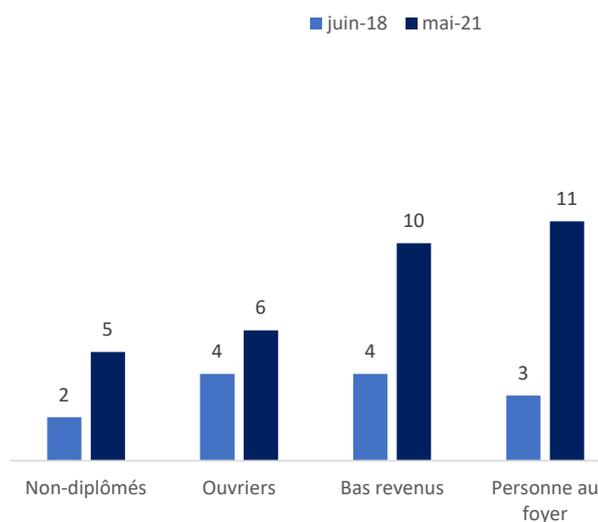
Graphique 21 Une hausse de l'identification avec le Groupe victimaire notamment chez les jeunes



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France métropolitaine
 Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations », juin 2018, mai 2021.

L'analyse des évolutions observées dans d'autres catégories sociodémographiques montre par ailleurs une **hausse de la proximité déclarée aux attentats est particulièrement forte chez certains publics qui s'identifiaient le moins aux événements dans les années précédentes**. Le processus de mémorisation des événements (images télévisuelles, documentaires et autres contenus de vulgarisation) ont pu créer une proximité affective avec les attentats même chez les populations qui initialement se sentaient distantes par rapport à ces événements traumatisants. Ainsi, les non-diplômés (5%), les personnes au foyer (11%), les ouvriers (6%) ou encore les bas revenus (10%) considèrent plus souvent avoir un lien de proximité avec les attentats.

Graphique 22 Les catégories socialement moins favorisées considèrent plus souvent d'avoir un lien direct avec les attentats



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France métropolitaine âgés de 18 ans et plus.
 Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations », juin 2018, mai 2021.

⁴¹ Insee Références, édition 2017 - Dossier - La mobilité résidentielle

3. Affaïssement circonscrit de la mémoire « flash » de l'événement

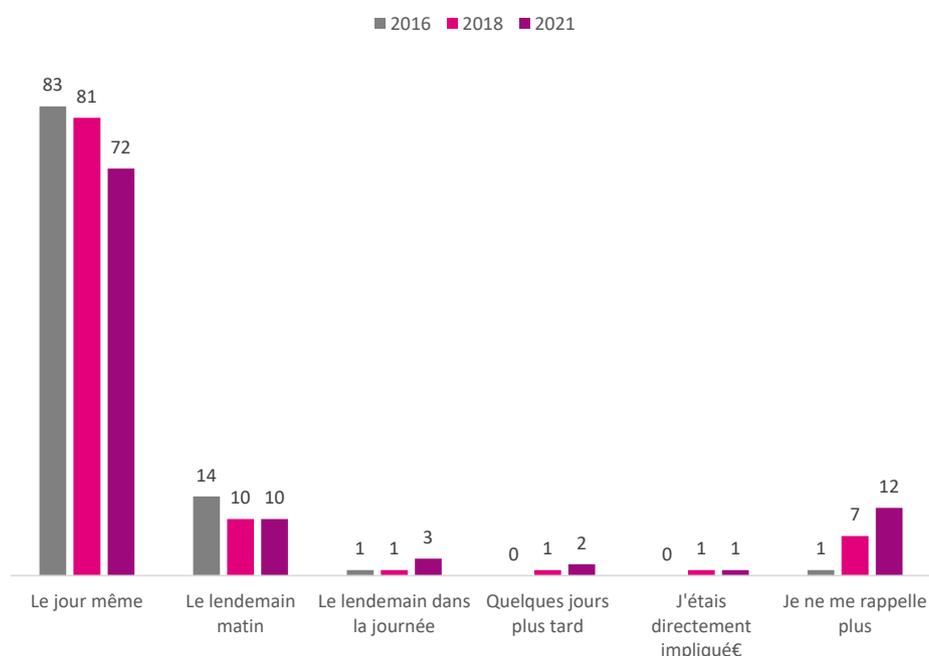
Conformément à la littérature, ce que les Américains ont dénommé la « flashbulb memory », à savoir la mémoire des conditions dans lesquelles on apprend un événement fortement émotionnel, reste durablement présente. On note cependant en mai 2021 une baisse très sensible d'un des quatre indicateurs qui entraîne l'ensemble vers le bas.

1. La proportion de Français qui se rappellent à quel moment ils ont pris connaissance de l'événement reste très élevée

La mémoire contextuelle s'affaiblit en cette enquête de mai 2021 mais elle reste très majoritaire : 88% des Français se souviennent par exemple du moment où ils ont pris connaissance des attentats du 13 novembre 2015. Cela correspond à une baisse de cinq points par rapport à 2018 et d'un recul de 11 points par rapport à 2016. Au-delà de l'effet du temps sur la mémoire, l'absence relative d'images iconiques voir stylisées comme pour l'attentat sur le World Trade Center en 2001 pourrait favoriser ce processus de dilution de l'imaginaire mémoriel autour des attentats du 13 novembre 2015 en France. On verra dans notre prochaine étude si le déroulement du procès et la sortie de plusieurs films n'auront pas changé les choses.

En détail, 72% affirment qu'ils étaient au courant le jour même, soit une baisse de neuf points par rapport à 2018. Plus de cinq ans après les faits, 12%, plus cinq points, qui ne se rappellent plus le moment. Et l'on constate une légère hausse de 2 points de ceux qui pensent qu'ils ont appris l'événement le lendemain, et par une hausse de cinq points de ceux qui ne se rappellent plus.

Graphique 23 A quel moment avez-vous pris connaissance des attentats du 13 novembre 2015 ? (en %)



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus (2021) ; résidents de France entière âgés de 18 ans et plus (2016, 2018).

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021, juin 2018, juin 2016.

Lecture : 72% des répondants en mai 2021 ont pris connaissance des attentats du 13 novembre 2015 le jour même, contre 83% en 2016.

En termes d'évolutions sociodémographiques, la proportion de répondants qui ne se souviennent plus augmente dans l'ensemble des catégories pour s'approcher dans la plupart des cas de la moyenne nationale. Toutefois, trois catégories font exception.

Les **non-diplômés** : ils étaient 1% seulement à ne plus se rappeler du moment où ils ont appris les faits en 2016, le taux est passé à 12% en 2018 et 24% en 2021. Le taux de non-réponse est également fort chez les personnes au foyer (19%, +7 points par rapport à juin 2018) et chez les bas revenus 17%, +7 par rapport à juin 2018).

Alors qu'en 2018, les 70 ans et plus étaient nettement surreprésentés parmi ceux qui ne se souvenaient plus du moment où ils avaient appris les attaques de novembre 2015, **l'oubli s'est répandu dans les classes d'âge plus jeunes** : 13% chez les moins de 25 ans (+5 par rapport à juin 2018), 11% chez les 25-59 ans (+4 chez les 25-39 ans par rapport à juin 2018 et +7 chez les 40-59 ans), 13% chez les sexagénaires (+6) et 12% chez les 70 ans et plus (+1).

Enfin, l'oubli des circonstances de l'apprentissage progresse notamment parmi les personnes appartenant au **groupe 4**, c'est-à-dire déclarant n'avoir aucun lien personnel avec les événements (ne connaissant ni personnellement de victime, de témoin direct, ne fréquentant pas les lieux ou ne connaissant pas les lieux) : 14% (+5 par rapport à 2018), contre seulement 4% (+1) de ceux qui connaissent personnellement une victime ou un témoin direct ou qui étaient eux-mêmes victimes ou témoins directs.

2. 92% des Français se souviennent par quel biais ils ont été informés

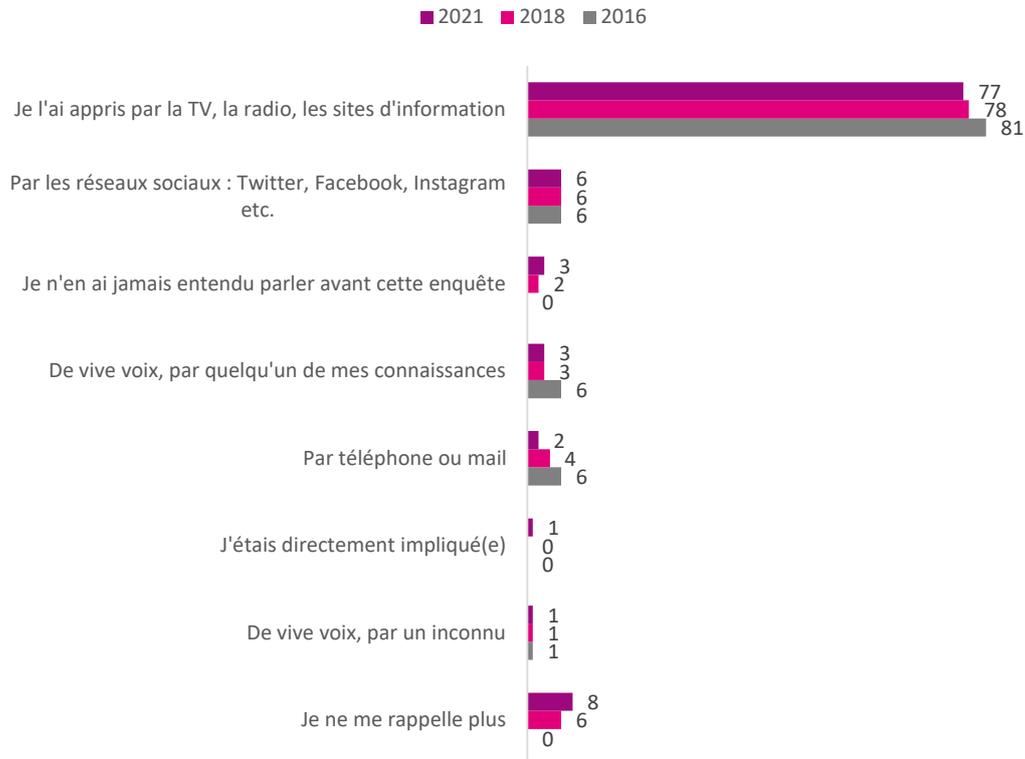
Même si la mémoire circonstancielle concernant le média ou le canal d'information sur les attentats reste dans l'ensemble **stable**, l'oubli grignote à la marge. Plus de neuf Français sur dix (92% exactement, -2 points par rapport à 2018) se souviennent de cet aspect.

77% (-1) déclarent l'avoir appris par la voie des médias traditionnels tels que la télévision, la radio ou encore les sites d'information. Une proportion stable de 6% l'ont appris sur les réseaux sociaux en ligne comme Twitter, Facebook, Instagram etc.

Est-ce parce qu'ils ne sont pas couplés à des images ou des sons, les **modes d'information interpersonnels** sont moins présents à l'esprit qu'en 2016 : seuls 5% 3% déclarent avoir été informés par un proche ou une connaissance de vive voix ou par téléphone ou par mail. La proportion était de 12% juste après les faits.

De ce fait, la proportion des personnes en perte de mémoire circonstancielle s'agissant des canaux d'information a légèrement progressé. Elle se situe en mai 2021 à 8% (+2) de Français qui ne se rappellent plus. 3% (+1) déclarent ne jamais en avoir entendu parler de ces événements avant l'enquête.

Graphique 24 Comment avez-vous pris connaissance des attentats du 13 novembre 2015 ? (en %)



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus (mai 2021) ; résidents de France entière âgés de 18 ans et plus (juin 2018)

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021, juin 2018, juin 2016.

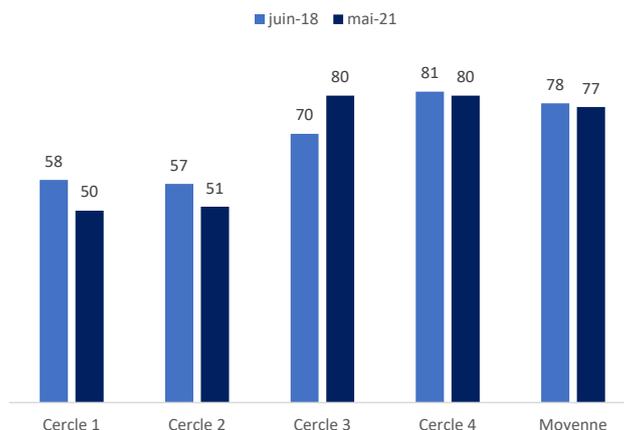
Lecture : 77% des répondants en mai 2021 ont pris connaissance des attentats du 13 novembre 2015 par l'intermédiaire de la télévision, de la radio ou des sites d'information, contre 81% en 2016.

Les évolutions sont plutôt homogènes dans l'ensemble des catégories socio-démographiques. Néanmoins, on peut apporter quelques précisions à la marge. Même si les franges les plus jeunes de la population sont toujours plus nombreuses à considérer avoir appris les événements à travers les réseaux sociaux, le renouvellement progressif de la classe d'âge (une partie des 15-24 ans d'aujourd'hui tend à diminuer le poids de ce canal d'information en mai 2021 : 13% (-5 points par rapport à 2018) chez les moins de 25 ans. Dans deux catégories, les non-diplômés (13%, +4) et les bas revenus (10%, +3), plus d'un répondant sur dix déclare désormais ne plus se souvenir.

Les personnes du groupe 1, à savoir ceux et celles ayant une proximité personnelle et intime avec l'événement, indiquent davantage avoir pris connaissance à travers les réseaux sociaux (17%, contre 6% en moyenne) ou par téléphone (11%, contre 2% en moyenne). Les personnes fréquentant régulièrement les lieux (groupe 2) citent également plus souvent le téléphone (15%) ou encore les échanges de vive voix avec des proches ou des connaissances (13%, contre 3% en moyenne).

Les personnes les plus éloignées des attentats ou encore ceux qui connaissent simplement les lieux évoquent les médias traditionnels, alors que les personnes les plus impliquées les citent de moins en moins.

Graphique 25 A pris connaissance des attentats du 13 novembre 2015 par les médias traditionnels selon le groupe de proximité
Evolutions juin 2018 – mai 2021 (en %)



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus (mai 2021) ; résidents de France entière âgés de 18 ans et plus (juin 2018)

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021, juin 2018.

3. 96% des Français se rappellent où ils étaient lorsqu'ils ont pris connaissance des attentats du 13 novembre 2015

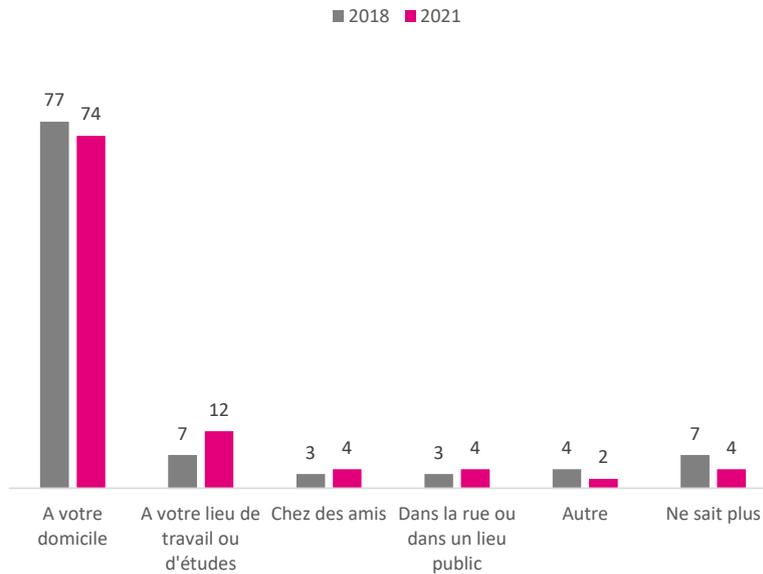
Quasiment l'intégralité de nos concitoyens (96% exactement) est en mesure d'indiquer où ils étaient lorsqu'ils ont pris connaissance des attentats du 13 novembre 2015. Probable signe de **leur proximité émotionnelle et symbolique à l'événement**, les Français sont même légèrement plus nombreux à se rappeler en mai 2021 où ils se trouvaient : +3 points par rapport à juin 2018.

Près de trois quarts des Français (74%, -3 points) indiquent qu'ils étaient à **la maison** ce qui semble assez cohérent étant donné que les attentats se sont produits en soirée.

Toutefois on observe aussi avec cet indicateur une **forme de flou mémoriel qui s'instille**. En 2016 seuls, 7% indiquaient qu'ils étaient au travail ou sur leur lieu d'études. La proportion est passée à 12% en 2021, soit une progression de 5 points par rapport à juin 2018. Cet item a progressé dans pratiquement toutes les catégories socio-démographiques.

4% indiquent qu'ils étaient chez des amis (+1) et une proportion identique pensent qu'ils se trouvaient dans la rue ou dans un lieu public (+1). Les personnes du cercle 2, à savoir celles fréquentant régulièrement les lieux, sont nettement surreprésentées. 17% (contre 4% en moyenne) indiquent avoir été chez des amis et une proportion identique déclare avoir été dans la rue ou un autre lieu public.

Graphique 26 Où étiez-vous quand vous avez pris connaissance des attentats du 13 novembre 2015 ou que vous avez été impliqué ? (en %)



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus (2021) ; résidents de France entière âgés de 18 ans et plus (2018)

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021, juin 2018.

Lecture : En mai 2021, 74% des répondants affirment qu'ils étaient à leur domicile quand ils ont pris connaissance des attentats, contre 77% en 2018.

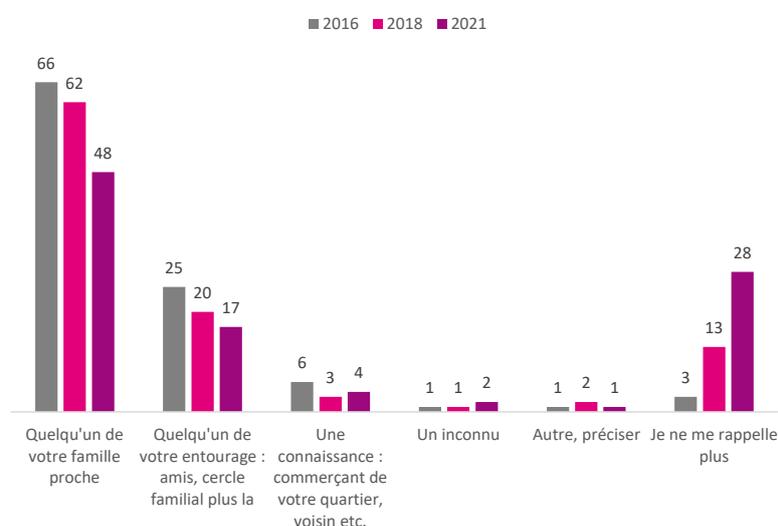
4. La proportion de Français qui ne se rappellent plus à qui ils ont d'abord parlé des attentats a doublé depuis 2018

En mai 2021, 72% des Français se rappellent avec qui ils ont échangé en premier des attentats du 13 novembre 2015. Cela constitue une **diminution de 25 points par rapport à juin 2016** et de 15 points par rapport à juin 2018. Cet indicateur était le plus bas de tous les indicateurs de mémoire circonstancielle dès 2016 et il est aujourd'hui celui pour lequel **l'affaiblissement du souvenir est le plus marqué**. Plus en détail, 48% indiquent avoir parlé en premier avec des proches ou un membre de leur famille. Les Français sont cependant moins nombreux à évoquer cet interlocuteur (-14 points par rapport à juin 2018). 17% se rappellent avoir parlé à leurs amis ou à quelqu'un de leur entourage (-3 points) et 4% (+1) à une connaissance ainsi que 2% (+1) qui évoquent la présence d'un inconnu.

Ces évolutions font écho à un phénomène connu de la psychologie sociale et appelé « **synchronisation et désynchronisation émotionnelle** ». La mémorisation consciente d'un événement traumatisant chez l'individu est souvent accompagnée par une synchronisation émotionnelle, c'est-à-dire le partage de la charge mentale par l'échange avec d'autres individus ayant vécu le même événement. La synchronisation se déroule pendant les toutes premières étapes de la mémorisation de l'événement alors que le choc émotionnel est encore frais. Elle est suivie d'une phase de désynchronisation, une prise de distance par rapport à ceux avec qui l'individu a partagé le traumatisme. Pendant cette deuxième phase les autres ne sont plus « réconfort » mais au contraire l'incarnation même d'un

souvenir désagréable. Cette prise de distance peut même aller jusqu'à l'oubli des personnes avec lesquelles on a échangé en premier de l'événement traumatisant⁴².

Graphique 27 Quelle a été la première personne à qui vous avez parlé de ces attentats, après avoir été mis à l'abri pour ceux ou celles directement impliqués ? (en %)



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus (2021) ; résidents de France entière âgés de 18 ans et plus (2016, 2018)

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021, juin 2018, juin 2016.

Lecture : 48% des répondants en 2021 ont parlé des attentats du 13 novembre 2015 en premier à quelqu'un de leur famille proche, contre 66% en 2016.

La mémoire est moins bonne chez les personnes âgées, bien que l'écart par rapport à la moyenne soit moins net qu'en 2018. En mai 2021, 30% des 70 ans et plus et 31% des sexagénaires déclarent ne plus se rappeler avec qui ils ont discuté en premier des attentats, contre 24% des moins de 25 ans. Notons que les personnes âgées sont surreprésentées parmi les personnes habitant seules. Or, 34% des personnes vivant seules indiquent ne plus se souvenir avec qui ils ont échangé en premier sur cet événement.

De façon plus globale, les catégories socio-démographiques modestes se rappellent moins bien leur premier interlocuteur. 42% des non-diplômés (+23 points) ne se souviennent plus de cette première discussion, contre 22% (+12) des diplômés du supérieur, mais aussi 33% des ouvriers (contre 21% des cadres), 32% des personnes au foyer et 32% des bas revenus. Ces résultats sont à mettre en regard avec la **polarisation sociale** dans le processus de la mémorisation des attentats du 13 novembre 2015, avec un retrait plus fort des catégories défavorisées dès juin 2018⁴³.

⁴² Paez D., Rim B., Basabe N., Wlodarczyk A., & Zumeta L. (2015, March 30). Psychosocial Effects of Perceived Emotional Synchrony in Collective Gatherings, Dans, Journal of Personality and Social Psychology.

⁴³ Cf. Lucie Brice, Mémorisation des attentats du 13 novembre 2015 – 2 ans et sept mois après (vague de juin 2018), CREDOC, Paris, 2019.

5. La « flashbulb memory » reste très forte mais baisse sensiblement de par l'un des indicateurs

La proportion des personnes qui se souviennent avec précision des éléments circonstanciels de leur prise de conscience des attentats du 13 novembre 2015 (les 4 indicateurs retenus) diminue pour la deuxième fois consécutive. En 2016, 97% de la population se souvenait de l'ensemble des éléments circonstanciels. Ils étaient 85% en juin 2018 et **66% en mai 2021**.

L'analyse détaillée des résultats socio-démographique montre que pour la mémoire flash les **différences selon l'âge semblent se tasser légèrement**. 36% des 70 ans et plus ont oublié au moins un élément circonstanciel, contre 34% en moyenne et 32% chez les moins de 25 ans. Par rapport à la moyenne cette différence est donc de 3 points. En juin 2018, cette différence était encore de 8 points.

En revanche, **la qualité de la mémoire flash** varie selon des indicateurs sociaux et économiques. Ainsi, les bas revenus (39%), les non-diplômés (51%), les ouvriers (38%), les personnes au foyer (38%), les personnes estimant appartenir aux classes populaires (39%) mais surtout ceux qui estiment appartenir à la classe sociale des défavorisés (50%) ont au moins oublié un élément circonstanciel. Dans ces **catégories modestes** l'oubli partiel semble donc nettement plus répandu. Un constat cohérent par rapport aux observations et analyses de juin 2016 et juin 2018.

En somme, alors que le processus de mémorisation a conduit à la sédimentation d'un référentiel factuel partagé et commun des caractéristiques des événements dans la mémoire collective des attentats, la mémoire individuelle et intime des circonstances où la personne a pris connaissance des événements (mémoire flash) s'étiolle. Toutefois, malgré cette inflexion mnésique, la flashbulb memory reste largement majoritaire chez les Français dans sa globalité et la baisse sensible qu'on note est lié pour l'essentiel c'est l'un des indicateurs habituellement retenus, à savoir la ou les premières personnes avec qui l'on a échangé juste après les attentats.

Il paraît important de nuancer les résultats obtenus. Si les réponses montrent bien la formation d'une mémoire flash, nos données ne permettent pas d'en suivre la persistance, dont la mesure constituerait une toute autre problématique. Pour cela, il aurait fallu interroger les mêmes personnes plusieurs années de suite et comparer la cohérence de leur réponse. De nombreux travaux ont en effet montré que comme d'autres objets mémoriels, la mémoire flash était sujette à l'oubli et que les individus reconstruisent leur mémoire grâce aux souvenirs résiduels qu'ils ont de l'événement⁴⁴

⁴⁴ Voir notamment sur ce sujet, les travaux de Christianson (1989) et Tinti *et al.* (2013).

4. Une lecture des événements très liée au système de valeurs

Encadré 1 : Rappel méthodologique

Une question portant sur la proximité aux attentats a été posée dans l'enquête selon la même méthodologie qu'en juin 2016 et juin 2018. Elle sert de fondement à la constitution de « cercles de proximité ». Le premier objectif de cette question est ainsi de servir de variable explicative plutôt que de variable à analyser en tant que telle. L'analyse de cette variable semble pourtant pertinente car, comme montré ci-après, elle mesure une **proximité « subjective »**, perméable à un effet de désirabilité, au sein des populations dont les propriétés sont objectivement les plus proches de celles des victimes des attentats, plutôt qu'une proximité « objective » qui reposerait sur autre chose que ces propriétés-ci.

Encadré 2 : La catégorisation par groupes de proximité

Il a été demandé aux répondants de se positionner par rapport aux événements selon leur présence sur les lieux au moment des attentats, leur connaissance personnelle des victimes ou des témoins, leur fréquentation régulière des lieux des attentats ou enfin leur connaissance de ces lieux.

Plusieurs réponses pouvaient être renseignées. Les répondants ont ensuite été répartis dans les groupes de proximité en privilégiant leur plus fort degré de proximité lorsqu'ils avaient donné plusieurs réponses.

- **Le groupe 1 « implication d'un proche ou personnelle »** intègre les répondants ayant indiqué « vous êtes une victime personnelle ou un témoin direct : présent sur les lieux des attentats » ou « vous connaissez personnellement une victime ou un témoin direct : familles, amis... », soient 248 répondants (contre 146 soit 7% en 2016 et 117 soit 6% en 2018). Seulement 12 répondants parmi eux étaient directement impliqués. Ce premier groupe représente **8% des Français, qui auraient donc un lien direct avec les victimes ou les témoins des attentats.**

- **Le groupe 2 « Fréquentation régulière des lieux »** correspond aux personnes ayant répondu « vous fréquentez régulièrement les lieux des attentats : vous habitez dans le quartier, vous vous y rendez pour les loisirs, le travail, faire des achats, etc. », mais sans connaissance personnelle de témoin ou victime soit 2% de la population, 70 répondants (contre 58 soit 3% en 2016 et 44 répondants soit 2% en 2018).

- **Le groupe 3 « Connaissance des lieux »** « vous avez connaissance de ces lieux, vous les avez déjà fréquentés par le passé, vous connaissez quelqu'un qui réside dans ces quartiers, etc. » soit 275 répondants ou 9% de la population (contre 315 soit 16% en 2016 et 180 répondants soit 9% en 2018).

- **Le groupe 4 « Sans lien direct »** : cumule les personnes ayant indiqué « vous n'avez aucun lien avec les lieux, les victimes ou les témoins directs », soit 2609 répondants. 81% des répondants n'ont ainsi déclaré aucun lien avec les victimes, les témoins directs ou les lieux impliqués (contre 1491 répondants soit 74% en 2016 et 1673 répondants soit 83% en 2018).

Il est à noter que la définition des « groupes » diffère quelque peu de celle mobilisée dans le cadre de la campagne d'entretiens qualitatifs en profondeur menés dans le cadre du programme 13 Novembre (dite « étude 1000 »). Dans ce référentiel, le cercle 1 est composé de personnes directement impliquées (présentes sur les lieux ou témoins). Ce cadre est plus réducteur que la définition retenue ici puisqu'il exclut l'idée de connaissance personnelle d'une victime. Les cercles suivants se basent principalement sur des critères géographiques : habitants des zones concernées mais non exposés (rues, quartiers entourant les lieux des attentats) pour le cercle 2, habitants du reste de la métropole parisienne pour le cercle 3 et personnes habitant en région pour le cercle 4, en l'occurrence à Caen, Metz et Montpellier.

1. Des tensions religieuses et culturelles restent la principale cause à l'origine des attentats – l'immigration et le manque de moyens de la police et des services de renseignements en nette progression dans un climat actuel propice aux questions sécuritaires

Note méthodologique : il convient de noter quelques précautions méthodologiques dans la comparaison longitudinale de la question portant sur les causes des attentats du 13 novembre 2015.

1/ Une enquête en ligne libère davantage la parole

En juin 2016 et juin 2018, les enquêtes étaient menées en face à face, alors que les enquêtes de janvier 2021 et de mai 2021 ont été menées en ligne. Or, des travaux méthodologiques comparatifs⁴⁵ du CREDOC ont montré que le mode de collecte joue notamment sur la propension des répondants à se positionner sur des questions dites « sensibles » et à exprimer des opinions que l'on pourrait qualifier d'intolérantes voir même de racistes. (cf l'encadré p.6)

Pour cette raison, à la différence avec les questions ouvertes, **les taux de non-réponse ne sont pas plus élevés en ligne qu'en face à face pour les questions sensibles, lorsqu'elles sont posées dans le cadre de questions « fermées », c'est-à-dire avec des choix préétablis.** Par exemple, dans l'enquête du CREDOC en face à face, 6% des Français ne se prononçaient pas sur la question du devenir des immigrés en France, contre 2% en ligne. Les travaux de Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj et Tommaso Vitale dans le cadre du rapport annuel de la CNCDH sur l'état du racisme et de la xénophobie en France (cf. par exemple celui de 2017, ou celui de 2020 ayant procédé à une comparaison de trois modes de collecte)⁴⁶ confirment une plus grande facilité des panelistes à déclarer en ligne des comportements intolérants (par exemple **dix fois plus de non-réponses en face à face qu'en ligne sur le stéréotype** d'un pouvoir excessif des juifs) avec une **intolérance particulièrement marquée sur les questions relatives aux immigrés, à l'islam et une forte sensibilité aux questions de sécurité.**

2/ Le questionnaire a légèrement évolué :

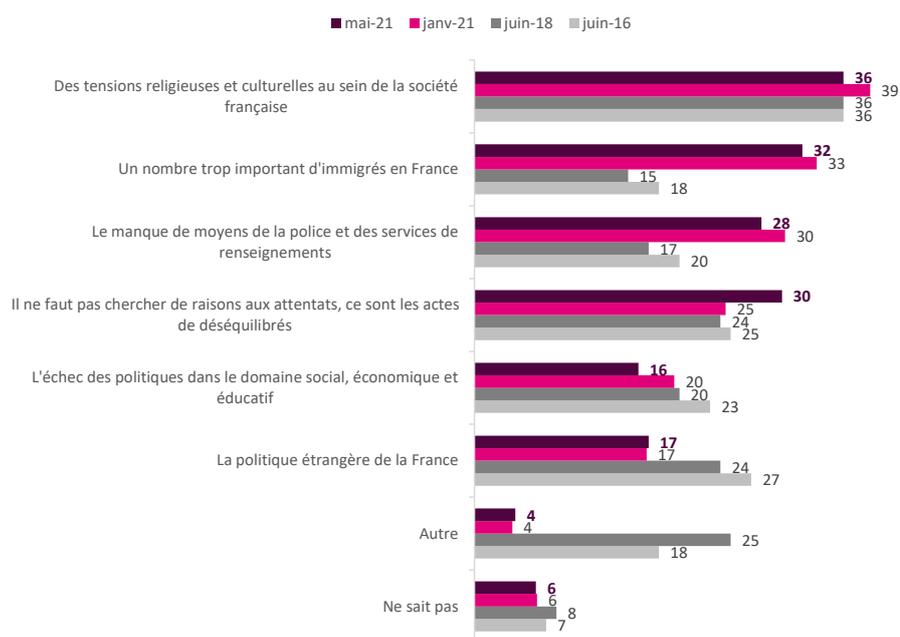
En juin 2016 et juin 2018, les personnes répondant « il ne faut pas chercher de raisons aux attentats, ce sont les actes de déséquilibrés » pouvaient donner une autre cause. En janvier 2021 et en mai 2021, la modalité de réponse « il ne faut pas chercher de raisons aux attentats, ce sont les actes de déséquilibrés » n'était proposée qu'une seule fois, comme première cause des attentats, étant entendu qu'il ne « fa[llait] pas chercher de raisons aux attentats ». **À des fins de comparaison, les données de juin 2016 et juin 2018 ont été recalculées pour tenir compte de cette différence dans le mode d'interrogation.** Les résultats communiqués diffèrent ainsi de ceux précédemment présentés dans les rapports portant sur les vagues d'enquêtes de juin 2016 et de juin 2018.

Interrogés sur les causes des attentats, hors action de Daesch, 36% des Français estiment que les **tensions religieuses et culturelles** au sein de la société sont à l'origine de ces actes terroristes. Cette proportion est stable par rapport à 2016 et 2018 après avoir connu un léger pic en tout début d'année 2021 (39%).

⁴⁵ CROUTTE, P., DAUDEY, E. HOIBIAN, S. (Crédoc), LEGLEYE, S., CHARRANCE., G (Ined), *Une approche de l'effet du passage sur Internet d'une enquête en population générale*, Paris, Crédoc, 2015.

⁴⁶ MAYER N. et al., *Evolution et structures des préjugés : Le regard des chercheurs – Chapitre II.1. Questions de méthode*, 2020.

**Graphique 28 Quelles sont, selon vous, les deux principales causes des attentats du 13 novembre 2015 ?
(en %)**



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus (2021) ; résidents de France entière âgés de 18 ans et plus (2016, 2018)

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021, janvier 2021, juin 2018, juin 2016

Lecture : 36% des répondants pensent que les tensions religieuses et culturelles au sein de la société française sont une des deux principales causes des attentats, inchangé par rapport à 2018.

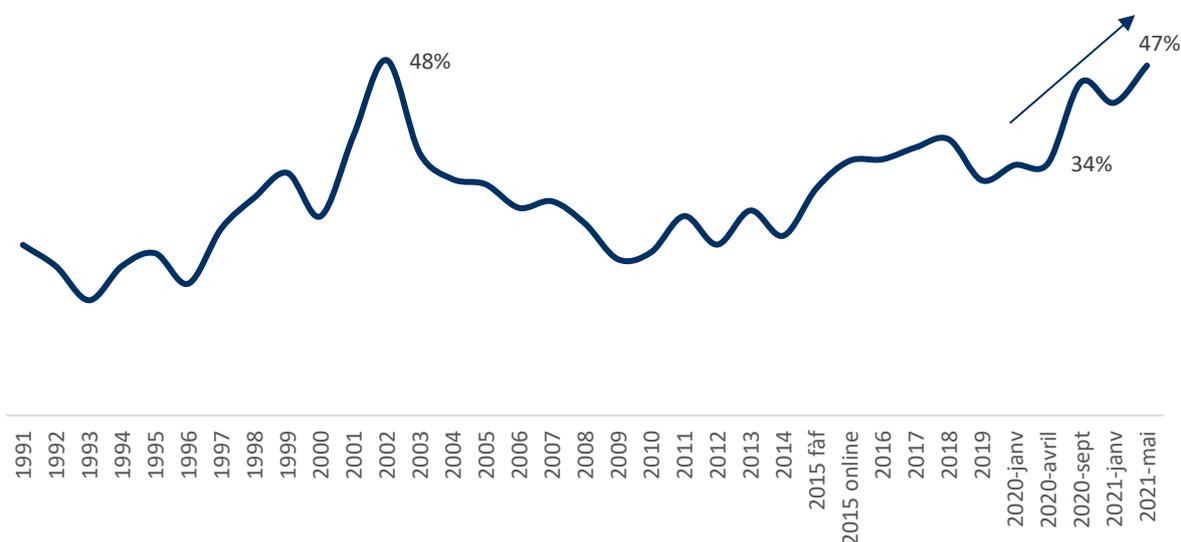
Pour les Français, il faut ensuite y voir la conséquence **d'un nombre trop important d'immigrés en France (32%)**. La proportion de répondants pour cet item a plus que doublé par rapport à 2018 (15%), soit une augmentation d'exactly 17 points. **Cette forte hausse sur le long terme tient pour beaucoup au changement du mode de collecte entre 2016/2018 et janvier/mai 2021** (cf. l'encadré p. 6). Les sociologues appellent ce biais (très connu) **un biais de désirabilité sociale**. Celui-ci est moins fort dans les enquêtes en « auto-administré », c'est-à-dire où le répondant répond lui-même directement au questionnaire sans intermédiaire⁴⁷.

Ce duo de tête est talonné par l'idée selon laquelle il faut y voir l'œuvre de **déséquilibrés** (30%, +6 par rapport à 2018 et +5 points par rapport à janvier 2021) ou encore **un manque de moyens de la police et des services de renseignements** (28%, +11 pts). Pour ce dernier item, le changement du mode de collecte par rapport à 2018 joue à nouveau. Les questions touchant à l'ordre public, à la restriction des libertés, au soutien des politiques coercitives de l'Etat etc. font partie de la panoplie des questions dites « sensibles » pour lesquelles on remarque un effet de « libération de la parole » chez le répondant lors d'enquêtes en ligne comme c'était le cas en mai 2021. Mais la méthodologie n'est pas seule en cause. L'enquête Conditions de vie montre que, depuis 2015, **les préoccupations sécuritaires sont en nette progression**. Mis à part la parenthèse du **premier confinement** qui, pour une partie de la population, joua l'effet d'un bouclier protecteur à la fois contre la pandémie, mais aussi sur le plan économique (via les nombreux mécanismes de soutien dont le chômage partiel) et sécuritaire, les agressions dans l'espace public étant, mécaniquement, en chute libre. Depuis la sortie du cocon

⁴⁷ Notons qu'aucune méthode n'est parfaite, et chacune a de nombreux défauts, comme l'expliquent très bien Mayer et al. (2017)

protecteur du logement, les inquiétudes sécuritaires ont bondi, passant de 34% des Français à 47% en mai 2021. Soit un taux quasiment au niveau de celui observé en 2001, année des attentats du 11 septembre et d'une campagne présidentielle très tournée sur ces questions.

Graphique 29 Proportion de Français qui placent la violence et l'insécurité parmi leurs deux principaux sujets de préoccupation (en %)



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus (à partir de 2015) ; résidents de France entière âgés de 18 ans et plus avant 2015

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations

L'échec des politiques sociales, économiques ou éducatives est avancé par 16% des répondants, soit une baisse de quatre points par rapport à 2018 ou encore janvier 2021, et une proportion comparable pense que les causes des attentats seraient à chercher dans **la politique étrangère de la France** (17%, -7 points par rapport à juin 2018 mais stable par rapport à janvier 2021).

On constate par ailleurs qu'au fil des années, les Français sont de moins en moins nombreux à ne pas pouvoir expliquer les actes terroristes du 13 novembre : 6% des Français répondent « ne sait pas », soit 2 points de moins qu'en 2018.

Enfin, **probablement sous l'influence du changement du mode de collecte, la proportion de Français indiquant « autre » recule nettement**, passant de 25% en juin 2018 à 4% en mai 2021. Cela indique que l'item « autre » a été probablement une valeur refuge lors des enquêtes en face à face pour les enquêtés n'osant pas se positionner sur un item politiquement plus tranchant ou marquant comme celui du nombre « important d'immigrés en France ». Or, le changement du mode de recueil et la bascule sur une enquête en ligne a rendu plus facile ce choix parmi les items proposés.

2. La forte empreinte du système de valeurs sur les causes perçues des tueries

En transverse, l'opinion politique teinte fortement les explications retenues

De manière transversale, l'interprétation des causes des attentats du 13 novembre 2015 dépend bien souvent des **opinions politiques**. Ainsi, le nombre trop important d'immigrés en France ou encore le manque de moyens de la police et des services de renseignements constituent des explications notamment avancées par la droite du spectre politique, alors que la gauche estime que l'échec des politiques sociales, économiques et éducatives ou encore la politique étrangère de la France serait la principale cause des attentats. Les personnes se situant politiquement au « centre » préconisent davantage ne pas chercher d'explications particulières.

Tableau 3 Quelles sont, selon vous, les deux principales causes des attentats du 13 novembre 2015 ?
Selon le positionnement sur l'échelle politique (en %)

	Des tensions religieuses et culturelles au sein de la société française	Un nombre trop important d'immigrés en France	Il ne faut pas chercher de raisons aux attentats, ce sont les actes de déséquilibrés	Le manque de moyens de la police et des services de renseignements	La politique étrangère de la France	L'échec des politiques dans le domaine social, économique et éducatif
Très à gauche	40%	17%	16%	27%	29%	28%
A gauche	37%	18%	32%	30%	15%	28%
Plutôt à gauche	38%	17%	33%	27%	19%	20%
Au centre	33%	26%	37%	25%	16%	14%
Plutôt à droite	40%	40%	24%	32%	20%	10%
A droite	40%	61%	16%	35%	17%	9%
Très à droite	39%	72%	14%	27%	16%	10%
En moyenne	36%	32%	30%	28%	17%	16%

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021.

Au-delà des divisions partisans dans l'interprétation des causes des attentats, **la proximité personnelle voire intime avec les événements joue également sur les réponses**. Les personnes déclarant avoir été eux même victime ou témoin ou de connaître personnellement une victime ou un témoin direct, à savoir le Groupe 1, sont nettement plus nombreuses qu'en moyenne à considérer que le manque de moyens de la police et des services secrets (41% contre 28% en moyenne), l'échec des politiques sociales, économiques et éducatives (29% contre 16%) et la politique étrangère de la France (21% contre 17%) sont les principales raisons pour les attentats du 13 novembre 2015. A l'inverse, elles évoquent deux fois moins souvent que l'ensemble des Français l'idée d'un acte de déséquilibrés. Ceci est cohérent avec le **besoin de victimes ou de témoins directs ainsi que de leurs proches de pouvoir expliquer les événements** qui les ont traumatisés.

Tableau 4 Quelles sont, selon vous, les deux principales causes des attentats du 13 novembre 2015 ?
Selon le groupe de proximité avec les attentats (en %)

	Ensemble de la population	Groupe 1	Ecart
Les tensions religieuses	36%	34%	-2%
Le nombre trop élevé d'immigrés en France	32%	34%	+2%
L'acte de déséquilibres	30%	15%	-15%
Le manque de moyens de la police et des services secrets	28%	41%	+13%
L'échec des politiques sociales, économiques et éducatives	16%	29%	+13%
La politique étrangère de la France	17%	21%	+4%

Lecture : En 2021, 34% des personnes appartenant au Groupe 1 pensent que les tensions religieuses et culturelles au sein de la société française sont une des deux principales causes des attentats, contre 36% en moyenne.

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021

La perception de la laïcité et la pratique confessionnelle individuelle déterminantes dans le lien opéré entre attaques du 13 novembre et tensions religieuses et culturelles

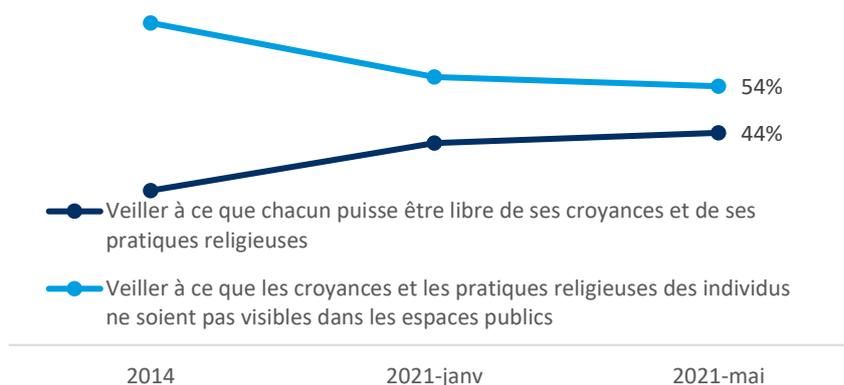
La question des **tensions religieuses et culturelles** est structurellement centrale en France⁴⁸. En 2016, 52,5%⁴⁹ des Français pensaient les tensions religieuses entre différents groupes particulièrement prégnantes dans leur pays. Enquête après enquête, la France reste le pays d'Europe où cette idée est la plus fortement répandue. Cette sensibilité accrue à la question du statut et du rôle des religions tient sans nul doute à la singularité historique de la République Française qui se conçoit comme explicitement laïque (une exception en Europe).

Les opinions sur les causes des attaques du Bataclan, des terrasses et du stade s'inscrivent dans un **système de valeur plus général**. La population française est très divisée sur la lecture à faire de la laïcité. Une part majoritaire (54%) estime que les pouvoirs publics doivent en priorité veiller à ce que les croyances et pratiques religieuses des individus ne soient pas visibles dans les espaces publics, contre 44% qui estiment que la priorité doit être donnée à ce que chacun puisse être libre de ses croyances et pratiques religieuses. Cette dernière opinion ayant tendance à progresser sous l'effet du renouvellement des générations et de la progression du niveau de diplôme notamment.

⁴⁸ Cf. Valentine Zuber, La laïcité française, une exception historique, des principes partagés, In Revue du droit des religions, Convictions religieuses et ajustements de la norme, n°7, 2019, pp. 193-205.

⁴⁹ Enquête de la Fondation de Dublin pour la qualité de vie EQLS (European Quality of life survey) 2016

Graphique 30 Pour vous, les pouvoirs publics doivent-ils en priorité ?



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations

Relier les attentats du 13 novembre aux tensions culturelles est particulièrement élevé :

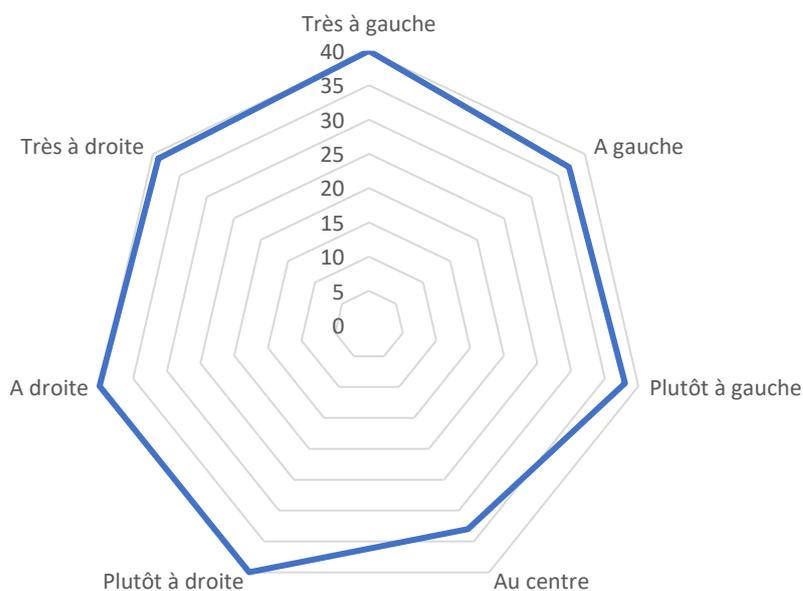
- chez les tenants d'une laïcité stricte de l'espace public (43%) contre 20% de ceux qui défendent une laïcité propice à l'expression des identités religieuses
- chez les personnes estimant la cohésion sociale est menacée par le repli communautaire de certains (42%)
- chez ceux qui voient la diversité culturelle comme un obstacle à la vie en commun (plutôt que comme une richesse), (40%)

Outre la question de laïcité et du modèle républicain, l'analyse des réponses à l'item révèle un fort **enjeu confessionnel**. Les personnes déclarant avoir une pratique religieuse régulière (40%) estiment que les attentats du 13 novembre trouvent leurs ferments dans les tensions culturelles et religieuses. Par contraste, cette proportion ne s'élève qu'à 33% chez les personnes déclarant ne pas avoir de pratique religieuse ou d'appartenance confessionnelle particulière. En restreignant le champ d'analyse aux seules personnes déclarant une pratique religieuse régulière, occasionnelle (hors mariages, baptêmes, enterrements) ou un sentiment d'appartenance confessionnelle, la ventilation révèle des différences d'opinion significatives. Ainsi, les personnes qui se déclarent catholiques (40%) sont plus nombreuses à pointer cette raison, ce qui fait transparaître en filigrane une opposition entre catholicisme et islam. En revanche, cette proportion n'est que de 18% chez les personnes qui déclarent être de confession musulmane.

En revanche, le positionnement sur l'échelle politique ne joue pas de rôle véritable sur l'adhésion à cette cause. Ainsi, les personnes se situant très à gauche (40%) mais aussi à droite (40%) ou plutôt à droite (40%) du spectre politique ont sur ce plan des opinions similaires à celles se positionnant au centre ou ne se reconnaissant pas dans l'échiquier gauche-droite.

Enfin, sur cet item **les différences catégorielles sont tenues**. Seuls les hauts revenus (40%) sont un peu plus de cet avis que la moyenne. Les plus de 70 ans, qui en janvier 2021 étaient encore surreprésentés par rapport à la moyenne (46%, +7pts par rapport à la moyenne), se sont rangés dans les rangs en mai 2021 (38%, +2points par rapport à la moyenne).

Graphique 31 Proportion de personnes qui citent « les tensions religieuses et culturelles » comme principale raison des attentats du 13 novembre 2015
Selon l'échelle politique (en %)



Lecture : 40% des répondants se situant à droite du spectre politique pensent que les tensions religieuses et culturelles au sein de la société française sont une des deux principales causes des attentats du 13 novembre 2015, contre 33% de ceux qui disent être au centre.

Note méthodologique : la méthode de passation de cette question ayant évolué en janvier 2021, les données des années précédentes ont été recalculées pour établir une comparaison à méthodologie constante.

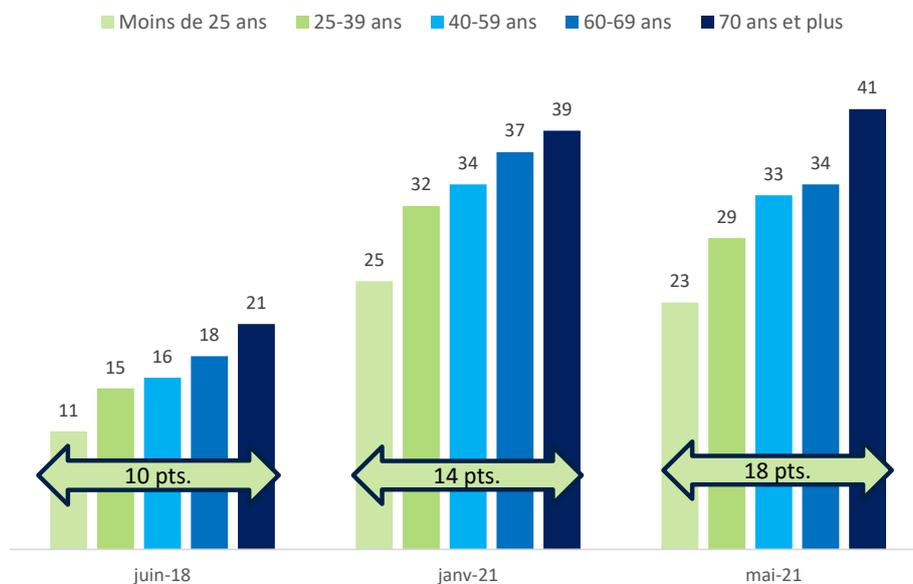
Les jeunes beaucoup moins enclins à faire un lien entre ces événements et un nombre « trop important d'immigrés »

L'analyse deuxième cause avancée aux attentats « un nombre trop important d'immigré » apporte quelques nuances. On retrouve des effets similaires du regard porté en général sur la société : 52% des personnes qui souhaitent le départ d'un grand nombre d'immigrés et 51% de celles qui estiment que la diversité des cultures rend difficile la vie en commun ainsi que 69% des Français qui citent « l'immigration » parmi les deux principaux sujets de préoccupation personnelle, pensent qu'un trop grand nombre d'immigrés en France est la principale cause des attentats du 13 novembre 2015, contre 32% en moyenne. Cela contraste avec le faible taux de citation chez ceux qui préconisent une meilleure intégration des immigrés en France (8%), ceux qui considèrent que la diversité des cultures constitue une richesse pour le pays (16%) ou encore ceux qui ne se préoccupent pas par le sujet de l'immigration (20%).

Mais est-ce le résultat d'une formulation jugée plus clivante ? Ou une divergence de point de vue sur la responsabilité des tensions culturelles et religieuses (personnes immigrées pour les uns, ensemble de la société pour les autres) ? Force est de constater que les différences catégorielles sont plus marquées sur cet item de réponse. 36% des hommes, 39% des retraités considèrent qu'une trop grande immigration est responsable des attentats du 13 novembre contre 28% des femmes et 19% des étudiants. La propension à penser que la raison des attentats réside dans la question du nombre d'immigrants présents sur le sol français **augmente avec l'âge, et diminue avec le niveau de diplôme** : 23% des moins de 25 ans contre 41% des 70 ans et plus et 39% des non-diplômés contre 26% des

diplômés du supérieur. Dans une perspective comparative on observe que sur le long terme l'écart entre les plus jeunes et les plus âgés a tendance à se creuser : 10 points d'écart en 2018, 14 points en janvier 2021 et 18 points en mai 2021. Venant ainsi abonder la série des indicateurs analysés par Vincent Tiberj à partir des enquêtes sur les valeurs montrant un effet **fort du renouvellement des générations sur le rapport à l'altérité**. (Graphique 32).

Graphique 32 Proportion de personnes pensant qu'un trop grand nombre d'immigrés en France est la principale cause des attentats du 13 novembre 2015- selon l'âge et le diplôme
Evolutions juin 2018 – mai 2021 (en %)



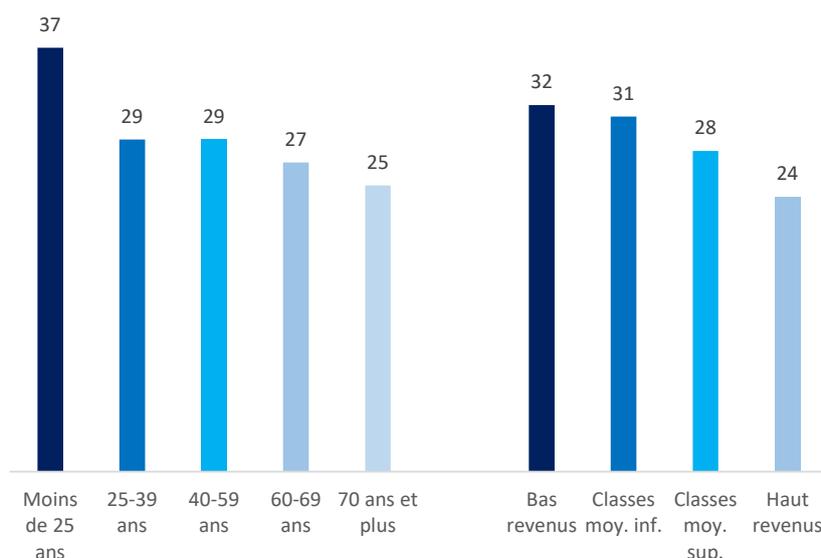
Lecture : En 2021, 41% des 70 ans et plus pensent que les tensions religieuses et culturelles au sein de la société française sont une des deux principales causes des attentats, contre 23% des moins de 25 ans.

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021, juin 2018.

L'acte de déséquilibrés – l'explication des jeunes et des femmes

L'idée selon laquelle il s'agit **d'un acte de déséquilibrés** arrive en troisième position avec 30% de personnes qui citent cet item en première ou en deuxième réponse. Outre les femmes (34%) et les étudiants (37%) qui estiment davantage qu'il s'agit d'actes de déséquilibrés, la propension à citer cet item est inversement proportionnel à l'âge et au niveau de vie des répondants.

Graphique 33 Proportion de personnes pensant qu'il s'agit d'actes de déséquilibrés
Selon l'âge et le niveau de vie 2021 (en %)



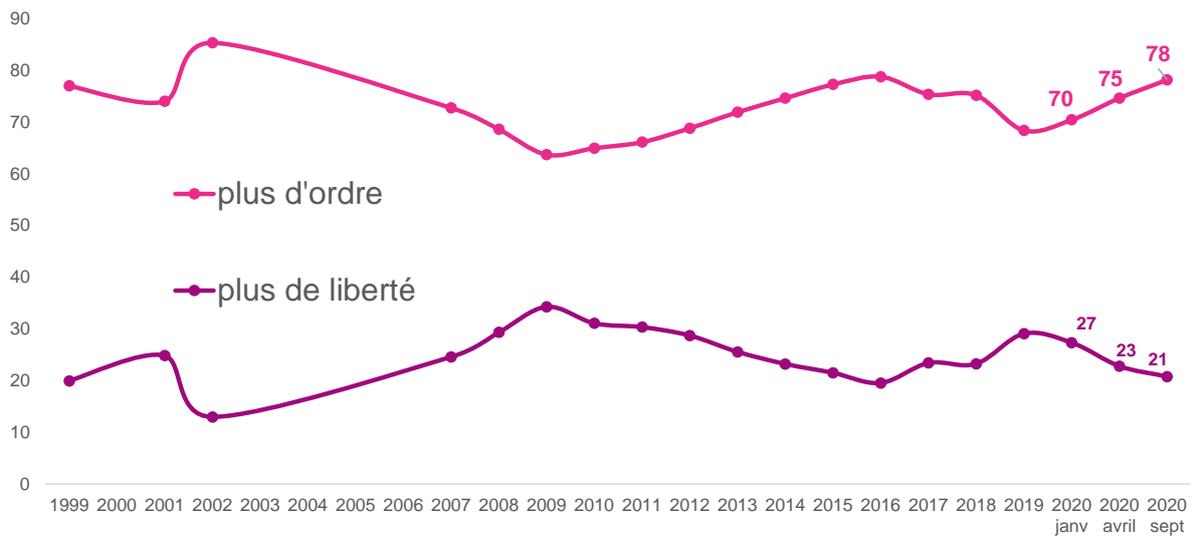
Lecture : En 2021, 37% des moins de 25 ans pensent que les attentats du 13 novembre 2015 ont été perpétrés par des déséquilibrés, contre 25% des moins des 70 ans et plus.
Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021.

Un manque de moyens de la police – une explication privilégiée par les seniors et les personnes se fiant à la police comme institution régaliennne de l'Etat

S'agissant **du manque de moyens de la police** et des services de renseignement la répartition catégorielle montre un schéma inverse. Ainsi, les franges les plus âgées du corps social pensent davantage que le manque de moyens de la police et des services de renseignement constituerait la principale cause qui a conduit aux attentats du 13 novembre 2015. Ainsi, 35% des 70 ans et plus) ainsi que les retraités (34%) évoquent davantage cette explication alors que les moins de 25 ans (25%) ou encore les étudiants (23%) sont sous-représentés.

Les résultats pour cet item méritent d'être lus dans un contexte plus large. Il convient de rappeler que l'idée selon laquelle la société française a besoin de plus d'ordre ne cesse de progresser depuis 2019 et cela dans un contexte sociétal de **mobilisation et de protestation sociales** (les antivax, les gilets jaunes etc.). Contexte dans lequel la question des moyens alloués à la police fait objet de débat. Ainsi, en septembre 2020, 78% des Français pensaient que la société française a besoin de plus **d'ordre** pour mieux fonctionner (une progression de 10 points par rapport à janvier 2019).

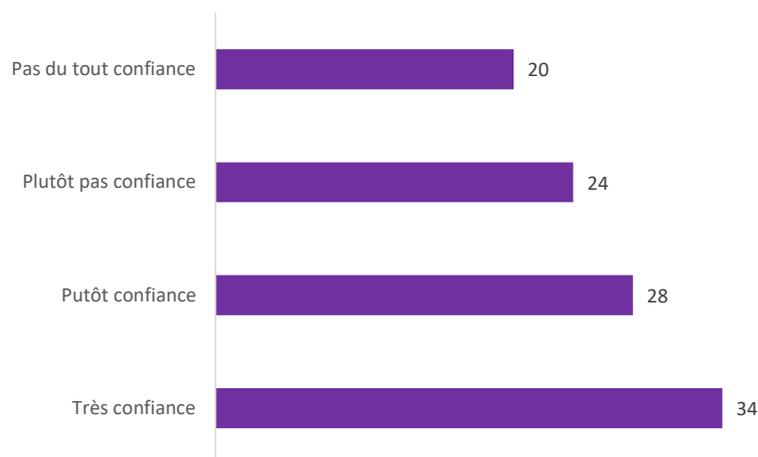
Graphique 34 Selon vous, la société française a-t-elle aujourd'hui besoin, pour mieux fonctionner, de plus d'ordre ou de plus de liberté ? (en %)



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et Aspirations.

La confiance dans la police en tant qu'institution régalienne joue également. 34% de ceux ayant une très grande confiance dans la police estiment que le manque de moyens de cet acteur est l'une des principales causes des attentats du 13 novembre 2015, contre 20% de ceux n'ayant pas du tout confiance. Dans cette même optique, les personnes se situant à droite (35%) ou plutôt à droite (32%) voient également dans le manque de moyens de la police et des services de renseignement la principale cause des attentats.

Graphique 35 Proportion de personnes pensant que le manque de moyens de la police et des services de renseignement est la principale cause des attentats du 13 novembre 2015 Selon la confiance dans la police (en %)



Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021.

Plus en lien avec les attentats islamistes, rappelons par ailleurs que la police constitue la principale cible des attaques terroristes islamistes. La Fondation pour l'innovation politique montre dans une

étude sur les attentats islamistes en France et dans le monde que, depuis 1979, 18,3% des attaques islamistes en France se sont dirigées contre la police, 17,1% ont visé des civils, 12,2% des militaires et 4,9% ont été dirigés contre le gouvernement (installations, bâtiments officiels et représentants politiques)⁵⁰.

Il convient enfin de noter que ni le fait de se sentir en insécurité dans sa vie quotidienne (28% pour ceux qui expriment un sentiment d'insécurité ainsi que pour ceux qui se sentent en sécurité), ni la crainte d'attentats terroristes (29% de ceux qui se disent inquiets), ni la préoccupation par la violence et l'insécurité (28% de ceux qui se disent préoccupés par ce sujet) n'influent sur la propension des répondants à choisir cet item.

L'échec des politiques sociales, économiques et éducatives – un motif notamment évoqué par les cadres et les personnes à gauche du spectre politique

Si 16% des Français avancent comme principale raison pour les attentats du 13 novembre 2015 **l'échec des politiques sociales, économiques et éducatives**, ils sont 27%, parmi les cadres. Outre la position sociale, ce sont notamment les marqueurs d'opinion politique qui influent sur la propension à penser que l'échec des politiques sociales, économiques et éducatives ont préparé le terrain des attentats du 13 novembre 2015. Ainsi, **28% des personnes se situant très à gauche du spectre politique ou à gauche considèrent que l'échec des politiques sociales, économiques et éducatives pourrait expliquer les attentats**. A l'inverse, seulement 9% des personnes qui s'autopositionnent à droite et 10% de ceux qui disent être très à droite du spectre politique partagent cet avis.

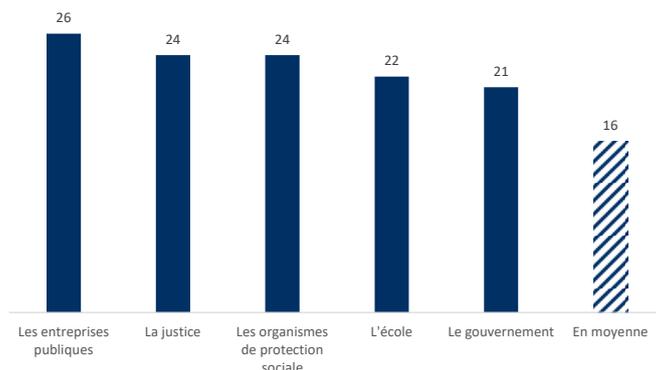
A cet égard il est toutefois notable que **les opinions sur le fonctionnement des politiques sociales n'interviennent qu'à la marge**. Les personnes estimant que les aides familiales sont insuffisantes (19%), que les plus démunis se trouvent dans cette situation parce qu'ils n'ont pas eu de chance (18%) ou encore que l'Etat ne fait pas assez pour les plus démunis (17%) ne citent que très légèrement plus souvent l'échec des politiques publiques et sociales comme cause des attentats.

En revanche, la **confiance dans les différentes institutions étatiques** joue un rôle significatif. 26% des personnes faisant très confiance dans les entreprises publiques, 24% qui se fient beaucoup à la justice ou aux organismes de protection sociale, 22% ayant très confiance dans l'école ou encore 21% de ceux faisant « très confiance » au gouvernement pour résoudre les problèmes qui se posent actuellement en France pensent que l'échec des politiques sociales, économiques et éducatives ont causé les attentats du 13 novembre 2015.

⁵⁰ Cf. Fondapol (collectif), Les attentats islamistes dans le monde 1979-2021, Paris, édition septembre 2021.

Graphique 36 Proportion de personnes pensant que l'échec des politiques sociales, éducatives et économiques est la principale cause des attentats du 13 novembre 2015

Selon la confiance (« très confiance ») dans différentes institutions étatiques (en %)



Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021.

Les personnes intéressées par les relations internationales pensent davantage que la politique étrangère de la France compte parmi les principales causes pour les attentats de novembre 2015

S'agissant de l'item « **la politique étrangère de la France** », qui est cité par 17% des Français comme principale raison des attentats du 13 novembre 2015, les différences catégorielles sont tenues. Toutefois, les **hommes** (22% versus 13% de femmes,) se démarquent légèrement tout comme les **professions intermédiaires** (22%). Plus généralement, les préoccupations et l'intérêt pour des questions et politiques internationales influent sur la propension à opter pour cet item. Par exemple, 29% des personnes qui citent l'Europe parmi leurs deux principales préoccupations et 20% de ceux qui s'inquiètent des tensions internationales pensent que la politique étrangère de la France pourrait avoir motivée les actes terroristes de novembre 2015.

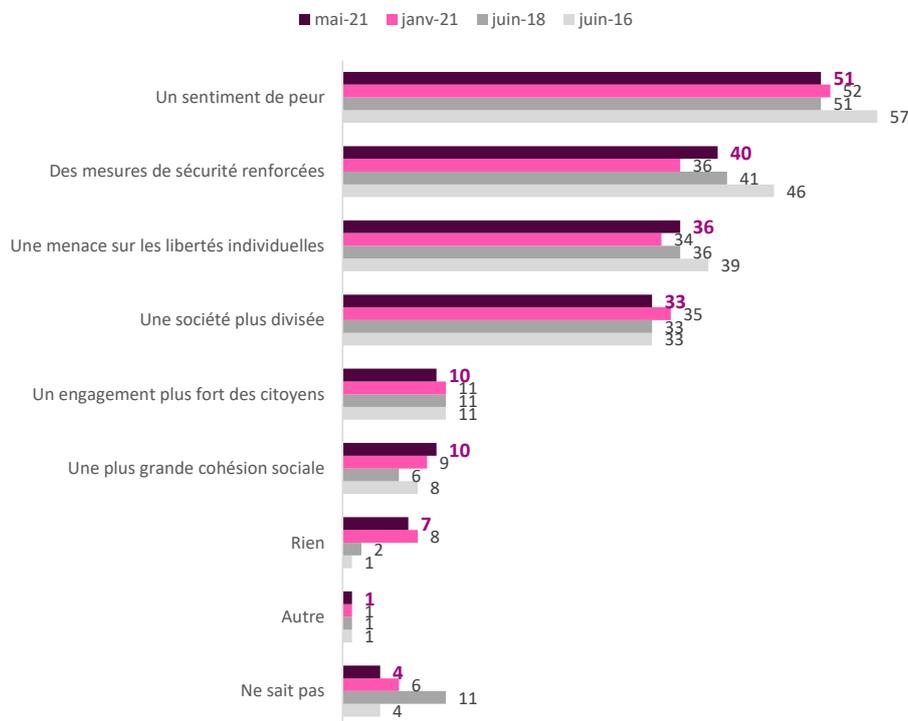
3. La principale conséquence des attentats : un sentiment de peur qui se maintient pour plus de la moitié des Français, des craintes quant aux libertés individuelles qui progressent chez les jeunes

En mai 2021, **plus d'un Français sur deux (51%) considère que « la peur »** est la première conséquence de attentats du 13 novembre 2015. Cette proportion reste stable dans le temps. 40% de nos concitoyens évoquent aussi les **mesures de sécurité renforcées**, instaurées dans une première phase après les attentats de début d'année 2015 (Charlie Hebdo, Hyper Casher, Montrouge) puis dans une phase de renforcement avec une très grande visibilité après les attentats du 13 novembre 2015. Les menaces sur les libertés individuelles arrivent ensuite : 36% évoquent cet aspect. Un tiers des répondants (33%) considèrent que les attentats ont accentué les divisions de la société française et ont érodé la cohésion sociale.

Sur cette question, les opinions sont **restées remarquablement stables dans le temps**.

Remarque méthodologique : A la différence de la question sur les causes des attentats, la question sur ses conséquences comporte une liste d'items qui peut être jugée comme « moins sensible » d'un point de vue politique (pas de référence aux thématiques migratoires, religieuses etc.) et qui, par voie de conséquence, semble moins sujette au changement du mode de recueil entre juin 2018 (enquête en face à face) et mai 2021 (enquête en ligne). C'est la raison pour laquelle, nous avons inclus – là où cela semblait pertinent – dans les comparaisons longitudinales des résultats sociodémographiques les vagues des années 2016 et 2018.

Graphique 37 Quelles sont, selon vous, les deux principales conséquences des attentats du 13 novembre 2015 ? (en %)



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus (2021) ; résidents de France entière âgés de 18 ans et plus (2016, 2018)

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021, janvier 2021, juin 2018, juin 2016.

Lecture : 51% des répondants pensent qu'une des deux principales conséquences des attentats du 13 novembre est un sentiment de peur, contre 57% par rapport à 2016 mais inchangé par rapport à 2018.

Note méthodologique : la méthode de passation de cette question ayant évolué en janvier 2021, les données des années précédentes ont été recalculées pour établir une comparaison à méthodologie constante.

Un sentiment de peur partagée par l'ensemble du corps social

En mai 2021, **le sentiment de peur** suscité par les attentats est partagé par l'ensemble du corps social. **On peut néanmoins observer deux exceptions notables.**

- Les populations qui se sentaient originairement les plus concernées par les attentats citent moins souvent le sentiment de peur qu'en moyenne : les diplômés du supérieur (47%, 4 points en dessous de la moyenne), les étudiants (49%, 5 points en dessous de la moyenne), les habitants de l'agglomération parisienne (44%, -3), les personnes du Groupe 1 (10%, -7) et les personnes du Groupe 2 (37%, -9), à savoir celles qui fréquentent régulièrement les lieux. La sous-représentation de ces catégories peut être lue comme une expression directe de leur envie de résilience connue de la littérature en psychologie sociale comme **syndrome « as/if »** sous lequel l'individu maintient un « semblant » de normalité (dans le déclaratif mais aussi dans ses actions) malgré une peur latente ressentie face à la réalité ou par rapport à un événement traumatisant⁵¹.
- On observe également que les personnes dont la mémoire événementielle/factuelle ou la mémoire circonstancielle est moins bonne qu'en moyenne, citent moins souvent la peur qui semble incompatible avec le processus d'oubli : 47% et 46% respectivement, contre 51% en moyenne. A l'inverse, chez les personnes **très inquiètes des risques terroristes** et chez celles ayant une bonne mémoire factuelle le sentiment de peur qu'évoque le souvenir des attentats du 13 novembre 2015 est davantage présent : 54% chez les inquiets des risques terroristes, 54% chez les personnes ayant une **bonne mémoire factuelle** et 53% chez les personnes dont la **mémoire circonstancielle est intacte**.

Les mesures de sécurité renforcée – une conséquence perçue notamment par les personnes âgées et les catégories aisées

La propension de considérer **les mesures de sécurité** comme principale conséquence des attentats **augmente avec le niveau de vie** et culmine à 46% chez les hauts revenus. Elle **progresses en fonction de l'âge du répondant** pour atteindre 49% des 70 ans et plus (contre 40% en moyenne).

De manière symétrique, l'idée d'une **menace sur les libertés individuelles** est plus présente parmi les catégories modestes et elle progresse dans le temps 39% (+10 points par rapport à 2018) des non-diplômés, 36% (+5 points) des bas revenus, 38% des classes-moyennes inférieures (+5 points) et 39% (+2 points) des ouvriers citent cet item. Il est possible que cette hausse au sein de ces catégories fasse écho aux débats et mobilisations sociales actuelles. Rappelons que ces catégories sont surreprésentées au sein du mouvement des gilets jaunes, mais fournissent également **une grande partie des militants du mouvement contre la vaccination ou contre le passe-sanitaire**⁵². En effet, l'enquête conditions de vie et aspirations montre que 42% des soutiens du mouvement des gilets jaunes ainsi que 41% de ceux qui considèrent, à propos de la période pandémique actuelle, que l'Etat devrait prioritairement préserver et rétablir les libertés individuelles (plutôt que protéger la santé des citoyens), citent cet item, contre 36% en moyenne. Si en 2016 ou encore en 2018, les moins de 25 ans formaient la classe d'âge associant le moins cette conséquence aux attentats, cette génération montre une plus grande propension en mai 2021 à citer cet item. Ainsi, 36% (+8 points par rapport à 2018 mais aussi +4 points par rapport à janvier 2021) évoquent cet aspect. Les critiques sur les violences policières notamment

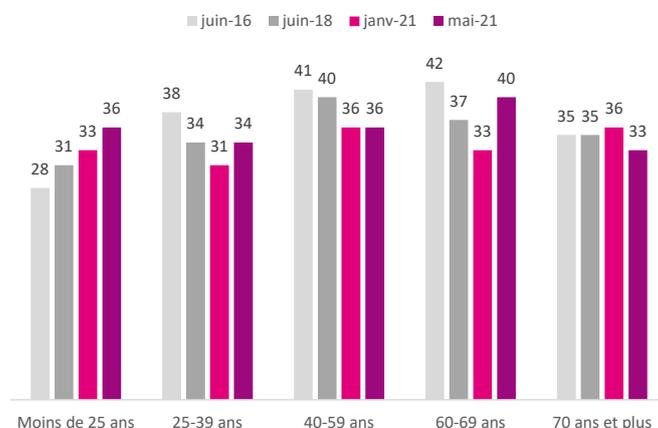
⁵¹ Cf. R. Britton, « The suspension of belief and the « as-if syndrome », Belief and Imagination, London, Routledge, 1998.

⁵² Cf. Alexis Spire et al. Social inequalities in hostility toward vaccination against Covid-19, Yale, MedRxiv, juin 2013.

dans le cadre du mouvement *Black Lives Matter* au sein duquel les jeunes sont très représentés expliquent probablement aussi la progression de la sensibilité de la jeunesse à ces questions.

Graphique 38 Quelles sont, selon vous, les deux principales conséquences des attentats du 13 novembre 2015 ?

La menace sur les libertés individuelles (en %)



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus (vagues 2021) ; résidents de France entière âgés de 18 ans et plus (2016, 2018)

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021, juin 2018, juin 2016.

Les catégories aisées regrettent davantage l'impact des attentats sur les divisions de la société française

Est-ce lié aux différences de regard porté sur le modèle républicain et laïc que nous évoquions plus haut ? En mai 2021, 39% des diplômés du supérieur (contre 27% des non-diplômés) et 37% des hauts revenus (contre 31% des bas revenus) considèrent que les attentats de novembre 2015 ont divisé la société française. Les vagues d'enquête de juin 2016, juin 2018 et janvier 2021 avaient déjà mis en lumière l'existence de **fortes disparités selon le niveau de diplôme et le niveau de revenus, qui sont toujours de mise 5 ans après les faits.**

Comme le souligne G r me Truc, les attentats révèlent « ce à quoi nous tenons », qui est aussi « ce par quoi nous tenons », c'est-à-dire les choses et les personnes qui nous sont chères, les valeurs auxquelles nous sommes collectivement attach es⁵³. Les catégories aisées semblent donc voir davantage que les autres, dans les attentats de novembre 2015, un moment révélant une forme de fracture de la population autour précisément de ces valeurs. Si les mouvements de solidarité et de cohésion sociale qui s'étaient manifestés à la suite directe des attentats, comme par exemple la manifestation « Je suis Charlie », ont été massifs (cette manifestation reste à date d'aujourd'hui la plus grande manifestation en France jamais observ e⁵⁴), ils n'ont pas nécessairement mobilisé toute la France comme en ont témoigné les multiples polémiques autour du refus des minutes de silence dans les écoles ou des hashtags jenesuispasCharlie. En 2016, quelques mois après la tuerie du Bataclan, les fusillades des terrasses, et les explosions du Stade Saint Denis, un quart de la population considérait

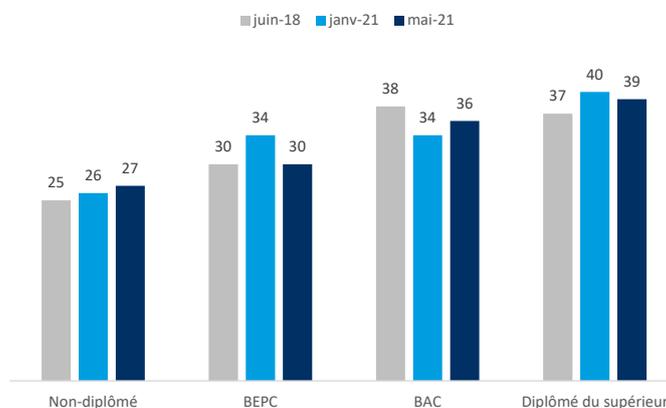
⁵³ G r me Truc, op. cit. p4

⁵⁴ Emmanuelle Prak-Derrington, « Je suis Charlie ». Analyse énonciative et pragmatique d'un slogan de crise, In Cahiers d'Etudes Germaniques, Crises et catastrophes – De la mise en discours à l'argumentation, 2017, p. 19-38.

que l'on parlait trop des attentats du 13 novembre. Une opinion qui était bien plus présente chez les personnes qui s'estimaient défavorisées et se montraient plus en rejet des institutions.

Graphique 39 Quelles sont, selon vous, les deux principales conséquences des attentats du 13 novembre 2015 ?

Une société plus divisée (en %)



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus (vagues 2021) ; résidents de France entière âgés de 18 ans et plus (2016, 2018)

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021, juin 2018, juin 2016.

5. Stabilité de la typologie de l'opinion par rapport aux attentats du 13 novembre

1. Éléments méthodologiques

En juin 2016, plusieurs analyses des correspondances multiples (A.C.M.) ont été réalisées afin de mettre en lumière les différents axes structurant les perceptions des attentats du 13 novembre. Ces A.C.M., réalisées en tenant compte de l'ensemble des questions sur les attentats du 13 novembre, ont mis en avant le rôle particulièrement déterminant de la sensation de proximité déclarée aux attentats, de l'opinion par rapport à la communication autour de ces événements (en parle-t-on trop ? comme il faut ? pas assez) et des opinions sur les causes et conséquences des attaques.

Ces quatre dimensions avaient été utilisées en « variables actives » pour construire une typologie des perceptions des attentats du 13 novembre.

L'espace du graphique ci-dessous rappelle le premier plan factoriel de l'ACM. Les deux premiers axes factoriels expliquent 19% de l'inertie totale et délimitent quatre zones d'opinions très marquées.

Le premier axe, vertical, oppose une lecture positive (en haut du graphique) ; y figure par exemple l'idée que les attentats ont pu renforcer la cohésion sociale ou entraîner plus d'engagement citoyen, à une lecture plus sombre avec notamment des critiques portées sur le manque de moyens de la police ou la liaison faite entre une trop grande présence perçue des immigrés et la survenue de ces attentats.

Le deuxième axe, horizontal, peut se résumer à une opposition entre d'un côté, à gauche de l'axe, une lecture plutôt individuelle à la fois des causes des attentats, imputés à des actes isolés de déséquilibrés, un sentiment de peur et l'espoir d'une sécurité renforcée, offrant un rempart de protection à cette peur personnelle, et de l'autre côté, une vision plus sociétale de l'événement, où les causes évoquées ont trait plutôt à des choix de société qu'ils soient internes (échec des politiques sociales) ou de politique extérieure.

Graphique 40 Analyse en correspondance multiple - Projection des variables actives



Source : Crédoc, Enquêtes Conditions de vie et Aspirations 2016

En juin 2016, 6 catégories de population avaient été identifiées :

- Les tétanisés (19%), qui faisaient de l'événement une lecture individuelle et se manifestaient particulièrement par un sentiment de peur au niveau personnel et d'un renforcement de la sécurité au quotidien.
- Les préoccupés du vivre ensemble (26%) qui faisaient une lecture plus sociale de l'événement et estimaient qu'il engendrait une société plus divisée.
- Les inquiets (14%), qui se situaient à mi-chemin des premiers groupes, entre lecture individuelle et collective de l'événement, en témoignant d'un sentiment de peur post-attentat mais aussi d'une restriction des libertés et d'une société plus divisée.
- Les méfiants (14%) se rapprochaient fortement des « inquiets », de par leur vision noire de l'événement, mais se distinguaient par une défiance généralisée, notamment alimentée par l'idée d'une restriction des libertés individuelles et par un regard légèrement plus critique sur l'immigration.
- Les optimistes (16%) qui estimaient que les attentats avaient eu pour conséquences positives une plus grande cohésion sociale et un plus grand engagement des citoyens
- Les désabusés (3%), qui défendaient l'idée que les attentats n'avaient pas eu d'impact.

La question « À propos des attentats du 13 novembre, diriez-vous : On ne nous parle pas assez des attentats du 13 novembre/ On nous parle suffisamment des attentats du 13 novembre/On nous parle trop des attentats du 13 novembre » n’a pas été posée de nouveau en 2018, ni en 2021. Deux ans et demi après les faits, le contexte médiatique était totalement différent, beaucoup moins dominé par le rappel des événements du 13 novembre. La réponse « on nous parle trop » de ces événements semblait donc beaucoup moins probable et n’aurait pas permis, comme en 2016, de cerner la mise à distance de certains publics aux attaques du Bataclan, Stade Saint Denis et cafés parisiens.

La réalisation d’une typologie s’appuyant des variables actives rigoureusement identiques à celles utilisées en 2016 n’est dès lors pas possible. Toutefois, l’analyse des résultats de la typologie de 2016 avait révélé que, de toutes les variables actives utilisées, la plus éclairante était celle sur les conséquences. La position des répondants sur ces conséquences permet en effet de reconstituer leur perception plus globale des attentats.

Un indicateur a donc été réalisé à partir des deux réponses qu’il était possible d’apporter à la question « Quelles sont, selon vous, les deux principales conséquences des attentats du 13 novembre 2015 ? ». Les six catégories de la typologie ont été redéfinies à l’aune de cet indicateur (Tableau 5). La catégorie des « méfiants », en raison de la proximité de ses réponses avec la catégorie des « inquiets » a été fusionnée avec cette dernière.

Tableau 5 Modalités de réponse utilisées pour construire l'indicateur de perception des attentats

Catégories de la typologie	Modalités de réponses utilisées pour construire l'indicateur
Les tétanisés	« Des mesures de sécurité renforcées » et « un sentiment de peur » Afin de construire l'indicateur, les tétanisés ont été caractérisés comme les répondants ayant à la fois cité un sentiment de peur et des mesures de sécurité renforcées.
Les anxieux regroupant les anciens inquiets et méfiants	« Un sentiment de peur » (en général) sans « mesures de sécurité renforcées » Afin de construire l'indicateur, les anxieux ont été caractérisés comme les répondants ayant cité un sentiment de peur mais sans associer celui-ci à des mesures de sécurité renforcées.
Les préoccupés du vivre-ensemble	« Une société plus divisée » Afin de construire l'indicateur, les préoccupés du vivre ensemble ont été caractérisés comme les répondants ayant cité une société plus divisée. (Les répondants citant une société plus divisée mais également un sentiment de peur sont retranchés de cette catégorie et placés au sein des anxieux).
Les optimistes	« Une plus grande cohésion sociale » ou/et « un engagement plus fort des citoyens » Afin de construire l'indicateur, les optimistes ont été caractérisés comme les répondants ayant cité une plus grande cohésion sociale ou bien un engagement plus fort des citoyens.
Les distants	« Rien », « Autre », « ne sait pas » Afin de construire l'indicateur, les distants ont été caractérisés comme les répondants ayant estimé que les attentats n'avaient pas eu de conséquences.

La base d’enquête de 2016, utilisée pour tester l’indicateur, permet d’attester du bon taux de reclassement des individus concernés par la typologie dans les différentes catégories correspondantes via cette méthode. Ainsi, 98% des répondants identifiés comme des « tétanisés » grâce à la typologie constituée par ACM sont effectivement classés comme « tétanisés » par l’indicateur, de même que 93% des répondants identifiés comme des « méfiants » et des « inquiets » dans la nouvelle catégorie fusionnée des « anxieux ». Les « optimistes » (62% de reclassement) et les « préoccupés du vivre ensemble » (63%) ont des niveaux de reclassement un peu plus faibles mais néanmoins satisfaisants. Les « désabusés » (2016) ou « distants » (2018) n’ont pu être reclassés qu’à 48%, mais leur très faible nombre (soit un reclassement de 26 individus sur 54) limite la portée du décalage.

Au total en 2016, que ce soit via la méthode d'analyse en composante principale ou via l'indicateur ainsi construit on retrouve les groupes dans des proportions très proches.

Tableau 6 Proportion de chaque catégorie en proportion de la population totale pour l'année 2016 (en %)

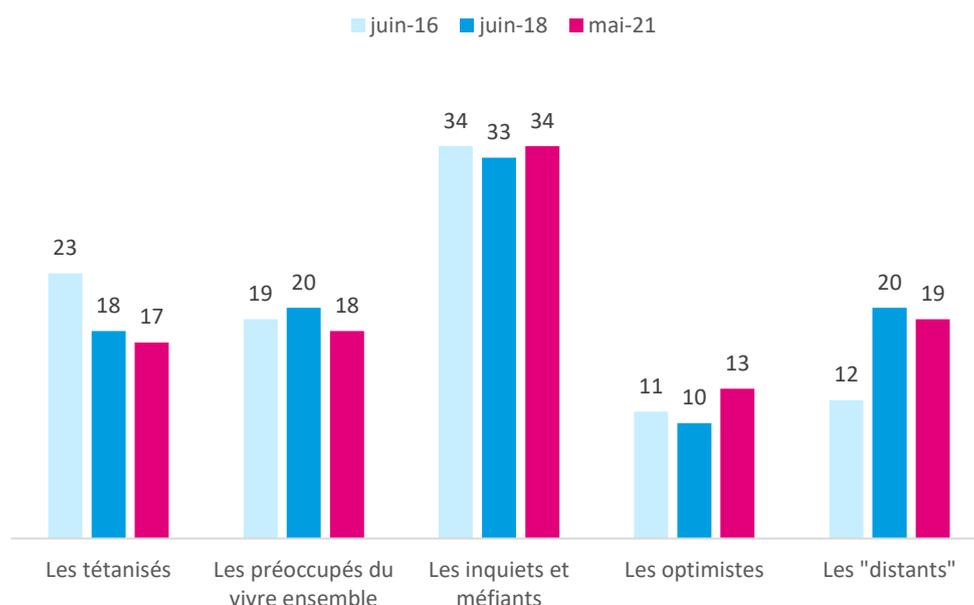
Catégories	Typologie ACM	Indicateur
Les tétanisés	23%	23%
Les préoccupés du vivre-ensemble	26%	20%
Les anxieux	30%	34%
Les optimistes	16%	11%
Les désabusés (2016) /distants (2018)	12%	20%

Cet indicateur a donc ensuite pu être construit également à partir des données de la vague de juin 2018, puis en mai 2021 à partir des mêmes modalités de réponses. Il offre ainsi l'intérêt de suivre l'évolution du poids de ces différentes catégories dans le temps.

2. Les Français moins nombreux à être tétanisés par les attentats du 13 novembre 2015

La comparaison de l'indicateur de perception des attentats entre juin 2018 et mai 2021 met tout d'abord en lumière la relative stabilité des catégories. Les écarts se sont faits entre 2016 et juin 2018, alors que les proportions restent relativement homogènes entre juin 2018 et mai 2021. Les inquiets ou méfiants sont un peu plus nombreux (34%, +1) tandis que la proportion des tétanisés (17%, -1) et des préoccupés du vivre ensemble (18%, -2) recule légèrement. 13% des répondants se regroupent sous la bannière des optimistes (+3) et 19% (-1) se caractérisent par être « distant »

Graphique 41 Entre 2016 et 2021, moins de personnes « tétanisées » mais plus d'un tiers inquiet ou méfiant (en %)



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus (2021) ; résidents de France entière âgés de 18 ans et plus (2016, 2018)

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, mai 2021, janvier 2021, juin 2018, juin 2016.

Le tétanisé (17%)

Les « tétanisés » pointent deux conséquences aux attentats du 13 novembre : « Des mesures de sécurité renforcées », « un sentiment de peur ».

Les tétanisés sont la catégorie **citant le plus souvent le 13 novembre 2015** parmi les attentats les ayant marqués : 52% d'entre eux le font contre 45% des Français en moyenne. Ils abordent les attentats sous un angle **individuel**, comme découlant des actes de **déséquilibres**. 41% des tétanisés estiment qu'il s'agit d'une des causes possibles des attentats, contre 30% des Français en moyenne.

Ce groupe est marqué par **une connaissance plus précise des éléments des attentats du 13 novembre**. 38% se souviennent du nombre exact de morts (contre 31%) et 22% pointent avec précision le nombre exact de terroristes (contre 18%). 67% n'ont rien oublié des circonstances sous lesquels ils ont appris les événements (contre 61% en moyenne). 50% citent avec précision les lieux des attaques (contre 44%) en moyenne.

La peur qui s'installe dans ce groupe pourrait pour partie s'expliquer par leur fort **attachement à un grand nombre de dimensions de la vie**, que ce soit à leurs proches (74% attribuent la note maximale à l'importance qu'ils accordent à leur propre famille et à leurs enfants contre 67% des Français) ou

encore à leurs amis (23% vs. 21%). **Vivant la vie avec plus d'intensité, ils sont aussi inquiets de ce qu'ils pourraient perdre.** Les tétanisés s'avèrent ainsi un peu plus inquiets pour eux-mêmes et leurs proches des agressions dans la rue (60% vs. 58%) mais aussi du terrorisme (68% vs. 65%).

La lecture des attentats de novembre à travers le prisme individuel ne les empêche pas d'avoir des préoccupations fortes en termes de cohésion sociale. Mais là encore, la dimension de la responsabilité individuelle intervient. Ainsi, ils sont 59% à s'inquiéter de la cohésion sociale en France (contre 52%). Or, ils considèrent plus souvent que ce sont des comportements de certains (incivisme) qui en sont à l'origine (40% contre 38%). De même, ils estiment que le facteur qui pourrait renforcer la cohésion sociale et améliorer le vivre ensemble, sont les efforts de chacun en la matière.

De manière plus générale, ils se préoccupent plus souvent des maladies (29% contre 22%) et de la violence et de l'insécurité (54% contre 47%). Lorsqu'ils estiment qu'une transformation de la société française est nécessaire, les tétanisés sont les plus partisans de **réformes progressives** plutôt que de changements radicaux (43% contre 41%).

En termes de profil sociodémographique, le type d'agglomération de résidence a un impact sur cette catégorie : 25% des habitants de **communes rurales** constituent cette catégorie contre 22% au sein de la population française.

Les préoccupés du vivre ensemble (18%)

Les « préoccupés du vivre ensemble » pointent une grande conséquence aux attentats du 13 novembre : une société plus divisée.

Les préoccupés du vivre ensemble restent marqués par une perception **collective** des attentats. Les répondants recherchant les causes des attentats du côté de **l'échec des politiques sociales, économique et éducative** (+8 points par rapport à la moyenne) ou de la politique étrangère de la France (+4) se retrouvent bien plus souvent parmi cette catégorie. En 2021, les personnes estimant que des **tensions culturelles ou religieuses** ont pu conduire aux attentats sont plus représentées au sein de ces préoccupés du vivre ensemble qu'au sein de la population française (+11). Il va de même pour l'idée qu'un nombre trop élevé d'immigrés serait à l'origine des attentats du 13 novembre 2015 (+5).

De manière générale, les préoccupés du vivre ensemble valorisent fortement l'idée d'une cohésion sociale : 14% attribuent la plus forte note possible (7/7) à l'importance qu'ils accordent à la **cohésion sociale** contre 11% des Français et 12% font des conflits sociaux l'une de leurs principales préoccupations (contre 9% des Français). Ils ont plus souvent qu'en moyenne de la sympathie pour le mouvement des gilets jaunes (23% vs. 20%). Ils estiment davantage que la cohésion sociale en France n'est pas très forte (27% vs. 20%) et que l'école constitue le facteur qui pourrait renforcer cette cohésion sociale (19% vs. 15%).

Comme en 2016 et 2018, les préoccupés du vivre ensemble comptent plus **d'hommes** (54% contre 48% dans la population), plus particulièrement constitués de catégories **aisées, diplômées et urbaines**. Ainsi, deux tiers des préoccupés ont un niveau de diplôme supérieur (35% vs. 32%) ; 12% sont des cadres (vs. 9%), 32% (vs. 30%) appartiennent aux classes moyennes supérieures et 17% aux hauts revenus (vs.16%). En outre, 20% des préoccupés vivent dans l'agglomération parisienne (vs. 16%).

Ils sont **moins inquiets que les autres Français sur le plan individuel**, que ce soit des maladies, du chômage, des agressions dans la rue ou de la guerre, ils se préoccupent plus de la dégradation (40%

vs. 36%) des conditions de vie de leurs concitoyens dans 5 ans. De plus, 44% d'entre eux (contre 38% des Français) pensent qu'il est possible de **faire confiance** aux autres.

En lien avec leur profil plus aisé, les préoccupés du vivre ensemble sont plus nombreux à **se souvenir** des éléments liés aux **attentats du 13 novembre** que la moyenne des Français : c'est le cas de 47% des préoccupés contre 44% des Français en moyenne. Ils sont aussi plus nombreux à citer les **attentats de janvier 2015** en France parmi les actes terroristes les ayant marqués (49% contre 45% en moyenne).

Les anxieux (34%)

Les « anxieux » pointent une grande conséquence aux attentats du 13 novembre : un sentiment de **peur** ainsi qu'une **menace pour les libertés individuelles**, mais sans l'associer à l'idée d'une sécurité renforcée. En termes de conséquences ils craignent également une **société plus divisée** (45% vs. 33%).

En mai 2021, les anxieux estiment qu'un **nombre trop important d'immigrés** était l'une des causes des attentats du 13 novembre 2015 (+3 points par rapport à la moyenne des Français). De même, ils citent un peu plus souvent que les autres Français les **tensions religieuses et culturelles** au sein de la société française à cet égard (+4).

Leur attitude de méfiance et inquiétude par rapport aux attentats s'inscrit dans une **anxiété généralisée** : 67% d'entre eux estiment qu'on n'est jamais assez méfiant (contre 61% des Français), 29% (vs. 26%) s'inquiètent d'au moins trois sources d'inquiétude différentes (maladie, agression dans la rue, accident de la route, accident de centrale nucléaire). Par ailleurs, les anxieux reconnaissent avoir souffert de nervosité dans le mois ayant précédé l'enquête (36%) davantage que la population en général (34%). 40% ont souffert d'insomnies (vs. 38%).

La surreprésentation des **femmes** observée en 2018 et en 2016 se poursuit. En 2021, 35% des inquiets et méfiants sont des femmes (vs. 32% des hommes). On notera également une surreprésentation des employés et des ouvriers (respectivement 36% et 39% vs. 34% en moyenne). Cette surreprésentation des employés et ouvriers, déjà observée en 2016 et 2018, se complète en 2021 d'une surreprésentation, bien qu'à la marge (+3 à +2 points par rapport à la moyenne), des **classes moyennes inférieures (37%) et des bas revenus (36%)**.

Les optimistes (13%)

Les optimistes sont représentés par des résidents français souhaitant voir les attentats comme **un événement ayant fédéré le pays par un plus grand engagement des citoyens au niveau individuel** – ce qui les distingue des préoccupés du vivre ensemble - et par une plus grande cohésion sociale mais aussi un renforcement des mesures de sécurité. Ce sont les plus nombreux à se remémorer **les circonstances de leur prise de connaissance des attentats** : 70% d'entre eux en sont capables contre 66% des Français.

Comme les préoccupés du vivre-ensemble, les optimistes valorisent fortement l'idée d'une **cohésion sociale** : 12% attribuent la plus forte note possible (7/7) à l'importance qu'ils accordent à la cohésion sociale contre 10% des Français. Ces répondants estiment qu'une des causes des attentats **est la politique étrangère de la France** un peu plus souvent qu'en moyenne (+6 points). Ils estiment également que **l'échec des politiques sociales, économiques** et éducatives a conduit aux attentats (+6). De même, l'opinion que les attentats proviennent d'un **manque de moyens des forces de l'ordre**

y est aussi plus fortement représentée (+7 points par rapport à la moyenne des Français citant cette cause).

Ils ont également tendance à sous-estimer le nombre de victimes (34% vs. 27%) mais aussi le nombre de terroristes (49% vs. 45%), bien que les personnes appartenant au Groupe 1 sont surreprésentées dans cette catégorie (18% vs. 8%). **Cette tension entre sous-estimation des éléments factuels malgré une appartenance au Groupe 1 (indicateur d'une grande proximité intime et affective avec l'événement) peut être interprétée comme le signe d'une forme de volontarisme affirmé de passer à autre chose.**

La dénomination de cette catégorie d'optimistes résume un positionnement plus général que celui en lien avec les attentats : 71% d'entre eux se déclarent heureux « très souvent » ou « assez souvent » contre 64% des Français en moyenne. La sociabilité a une place de choix dans leur vie : 22% en reçoivent à leur domicile au moins une fois par semaine (contre 16% des Français). 49% des optimistes affirment de plus qu'il est possible de **faire confiance** aux autres (contre 37% des Français).

Les optimistes sont plutôt des **hommes** : 52% des optimistes sont de sexe masculin en 2021. Ils appartiennent à des **hauts revenus** (18% vs. 16%). Les répondants âgés de 25-39 ans (19% vs. 16%) et les moins de 25 ans (19% vs. 18%) se trouvent légèrement plus souvent dans ce groupe. Les optimistes sont également plus souvent des détenteurs d'un BEPC (47% vs. 42%). Le lieu de résidence devient une autre particularité de cette catégorie des optimistes puisque 18% d'entre eux habitent des communes **de 20 000 à 100 000 habitants**, contre 14% de la population française. Des différences territoriales pourraient ainsi être en cours de formation, sans doute aussi en lien avec l'éloignement ou la proximité des lieux des attentats.

Les « distants » (19%)

Ces répondants n'ont pas été classés car ils ont répondu qu'ils ignoraient quelles étaient les conséquences des attentats, qu'aucune des conséquences proposées ne leur semblait pertinente (modalité « autres ») ou que les attentats n'avaient eu aucune conséquence (« rien »). Cette catégorie connaît des évolutions en termes de sa composition sociodémographique. En mai 2021, elle est désormais plutôt féminine 54% (vs. 52% en moyenne), jeune (19% vs. 17%) alors qu'en en juin 2018 elle a été constituée d'hommes (55%), de personnes de 70 ans et plus (19%). Toutefois, elle conserve la surreprésentation de non-diplômés parmi ses rangs (14% vs. 9%)

Les « distants » témoignent d'une certaine distanciation à l'égard des attentats du 13 novembre 2015. 85% n'ont aucun rapport personnel avec les attentats (vs. 82% en moyenne). De même ; ils témoignent également d'une **distance** à ces événements. Il s'agit de la catégorie citant moins le 13 novembre 2015 parmi les actes terroristes les ayant marqués : 37% contre 45% des Français. Ils citent également moins souvent les attentats de janvier 2015 (-7 points).

Les distants ont plus souvent oublié au moins un élément factuel liés aux attentats, c'est-à-dire les lieux des attaques, le nombre de morts et le nombre de terroristes (+13 points d'oubli par rapport à la moyenne) mais aussi les circonstances de leur prise de connaissance des attentats.

6. Annexe

Bibliographie

- Busekist Astrid von, Politiques de la langue et constructions nationales : l'exemple belge, Paris, 1996.
- Anzieu-Premmeur, C. 2002, Après le 11 septembre 2001 à New-York. *Revue française de psychanalyse* 03 (66) : 865-876.
- Bianquis, G., et L. Castell. 2018. Les attentats nous terrorisent-ils ? L'impact des attentats du 13 novembre 2015 sur l'opinion publique. *Les dossiers de la DRESS* (24).
- Bidart Claire, Les âges de l'amitié – Cours de la vie et formes de la socialisation, In *Transversalités*, 2010/1, n°113.
- Boussaguet, L. et F. Faucher. 2017. Quand l'État convoque la rue : La marche républicaine du 11 janvier 2015. *Gouvernement et action publique*, 2(2), 37-61.
- Boussaguet, L. et F. Faucher. 2018. La construction des discours présidentiels post-attentats à l'épreuve du temps, *Mots. Les langages du politique* (118) : 95-115.
- Brice Lucie, Mémorisation des attentats du 13 novembre 2015 – 2 ans et sept mois après (vague de juin 2018), CREDOC, Paris, 2019.
- Brice, L., P. Croutte, E. Daudey, N. Guisse, S. Hoibian, et F. Lehuédé. 2016a. 2016 À Paris comme ailleurs : Fluctuat nec mergitur. *Note de conjoncture du CRÉDOC*.
- Brice, L., S. Hoibian, C. Millot, et D. Peschanski. 2016b. La mémorisation et perception des attentats du 13 novembre 2015 en France, 6 mois après. Rapport du CRÉDOC dans le cadre du *Programme 13 novembre*.
- Briera Thibaut et Hoibian Sandra, Mémorisation des attentats du 13 novembre 2015 – trois ans après (vague de janvier 2019), CREDOC, Paris, 2019, <https://www.credoc.fr/publications/memorisation-des-attentats-du-13-novembre-2015-trois-ans-apres-rapport>
- Britton, « The suspension of belief and the « as-if syndrome », *Belief and Imagination*, London, Routledge, 1998.
- Brown, R., et J. Kulik. 1977. Flashbulb memories. *Cognition* 5 (1) : 73-99.
- Calabrese Steimberg, L. 2011. De Hiroshima aux Twin Towers : les désignants d'événements, une mémoire de l'actualité ?. *Itinéraires* 2011 (2).
- Champagne, P. 2000. L'événement comme enjeu. *Réseaux* 100 : 403-426.
- Christianson, S.-A. 1989. Flashbulb memories : Special, but not so special. *Memory & Cognition* 17 (4) : 435-443.
- CNRS, [Comment la société réagit-elle face aux attentats ? | CNRS Le journal](#), 9/11/2020
- Collins R. 2004, *Interaction ritual chains*, Princeton, Princeton University Press
- Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis, *11 septembre, Rapport final de la Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis*, collectif, Editions des Equateurs, septembre 2004, 512 pages.
- Courbet, D., et M.-P. Fourquet-Courbet. 2003. Réception des images d'une catastrophe en direct à la télévision : Étude qualitative des réactions provoquées par les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis au travers du rappel de téléspectateurs français. *Review of Applied Psychology / Revue Européenne de Psychologie Appliquée* 53 (1).
- CREDOC, Travaux méthodologiques sur le passage d'enquêtes en face à face/en ligne, <https://www.credoc.fr/publications/une-approche-de-leffet-du-passage-sur-internet-dune-enquete-en-population-generale>
- CROUTTE, P., DAUDEY, E. HOIBIAN, S. (Crédoc), LEGLEYE, S., CHARRANCE., G (Ined), *Une approche de l'effet du passage sur Internet d'une enquête en population générale*, Paris, Crédoc, 2015.
- CROUTTE, P., DAUDEY, E. HOIBIAN, S. (Crédoc), LEGLEYE, S., CHARRANCE., G (Ined), *Une approche de l'effet du passage sur Internet d'une enquête en population générale*, Paris, Crédoc, 2015.
- CYRULNIK, Boris, « Traumatisme et résilience », *Rhizome*, 2018/3-4 (N° 69-70), p. 28-29. DOI : 10.3917/rhiz.069.0028. URL : <https://www.cairn.info/revue-rhizome-2018-3-page-28.htm>
- Desnos, R., ed. 1962. *La liberté ou l'amour suivi de Deuil pour Deuil*. Gallimard.
- DJEPVA-INJEP, CREDOC, *Baromètre DJEPVA sur la Jeunesse 2018*, 2018
- DREES, BVA opinion. 2017. *Baromètre d'opinion de la DREES sur la santé, la protection sociale et les inégalités : principaux enseignements de l'enquête 2016*.
- EQLS (European Quality of life survey) 2016
- Er, N. 2003. A new flashbulb memory model applied to the Marmara earthquake. *Applied Cognitive Psychology* 17 (5) : 503-517.
- Erner Guillaume, *La société des victimes*, Editions la Découverte, 2006.

- Espinat, M. 2016. Rhétorique de la terreur après les attentats parisiens : réflexions sur l'émergence de quelques phrasèmes. *ELIS - Echanges de linguistique en Sorbonne*, Université Paris Sorbonne, 4 (1) : 60-89.
- Eustache, F. et alii, dir., 2018 *La mémoire au futur*, Paris, Éditions Le Pommier et Observatoire B2V des Mémoires, p. 122-123
- Eustache, F., et D. Peschanski. 2017. 13-Novembre : un vaste programme de recherche transdisciplinaire sur la construction de la mémoire. Editorial, *Médecine/Sciences* 33 : 211-2.
- Eustache, F., J-G Ganascia, R. Jaffard, D. Peschanski et B. Stiegler. 2014. *Mémoire et oubli*, Éditions Le Pommier, coll. « L'Observatoire B2V des mémoires, n°1 ».
- Finkenauer, C., O. Luminet, L. Gisle, A. El-Ahmadi, M. Van Der Linden, et P. Philippot. 1998. Flashbulb memories and the underlying mechanisms of their formation : toward an emotional-integrative model. *Memory & Cognition* 26 (3) : 516-531.
- Fondapol (collectif), *Les attentats islamistes dans le monde 1979-2021*, Paris, édition septembre 2021.
- France 2. 2001. Journal télévisé (11 septembre 2001). Ina Société.
https://www.youtube.com/watch?v=m5N35vvX_xA
- Freud Sigmund Freud, *Le refoulement*, In *Métapsychologie* (1915), Paris, 1986.
- Gandolphe, M.-C., et M. El Haj. 2016. Flashbulb memories of the Charlie Hebdo attack. *Journal of Psychology and Cognition* 1 (1) : 20-28.
- Garcin-Marrou, I. 2001. *Terrorisme, médias et démocratie*. Lyon : Presses universitaires de Lyon.
- Goffman Erwing, *Frame Analysis : An essay on the organization of experience*, Boston, Northeastern University
- Grinshpun Yana, *Le dispositif victimaire et sa disqualification – De la victime à la victimisation : la construction d'un dispositif discursif*, *Argumentation & Analyse du discours*, 19/2019.
- Haddad, K. 2017. La forme d'une ville. Géographie d'après les attentats. In *Aimer Paris. Regards exotopiques sur une ville capital(e) de la modernité*. Porto : De Almeida, Laurel & De Jesus Cabral.
- Halbwachs M. (1997) [1950], *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel. ,p. 162
- Halbwachs Maurice, *La topographie des évangiles en terre sainte : Etude sur la mémoire collective*. Paris, PUF, 1972.
- Halbwachs Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris, PUF, 1952.
- Hoibian Sandra, *La cohésion sociale à l'épreuve de l'individualisation* thèse de doctorat, 2020
- Hoibian Sandra, Victor Prieur, Denis Peschanski, Francis-Eustache, *Les attentats du 13 novembre 2015, un marqueur de la mémoire collective*, CMV n°302, CREDOC, Paris, novembre 2018, <https://www.credoc.fr/publications/les-attentats-du-13-novembre-2015-un-marqueur-de-la-memoire-collective>
<https://www.credoc.fr/publications/les-attentats-du-13-novembre-2015-un-marqueur-de-la-memoire-collective>
- Hoibian, S. 2013. Les Français en quête de lien social. *Collection des rapports*, n°R292 Paris CRÉDOC.
- Hoibian, S. 2014. Le modèle social à l'épreuve de la crise. *Baromètre de la cohésion sociale 2014. Collection des Rapports*, n°R312 Paris CRÉDOC.
- <http://www.espacestems.net/articles/venir-a-ground-zero-se-souvenir-du-11-septembre/>
- <https://laviedesidees.fr/Une-France-moins-xenophobe.html>
- <https://www.girlsandgeeks.com/2015/11/14/le-13-novembre/>
- <https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/2586377/LOGFRA17.pdf>
- <https://www.slideshare.net/Sofres/baromtre-2016-de-confiance-des-franais-dans-les-media>
- Insee Références, édition 2017 - Dossier - La mobilité résidentielle.
- Insee Références, édition 2017 - Dossier - La mobilité résidentielle
- Koren, R. 1996. *Les enjeux éthiques de l'écriture de presse et la mise en mots du terrorisme*. Paris : L'Harmattan.
- Lamy, A. 2006. Les spécificités du traitement médiatique dans l'urgence. L'exemple des attentats du 11 septembre 2001. *Communication et organisation* 29 : 108-122.
- Lecoq, T. 2015. Le 13 novembre (Billet du blog Girls and Geeks du 14 novembre 2015).
- Lefébure P., Roche, É., Sécail, C., 2018, *Les attentats du 13 novembre en direct à la télévision : mise en récit de l'événement et de ses ramifications* », *Mots. Les langages du politique* (118) : 37-57
- Lefebvre Remi, « Proximité », *Mots*, ENS Editions, n° 77, mai 2005, 74p.
- Legleye Stéphane, Ined & Université Paris-Saclay, University of Paris-Sud, UVSQ, CESP, INSERM ; Hoibian Sandra, Crédoc ; Cubillé Jérôme, EDF ; Croutte Patricia, Crédoc, Charrance Géraldine, Ined, Répliquer une enquête face-à-face sur un access panel web ? Une comparaison multipanels, article présenté au 9ème colloque francophone sur les sondages, Université du Québec en Outaouais, 11 au 14 octobre 2016
- Lizé Masclef, N. 2019. De Charlie au Bataclan : retour sur la médiatisation des attentats de 2015. *La Revue des Médias*
- Luminet, O. 2009. Models for the formation of flashbulb memories. In *New issues and new perspectives*. New York : Luminet & Curci.

- Malherbe, C. 2016. Attentats du 13 novembre : la saturation des écrans TV. *INA*.
<https://www.inaglobal.fr/television/article/attentats-du-13-novembre-la-saturation-des-ecrans-tv-9355>
- Manciaux Michel, « La résilience. Un regard qui fait vivre », *Études*, 2001/10 (Tome 395), p. 321-330. DOI : 10.3917/etu.954.0321. URL : <https://www.cairn.info/revue-etudes-2001-10-page-321.htm>
- Marcé, C., C. Morisson, et C. Brezet. 2016. Baromètre 2016 de la confiance médiatique. *Kantar Sofres*.
- Marr Maira, S. 2016. *The 9/11 Generation*, NY Press
- MAYER N. et al., Evolution et structures des préjugés : Le regard des chercheurs – Chapitre II.1. Questions de méthode, 2020.
- Mayer Nonna, Michelat Guy, Tiberj Vincent, Vitale Tommaso, «Questions de méthode», CNCDH, La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2018, Paris, La Documentation française, 2019, p. 73-86.
- Mayer, N., et V. Tiberj. 2016. Who were the « Charlie » in the Streets? A Socio-Political Approach of the January 11 Rallies. *International Review of Social Psychology* 29 (1) : 59-68.
- Mayer, N., G. Michelat, V. Tiberj, et T. Vitale. 2016. Le retour inattendu de la tolérance. In *Rapport sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie 2015*. Paris : CNCDH.
- Meyer Geoff, « A Stab in the Back on a Sunday Morning »- The Melodramatic Imagination and Pearl Harbour, in T. Barta (éd), *Screening the Past : Film and the Representation of History*, Westport, Praeger, 1998, pp. 83-92
- Millot, C., J. Müller, E. Lallement, C. Renzi, et J. Dezellus. 2017. Les visites patrimoniales progressent encore chez les Français, signe d'un attachement fort et durable. Note de synthèse du CRÉDOC pour la Direction générale des patrimoines.
- Moirand, S. 2007. *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*. Paris : PUF.
- Moirand, S. 2014. L'événement « saisi » par la langue et la communication. *Cahiers de praxématique* 63.
- Moirand, S., et S. Reboul-Touré. 2015. Nommer les événements à l'épreuve des mots et de la construction du discours. *Langue française* 188 : 105-120.
- Müller Jörg, A qui profite l'histoire ? Définitions et révisions de la fonction politique de l'histoire dans les processus de la construction identitaire autrichienne, Paris, 2010.
- Neveu, E., et L. Quéré, ed. 1996. Le temps de l'événement. *Réseaux* 75 : 7-133.
- Nicolas, S. 1992. Hermann Ebbinghaus et l'étude expérimentale de la mémoire humaine. *L'année Psychologique* 92 (4) : 527-544.
- Niemeyer, K. 2018. Un journalisme d'empathie ? Le mémorial du *Monde* pour les victimes des attentats du 13 novembre 2015. *Mots. Les langages du politique*, 118(3) : 59-74.
- Ory, P. 2016. *Ce que dit Charlie. Treize leçons d'histoire*. Paris : Gallimard.
- Peschanski, D., et F. Eustache. 2016. 13-Novembre et mémoire traumatiques. *Revue de neuropsychologie* 8 (3) : 155-157.
- Paez D., Rim B., Basabe N., Wlodarczyk A., & Zumeta L. (2015, March 30). Psychosocial Effects of Perceived Emotional Synchrony in Collective Gatherings, *Journal of Personality and Social Psychology*.
- Pierre Philippe, Peschanski Denis, Klein-Peschanski Carine, Cartron-Picart Héloïse, (dir.), *Victimes du terrorisme – La prise en charge*, Paris, 2020.
- Pierre Philippe, September 11th-12th. The individual and the State faced with terrorism. 2013.
- Prak-Derrington Emmanuel, « Je suis Charlie ». Analyse énonciative et pragmatique d'un slogan de crise, In *Cahiers d'Études Germaniques, Crises et catastrophes – De la mise en discours à l'argumentation*, 2017, p. 19-38.
- Pratiques culturelles des Français, Ministère de la culture, données 2018.
- [Publications scientifiques | Programme 13-Novembre \(memoire13novembre.fr\) : https://www.memoire13novembre.fr/content/publications-scientifiques](https://www.memoire13novembre.fr/content/publications-scientifiques)
- Quéré, L. 2006. Entre fait et sens, la dualité de l'événement. *Réseaux* 139 : 183-218.
- Rapport de la CNCDH, sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, année 2019.
- Ricoeur Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Editions du Seuil, 2000.
- Ricœur, P. 1991. Évènement et sens. *Raisons pratiques* 2 : 41-56.
- Rubin, D., et S. Umanath. 2015. Event Memory: A Theory of Memory for Laboratory, Autobiographical, and Fictional Events. *Psychological Review* 122 (1) :1-23.
- Salas, D. 2016. Après les attentats, la saine colère des victimes. *Esprit* 2016 (3) : 156-166.
- Scholz, C., et S. Materna (trad.). 2016. Quelques réflexions sur la génération Bataclan. *Villa Europa* 2016 (7) : 49-53.
- Spire Alexis et al. Social inequalities in hostility toward vaccination against Covid-19, Yale, MedRix, juin 2013.
- Tiberj, V. 2017. Une France moins xénophobe ?. In *Se saisir des attentats*. Duvoux, Truc.
- Tinti, C., S. Schmidt, S. Testa, et L. J. Levine. 2014. Distinct processes shape flashbulb and event memories. *Memory & Cognition* 42 (4) : 539-551.

- Truc, G. 2015. Venir à Ground Zero, se souvenir du 11-Septembre. EspacesTemps.net.
- Truc, G. 2016. *Sidérations. Une sociologie des attentats*. Paris : PUF.
- Veniard, M. 2018. La presse devant les attentats terroristes : usages journalistiques du mot guerre (Paris, 2015). *Mots. Les langages du politique* 2018/1 (116) : 91-109.
- Weber Max, *Wirtschaft und Gesellschaft*, Tübingen, 1972/1921, p. 21 sq.
- Wertsch, J. V. 2002. *Voices of Collective Remembering*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Zuber Valentine, La laïcité française, une exception historique, des principes partagés, In *Revue du droit des religions, Convictions religieuses et ajustements de la norme*, n°7, 2019, pp. 193-205.

Données complémentaires

Tableau 7 : Nombre de victimes décédées dans les différents attentats et cumul des citations spontanées données de l'attentat correspondant en réponse à la question demandant quels événements terroristes ont le plus marqué la personne depuis l'an 2000

Attentat	Victimes	Effectif
Attentats du 13 novembre 2015 en France	130	1418
Attentat du 14 juillet 2016 à Nice	86	874
Attentats du 11 septembre 2001	2977	805
Attentats de janvier 2015 en France	17	744
Attentats de mars 2012 en France	7	80
Attentat de l'église de Saint-Étienne-du-Rouvray du 26 juillet 2016	1	59
Attaques à Carcassonne et à Trèbes du 23 mars 2018	4	56
Attentats à Bruxelles du 22 mars 2016	32	30
Attentats de Madrid du 11 mars 2004	191	25
Attentat à la gare de Marseille Saint-Charles du 01 octobre 2017	2	19
Attentats en Catalogne des 17 et 18 août 2017	16	16
Attentat de Westminster du 22 mars 2017	5	13
Attentats de Londres du 7 juillet 2005	52	12
Attentats de 1995 en France	8	9
Attentat du train Thalys le 21 août 2015	0	8
Fusillade du 12 juin 2016 à Orlando	49	8
Attentat du 19 décembre 2016 à Berlin	12	8
Attentat du Marathon 2013 de Boston	3	7
Attentat à Manchester du 22 mai 2017	22	7
Double meurtre du 13 juin 2016 à Magnanville	2	7
Attaque du musée du Bardo, 18 mars 2015	22	5
Fusillade de Las Vegas du 01 octobre 2017	58	4
Attaque de l'hôtel Byblos de Sévaré, 7 août 2015	9	4
Attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo du 20 mars 1995	13	4
Attaque de Liège du 29 mai 2018	3	3
Attentat de la Griba à Jerba du 11 avril 2002	19	3
Mort d'un policier aux Champs-Élysées le 20 avril 2017	1	3
Attentats terroristes de 2011 en Norvège	77	2
Attentat du 28 avril 2011 à Marrakech	17	2
Prise d'otages du théâtre de Moscou d'octobre 2002	130	2
Fusillade à Istres du 25 avril 2013	3	2
Attentats de 1986 en France	7	1
Massacre de l'école militaire de Peshawar du 16 décembre 2014	141	1
Attaque à Gaza du 14/05/2018	59	1
Attentat du 7 avril 2017 à Stockholm	5	1
Fusillade du 22 juillet 2016 à Munich	9	1
Attentats de Moscou du 29 mars 2010	39	1
Attentat à Karachi du 8 mai 2002	14	1
Attentat des aéroports de Rome et de Vienne du 27 décembre 1985	19	1
Attentat de Sousse, 26 juin 2015	38	1
Attaque à Orly du 18 mars 2017	0	1
Attentats de Casablanca du 16 mai 2003	33	0
Attentat de Saint-Quentin-Falaviers du 26 juin 2015	1	0

Attentats de Stockholm en 2010	0	0
Attentat d'Istanbul du 28 juin 2016	45	0
Attentat du Musée juif de Belgique, 24 mai 2014	4	0
Attentats à Ankara de 2015	100	0
Attentats à Ankara de 2016	38	0

Note de lecture : les actes terroristes ont été ordonnés en fonction du nombre de répondants (effectifs) les ayant cités.

Questionnaire

Q1 Pouvez-vous citer les actes terroristes commis dans le monde ou en France qui vous ont le plus marqué depuis l’an 2000 ? (3 réponses possibles)

/ _____ /

--	--

Q2 Pouvez-vous citer précisément les différents endroits où ont eu lieu les attentats du 13 novembre 2015 ?

/ _____ /

--	--

*Instruction enquêteur
N’a jamais entendu parler, ne sait pas*

99

Q3 Par rapport aux attentats du 13 novembre 2015 ? Vous...
(Plusieurs réponses possibles)

- . êtes une victime personnelle ou un témoin direct (présent sur les lieux des attentats) ... 1
- . connaissez personnellement une victime ou un témoin direct (famille, amis, autres connaissances)..... 2
- . fréquentez régulièrement les lieux des attentats (vous habitez dans le quartier, vous y rendez pour les loisirs, le travail, faire des achats, etc.)..... 3
- . avez connaissance de ces lieux (vous les avez déjà fréquentés par le passé, vous connaissez quelqu’un qui réside dans ces quartiers, etc.) 4
- . n’avez aucun lien personnel avec les lieux, les victimes ou les témoins directs 5
- . Autre (précisez) 6
- . *Ne sait pas* 7

Q4 Comment avez-vous pris connaissance des attentats du 13 novembre 2015 ?
(Une seule réponse possible)

- . J’étais directement impliqué(e)..... 1
- . Je l’ai appris par la TV, la radio, les sites d’information sur Internet 2
- . Par les réseaux sociaux (Twitter, Facebook, Instagram etc.) 3
- . Par téléphone ou mail 4
- . De vive voix, par un inconnu 5
- . De vive voix, par quelqu’un de mes connaissances 6
- . Je ne me rappelle plus 7
- . *Je n’en ai jamais entendu parler avant cette enquête* 8

Q5 A quel moment avez-vous pris connaissance des attentats du 13 novembre 2015 ?

(Une seule réponse possible)

- . J'étais directement impliqué(e).....
- . Le jour même 1
- . Le lendemain matin 2
- . Le lendemain dans la journée..... 3
- . Quelques jours plus tard 4
- . Je ne me rappelle plus 5

Q6 Quelle a été la première personne à qui vous avez parlé de ces attentats (après avoir été mis à l'abri pour ceux ou celles directement impliqués) ?

- . Quelqu'un de votre famille proche 1
- . Quelqu'un de votre entourage (amis, cercle familial plus large) 2
- . Une connaissance (commerçant de votre quartier, voisin etc.) 3
- . Un inconnu 4
- . Autre (préciser) / _____ / 5
- . Je ne me rappelle plus 6

Q7 Où étiez-vous quand vous avez pris connaissance des attentats du 13 novembre 2015 ou que vous avez été impliqué ?

(Une seule réponse possible)

- . À votre domicile 1
- . À votre lieu de travail ou d'études 2
- . Chez des amis 3
- . Dans la rue ou dans un lieu public (restaurant, café, cinéma...) 4
- . Autre (préciser) / _____ / 5
- . Ne sait pas 6

Q8 Dans votre souvenir, quel a été le nombre de morts causés par les attentats du 13 novembre 2015 ?

/ _____ /

--	--

Q9 Dans votre souvenir, quel a été le nombre de terroristes impliqués dans les attentats du 13 novembre 2015 ?

/ _____ /

--	--

Q10 Quelles sont, selon vous, les deux principales causes des attentats du 13 novembre 2015 ?

(Deux réponses possibles – rotation aléatoire)

	1 ^{ère} réponse	2 ^{ème} réponse
. Le manque de moyens de la police et des services de renseignements	1	1
. Des tensions religieuses et culturelles au sein de la société française	2	2
. La politique étrangère de la France	3	3
. L'échec des politiques dans le domaine social, économique et éducatif ...	4	4
. Un nombre trop important d'immigrés en France	5	5
. Il ne faut pas chercher de raisons aux attentats, ce sont les actes de déséquilibrés	6	6
. Autre, précisez : / _____ /	7	7
. Ne sait pas	8	8

Q11 Quelles sont, selon vous, les deux principales conséquences des attentats du 13 novembre 2015 ?

(Deux réponses possibles – rotation aléatoire)

	1 ^{ère} réponse	2 ^{ème} réponse
. Une menace sur les libertés individuelles	1	1
. Des mesures de sécurité renforcées	2	2
. Une plus grande cohésion sociale	3	3
. Une société plus divisée	4	4
. Un engagement plus fort des citoyens	5	5
. Un sentiment de peur	6	6
. Rien	7	7
. Autre, précisez / _____ /	8	8
. Ne sait pas	9	9

Tableau 8 - Pouvez-vous citer les actes terroristes commis dans le monde ou en France qui vous ont le plus marqué depuis l'an 2000 ? (en %)Total des réponses données

Question ouverte recodée à posteriori (trois réponses possibles)

	juin-16	janv-17	juin-18	janv-19	janv-21	mai-21
Ne sait pas*	nd	2	nd	2	1	4
Refus*	nd	2	nd	2	4	4
Non réponse*	nd	13	nd	15	20	15
Attentats de Madrid du 11 mars 2004	5	2	1	0	0	0
Attaques à Carcassonne et à Trèbes du 23 mars 2018	0	0	3	2	1	1
Attentats du Bruxelles (références précises au 22 mars 2016 et mentions peu précises)	20	3	2	2	1	1
Attentat de l'église de Saint-Etienne-du-Rouvray	0	2	3	3	1	2
Attentats de mars 2012 en France	4		4	3	2	3
Attentats parisiens (mentions peu précises)	5	11	10	7	4	4
Assassinat de Samuel Paty	0	0	0	0	6	8
Autres actes terroristes peu précis (dont à Londres, aux Etats-Unis)	9	10	11	11	11	9
Attentats de Nice (y compris date précise, Nice imprécis et Notre-Dame de Nice)	0	46	43	25	22	19
Attentats du 11 septembre 2001	53	31	40	32	32	31
Attentats de janvier 2015 en France	59	46	37	51	43	35
Attentats du 13 novembre 2015 en France	80	52	70	49	46	45

Champ : Ensemble des répondants – résidents de France entière âgés de 15 ans et plus.

Source : Enquêtes Conditions de vie et Aspirations.

Note au lecteur : Les chiffres renvoyant à des effectifs faibles (inférieurs à 30 personnes) sont à interpréter avec précaution.

Tableau 9 - Pouvez-vous citer les actes terroristes commis dans le monde ou en France qui vous ont le plus marqué depuis l'an 2000 ?
Total des réponses données

		Attentats du 13 novembre 2015 en France		Attentats du 11 septembre 2001	
		Oui	Non	Oui	Non
A1-Sexe	Homme	709	816	509	1016
		46,5%	53,5%	33,4%	66,6%
	Femme	744	933	475	1202
		44,4%	55,6%	28,3%	71,7%
Age de l'enquêté, en 5 modalités	Moins de 25 ans	261	313	158	417
		45,5%	54,5%	27,5%	72,5%
	25 à 39 ans	222	291	145	367
		43,3%	56,7%	28,3%	71,7%
	40 à 59 ans	521	600	376	745
		46,5%	53,5%	33,5%	66,5%
	60 à 69 ans	221	258	150	329
46,1%		53,9%	31,3%	68,7%	
70 ans et plus	228	287	155	360	
		44,3%	55,7%	30,1%	69,9%
Diplôme le + élevé obtenu? (En 4 modalités)	Non diplômé	88	200	60	228
		30,6%	69,4%	20,8%	79,2%
	BEPC	576	756	356	977
		43,2%	56,8%	26,7%	73,3%
	BAC	276	292	179	388
48,6%		51,4%	31,6%	68,4%	
Diplômé du supérieur	514	501	390	625	
		50,6%	49,4%	38,4%	61,6%
Revenus du foyer par UC	Bas revenus	344	568	220	692
		37,7%	62,3%	24,1%	75,9%
	Classes moyennes inférieures	318	392	217	493
		44,8%	55,2%	30,6%	69,4%
	Classes moyennes supérieures	490	475	327	638
		50,8%	49,2%	33,9%	66,1%
	Hauts revenus	269	234	202	302
53,5%		46,5%	40,1%	59,9%	
Non réponse	32	81	19	93	
	28,3%	71,7%	17,0%	83,0%	
Profession de l'interviewé, en 8 modalités	Agri. exploitant, artisan, commerçant et chef d'entreprise	54	86	38	102
		38,6%	61,4%	27,1%	72,9%

	Cadre et profession intellectuelle supérieure	145	160	110	195
		47,5%	52,5%	36,1%	63,9%
	Profession Intermédiaire	221	238	162	296
		48,1%	51,9%	35,4%	64,6%
	Employé	250	275	169	356
		47,6%	52,4%	32,2%	67,8%
	Ouvrier	160	234	104	291
		40,6%	59,4%	26,3%	73,7%
	Personne au foyer	78	144	53	169
		35,1%	64,9%	23,9%	76,1%
Retraité	382	444	248	578	
	46,2%	53,8%	30,0%	70,0%	
Autre inactif	163	168	100	231	
	49,2%	50,8%	30,2%	69,8%	
Catégorie d'agglomération (en 5)	Communes rurales	308	392	201	499
		44,0%	56,0%	28,7%	71,3%
	2 000 à 20 000 habitants	244	314	179	379
		43,7%	56,3%	32,1%	67,9%
	20 000 à 100 000 habitants	198	254	125	328
		43,8%	56,2%	27,6%	72,4%
	Plus de 100 000 habitants	446	545	323	668
45,0%		55,0%	32,6%	67,4%	
Agglomération parisienne	257	244	156	344	
	51,3%	48,7%	31,2%	68,8%	
Région en 14	DOM	29	59	37	51
		33,0%	67,0%	42,0%	58,0%
	Ile de France	289	283	185	387
		50,5%	49,5%	32,3%	67,7%
	Centre Val de Loire	52	73	33	92
		41,6%	58,4%	26,4%	73,6%
	Bourgogne - Franche-Comté	58	79	40	97
		42,3%	57,7%	29,2%	70,8%
	Normandie	79	82	45	117
		49,1%	50,9%	27,8%	72,2%
	Nord Pas de Calais - Picardie	127	160	79	209
		44,3%	55,7%	27,4%	72,6%
	Alsace - Champagne - Ardennes Lorraine	112	158	75	195
		41,5%	58,5%	27,8%	72,2%
	Pays de la Loire	97	81	50	128
		54,5%	45,5%	28,1%	71,9%
	Bretagne	70	92	54	108
		43,2%	56,8%	33,3%	66,7%
	Aquitaine - Limousin - Poitou Charente	126	168	77	217
		42,9%	57,1%	26,2%	73,8%
		122	162	94	191

	Languedoc Roussillon - Midi Pyrénées	43,0%	57,0%	33,0%	67,0%
	Auvergne - Rhône Alpes	173	208	138	243
		45,4%	54,6%	36,2%	63,8%
	Provence Alpes Côte d'Azur	111	135	79	166
		45,1%	54,9%	32,2%	67,8%
	Corse	8	8	0	16
		50,0%	50,0%	0,0%	100,0%
GROUPES	Groupe 1	98	150	56	191
		39,5%	60,5%	22,7%	77,3%
	Groupe 2	34	36	23	46
		48,6%	51,4%	33,3%	66,7%
	Groupe 3	160	115	107	168
		58,2%	41,8%	38,9%	61,1%
	Groupe 4	1161	1448	797	1812
		44,5%	55,5%	30,5%	69,5%
Total	1453	1749	983	2217	
	45,4%	54,6%	30,7%	69,3%	

Tableau 10 - Pouvez-vous citer les actes terroristes commis dans le monde ou en France qui vous ont le plus marqué depuis l'an 2000 ?

Total des réponses données

		Assassinat de Samuel Paty		Attentats de Nice (sans précision)	
		Oui	Non	Oui	Non
A1-Sexe	Homme	131	1394	218	1307
		8,6%	91,4%	14,3%	85,7%
	Femme	134	1543	259	1418
		8,0%	92,0%	15,4%	84,6%
Age de l'enquêté, en 5 modalités	Moins de 25 ans	21	554	81	494
		3,7%	96,3%	14,1%	85,9%
	25 à 39 ans	20	493	73	440
		3,9%	96,1%	14,2%	85,8%
	40 à 59 ans	87	1033	171	949
		7,8%	92,2%	15,3%	84,7%
	60 à 69 ans	53	426	79	400
11,1%		88,9%	16,5%	83,5%	
70 ans et plus	84	431	73	442	
	16,3%	83,7%	14,2%	85,8%	
Diplôme le + élevé obtenu? (En 4 modalités)	Non diplômé	27	261	43	245
		9,4%	90,6%	14,9%	85,1%
	BEPC	118	1214	189	1143
		8,9%	91,1%	14,2%	85,8%
	BAC	32	536	87	480
5,6%		94,4%	15,3%	84,7%	
Diplômé du supérieur	88	926	157	857	
	8,7%	91,3%	15,5%	84,5%	
Revenus du foyer par UC	Bas revenus	46	866	136	775
		5,0%	95,0%	14,9%	85,1%
	Classes moyennes inférieures	60	650	125	585
		8,5%	91,5%	17,6%	82,4%
	Classes moyennes supérieures	100	865	139	826
		10,4%	89,6%	14,4%	85,6%
	Hauts revenus	52	451	68	435
10,3%		89,7%	13,5%	86,5%	
Non réponse	8	104	8	104	
	7,1%	92,9%	7,1%	92,9%	
Profession de l'interviewé, en 8 modalités	Agri. exploitant, artisan, commerçant et chef d'entreprise	9	131	28	112
		6,4%	93,6%	20,0%	80,0%
	Cadre et profession intellectuelle supérieure	25	280	36	269
8,2%		91,8%	11,8%	88,2%	
		36	422	72	387

	Profession Intermédiaire	7,9%	92,1%	15,7%	84,3%
	Employé	25	500	92	433
		4,8%	95,2%	17,5%	82,5%
	Ouvrier	18	377	59	335
		4,6%	95,4%	15,0%	85,0%
	Personne au foyer	19	203	28	194
		8,6%	91,4%	12,6%	87,4%
	Retraité	119	707	118	708
		14,4%	85,6%	14,3%	85,7%
Autre inactif	14	317	43	288	
	4,2%	95,8%	13,0%	87,0%	
Catégorie d'agglomération (en 5)	Communes rurales	54	646	104	595
		7,7%	92,3%	14,9%	85,1%
	2 000 à 20 000 habitants	54	504	82	476
		9,7%	90,3%	14,7%	85,3%
	20 000 à 100 000 habitants	41	412	74	379
		9,1%	90,9%	16,3%	83,7%
	Plus de 100 000 habitants	77	915	175	816
		7,8%	92,2%	17,7%	82,3%
Agglomération parisienne	40	460	41	459	
	8,0%	92,0%	8,2%	91,8%	
Région en 14	DOM	3	85	12	76
		3,4%	96,6%	13,6%	86,4%
	Ile de France	46	526	51	521
		8,0%	92,0%	8,9%	91,1%
	Centre Val de Loire	16	109	11	114
		12,8%	87,2%	8,8%	91,2%
	Bourgogne - Franche-Comté	10	127	22	115
		7,3%	92,7%	16,1%	83,9%
	Normandie	13	149	28	133
		8,0%	92,0%	17,4%	82,6%
	Nord Pas de Calais - Picardie	25	263	47	241
		8,7%	91,3%	16,3%	83,7%
	Alsace - Champagne - Ardennes Lorraine	26	244	30	240
		9,6%	90,4%	11,1%	88,9%
	Pays de la Loire	13	165	25	153
		7,3%	92,7%	14,0%	86,0%
	Bretagne	16	146	22	140
		9,9%	90,1%	13,6%	86,4%
	Aquitaine - Limousin - Poitou Charente	21	273	49	244
		7,1%	92,9%	16,7%	83,3%
	Languedoc Roussillon - Midi Pyrénées	22	263	49	236
		7,7%	92,3%	17,2%	82,8%
	Auvergne - Rhône Alpes	32	349	71	311
		8,4%	91,6%	18,6%	81,4%

	Provence Alpes Côte d'Azur	21	225	55	191
		8,5%	91,5%	22,4%	77,6%
	Corse	3	13	5	11
		18,8%	81,3%	31,3%	68,8%
GROUPES	Groupe 1	16	232	28	220
		6,5%	93,5%	11,3%	88,7%
	Groupe 2	2	68	4	66
		2,9%	97,1%	5,7%	94,3%
	Groupe 3	30	245	51	224
		10,9%	89,1%	18,5%	81,5%
	Groupe 4	218	2392	394	2215
		8,4%	91,6%	15,1%	84,9%
Total		266	2937	477	2725
		8,3%	91,7%	14,9%	85,1%

Tableau 11 - Pouvez-vous citer les actes terroristes commis dans le monde ou en France qui vous ont le plus marqué depuis l'an 2000 ?
Total des réponses données

		Attentat du 14 juillet 2016 à Nice		Attentats de janvier 2015 en France	
		Oui	Non	Oui	Non
A1-Sexe	Homme	61 4,0%	1464 96,0%	531 34,8%	993 65,2%
	Femme	76 4,5%	1601 95,5%	603 36,0%	1074 64,0%
Age de l'enquêté, en 5 modalités	Moins de 25 ans	32 5,6%	543 94,4%	231 40,2%	344 59,8%
	25 à 39 ans	23 4,5%	490 95,5%	162 31,6%	351 68,4%
	40 à 59 ans	47 4,2%	1074 95,8%	424 37,9%	696 62,1%
	60 à 69 ans	16 3,3%	463 96,7%	161 33,6%	318 66,4%
	70 ans et plus	19 3,7%	495 96,3%	156 30,4%	358 69,6%
	Diplôme le + élevé obtenu? (En 4 modalités)	Non diplômé	5 1,7%	282 98,3%	71 24,7%
	BEPC	49 3,7%	1284 96,3%	443 33,2%	890 66,8%
	BAC	31 5,5%	537 94,5%	220 38,7%	348 61,3%
	Diplômé du supérieur	53 5,2%	962 94,8%	401 39,5%	613 60,5%
Revenus du foyer par UC	Bas revenus	35 3,8%	876 96,2%	288 31,6%	624 68,4%
	Classes moyennes inférieures	30 4,2%	679 95,8%	283 39,9%	426 60,1%
		42 4,4%	923 95,6%	365 37,8%	600 62,2%
	Classes moyennes supérieures	22 4,4%	481 95,6%	179 35,6%	324 64,4%
	Hauts revenus	8 7,1%	105 92,9%	32 28,3%	81 71,7%
	Non réponse				
Profession de l'interviewé, en 8 modalités	Agri. exploitant, artisan, commerçant et chef d'entreprise	4 2,9%	136 97,1%	41 29,3%	99 70,7%
	Cadre et profession intellectuelle supérieure	15 4,9%	290 95,1%	106 34,9%	198 65,1%

	Profession Intermédiaire	21	438	182	276
		4,6%	95,4%	39,7%	60,3%
	Employé	23	502	192	333
		4,4%	95,6%	36,6%	63,4%
	Ouvrier	9	386	133	262
		2,3%	97,7%	33,7%	66,3%
	Personne au foyer	18	204	69	153
		8,1%	91,9%	31,1%	68,9%
Retraité	34	792	272	554	
	4,1%	95,9%	32,9%	67,1%	
Autre inactif	14	317	139	192	
	4,2%	95,8%	42,0%	58,0%	
Catégorie d'agglomération (en 5)	Communes rurales	28	672	257	442
		4,0%	96,0%	36,8%	63,2%
	2 000 à 20 000 habitants	19	539	216	342
		3,4%	96,6%	38,7%	61,3%
	20 000 à 100 000 habitants	23	430	151	301
		5,1%	94,9%	33,4%	66,6%
Plus de 100 000 habitants	53	939	352	639	
	5,3%	94,7%	35,5%	64,5%	
Agglomération parisienne	15	485	158	342	
	3,0%	97,0%	31,6%	68,4%	
Région en 14	DOM	4	84	26	62
		4,5%	95,5%	29,5%	70,5%
	Ile de France	15	557	192	380
		2,6%	97,4%	33,6%	66,4%
	Centre Val de Loire	7	119	40	85
		5,6%	94,4%	32,0%	68,0%
	Bourgogne - Franche-Comté	8	129	48	89
		5,8%	94,2%	35,0%	65,0%
	Normandie	11	151	66	95
		6,8%	93,2%	41,0%	59,0%
	Nord Pas de Calais - Picardie	15	272	104	183
		5,2%	94,8%	36,2%	63,8%
	Alsace - Champagne - Ardennes Lorraine	6	264	99	171
		2,2%	97,8%	36,7%	63,3%
	Pays de la Loire	4	174	76	102
		2,2%	97,8%	42,7%	57,3%
	Bretagne	6	156	44	117
		3,7%	96,3%	27,3%	72,7%
	Aquitaine - Limousin - Poitou Charente	12	282	100	194
4,1%		95,9%	34,0%	66,0%	
Languedoc Roussillon - Midi Pyrénées	9	276	93	192	
	3,2%	96,8%	32,6%	67,4%	
		17	365	150	231

	Auvergne - Rhône Alpes	4,5%	95,5%	39,4%	60,6%
	Provence Alpes Côte d'Azur	23	222	90	156
		9,4%	90,6%	36,6%	63,4%
	Corse	0	16	6	10
		0,0%	100,0%	37,5%	62,5%
GROUPES	Groupe 1	9	239	63	185
		3,6%	96,4%	25,4%	74,6%
	Groupe 2	7	62	24	45
		10,1%	89,9%	34,8%	65,2%
	Groupe 3	9	266	113	162
		3,3%	96,7%	41,1%	58,9%
	Groupe 4	112	2497	934	1675
		4,3%	95,7%	35,8%	64,2%
Total		137	3064	1134	2067
		4,3%	95,7%	35,4%	64,6%

Tableau 12 – Pouvez-vous citer précisément les différents endroits où ont eu lieu les attentats du 13 novembre 2015 ?

Question ouverte, réponses recodées à posteriori

		Paris	Bataclan	Stade de France	Restaurants, cafés, bars	Ne sait plus
		Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
A1-Sexe	Homme	441	659	331	161	475
		28,9%	43,2%	21,7%	10,6%	31,1%
	Femme	514	645	279	154	545
		30,6%	38,5%	16,6%	9,2%	32,5%
Age de l'enquêté, en 5 modalités	Moins de 25 ans	145	189	97	49	231
		25,3%	32,9%	16,9%	8,5%	40,2%
	25 à 39 ans	128	191	100	46	188
		25,0%	37,2%	19,5%	9,0%	36,6%
	40 à 59 ans	373	499	228	111	290
		33,3%	44,6%	20,4%	9,9%	25,9%
	60 à 69 ans	160	203	88	47	132
		33,4%	42,4%	18,4%	9,8%	27,6%
70 ans et plus	148	222	97	62	178	
		28,7%	43,1%	18,8%	12,0%	34,6%
Diplôme le + élevé obtenu? (En 4 modalités)	Non diplômé	65	70	18	11	144
		22,6%	24,4%	6,3%	3,8%	50,0%
	BEPC	386	477	195	106	480
		29,0%	35,8%	14,6%	8,0%	36,0%
	BAC	168	238	120	60	163
		29,6%	41,9%	21,1%	10,6%	28,7%
Diplômé du supérieur	336	519	277	137	233	
		33,1%	51,1%	27,3%	13,5%	23,0%
Revenus du foyer par UC	Bas revenus	257	274	107	54	369
		28,2%	30,0%	11,7%	5,9%	40,5%
	Classes moyennes inférieures	192	292	123	70	235
		27,1%	41,1%	17,3%	9,9%	33,1%
	Classes moyennes supérieures	297	448	217	111	261
		30,7%	46,4%	22,5%	11,5%	27,0%
	Hauts revenus	184	269	150	71	88
		36,6%	53,5%	29,8%	14,1%	17,5%
Non réponse	25	22	14	8	67	
		22,1%	19,5%	12,4%	7,1%	59,8%
Profession de l'interviewé, en 8 modalités	Agri. exploitant, artisan, commerçant et chef d'entreprise	35	46	20	12	54
		25,0%	32,9%	14,3%	8,6%	38,6%
	Cadre et profession intellectuelle supérieure	95	142	84	31	89
		31,1%	46,6%	27,5%	10,2%	29,3%
	Profession Intermédiaire	162	217	121	62	98
		35,3%	47,3%	26,4%	13,5%	21,4%
	Employé	151	232	90	51	149
		28,8%	44,2%	17,1%	9,7%	28,4%
Ouvrier	95	124	48	20	156	
	24,1%	31,4%	12,2%	5,1%	39,5%	

	Personne au foyer	67	76	31	16	91
		30,2%	34,2%	14,0%	7,2%	41,0%
	Retraité	262	357	158	93	257
		31,7%	43,2%	19,1%	11,3%	31,1%
	Autre inactif	88	111	58	29	126
		26,6%	33,5%	17,5%	8,8%	38,1%
Région en 14	DOM	23	29	11	3	36
		26,1%	33,0%	12,5%	3,4%	40,9%
	Ile de France	149	248	144	67	175
		26,0%	43,4%	25,2%	11,7%	30,6%
	Centre Val de Loire	33	42	17	13	44
		26,2%	33,6%	13,5%	10,3%	34,9%
	Bourgogne - Franche-Comté	46	56	24	15	48
		33,6%	40,9%	17,5%	10,9%	35,0%
	Normandie	55	69	34	21	46
		34,0%	42,6%	21,0%	13,0%	28,6%
	Nord Pas de Calais - Picardie	80	105	56	25	101
		27,9%	36,6%	19,5%	8,7%	35,2%
	Alsace - Champagne - Ardennes Lorraine	77	114	47	28	92
		28,5%	42,2%	17,4%	10,4%	34,1%
	Pays de la Loire	53	72	34	10	54
		29,8%	40,4%	19,2%	5,6%	30,5%
	Bretagne	55	68	28	15	42
		34,2%	42,0%	17,3%	9,3%	25,9%
	Aquitaine - Limousin - Poitou Charente	79	111	56	30	99
		27,0%	37,9%	19,0%	10,2%	33,7%
	Languedoc Roussillon - Midi Pyrénées	81	118	45	26	88
		28,4%	41,4%	15,8%	9,1%	30,9%
	Auvergne - Rhône Alpes	130	160	68	45	119
		34,0%	41,9%	17,8%	11,8%	31,2%
	Provence Alpes Côte d'Azur	88	105	43	17	72
		35,9%	42,7%	17,6%	6,9%	29,4%
	Corse	6	8	3	0	2
		37,5%	50,0%	18,8%	0,0%	12,5%
GROUPES	Groupe 1	50	89	62	14	108
		20,2%	36,0%	25,1%	5,6%	43,7%
	Groupe 2	14	33	22	8	22
		20,3%	47,1%	31,4%	11,6%	31,4%
	Groupe 3	109	164	101	61	36
		39,6%	59,6%	36,7%	22,2%	13,1%
	Groupe 4	781	1017	425	231	853
		29,9%	39,0%	16,3%	8,9%	32,7%
Total		954	1303	610	314	1019
		29,8%	40,7%	19,1%	9,8%	31,8%

Tableau 13 – Précision du souvenir où sont survenus les attentats...

		Précision du souvenir des lieux où sont survenus les attentats						Total
		Lieux précis et exacts	Lieux précis et inexacts	Lieux imprécis et exacts	Lieux imprécis et inexacts	Autre	Ne sait pas	
A1-Sexe	Homme	703	71	251	22	6	473	1526
		46,1%	4,7%	16,4%	1,4%	0,4%	31,0%	100,0%
	Femme	693	79	324	34	4	544	1678
		41,3%	4,7%	19,3%	2,0%	0,2%	32,4%	100,0%
Age de l'enquêté, en 5 modalités	Moins de 25 ans	208	30	93	11	4	229	575
		36,2%	5,2%	16,2%	1,9%	0,7%	39,8%	100,0%
	25 à 39 ans	202	24	87	10	2	188	513
		39,4%	4,7%	17,0%	1,9%	0,4%	36,6%	100,0%
	40 à 59 ans	530	58	222	19	3	289	1121
		47,3%	5,2%	19,8%	1,7%	0,3%	25,8%	100,0%
	60 à 69 ans	221	23	94	9	0	132	479
46,1%		4,8%	19,6%	1,9%	0,0%	27,6%	100,0%	
70 ans et plus	235	14	79	7	1	178	514	
		45,7%	2,7%	15,4%	1,4%	0,2%	34,6%	100,0%
Diplôme le + élevé obtenu? (En 4 modalités)	Non diplômé	81	4	50	8	0	144	287
		28,2%	1,4%	17,4%	2,8%	0,0%	50,2%	100,0%
	BEPC	507	61	258	25	3	479	1333
		38,0%	4,6%	19,4%	1,9%	0,2%	35,9%	100,0%
	BAC	254	34	104	11	4	161	568
44,7%		6,0%	18,3%	1,9%	0,7%	28,3%	100,0%	
Diplômé du supérieur	554	51	164	11	2	232	1014	
		54,6%	5,0%	16,2%	1,1%	0,2%	22,9%	100,0%
Revenus du foyer par UC	Bas revenus	293	46	178	22	4	368	911
		32,2%	5,0%	19,5%	2,4%	0,4%	40,4%	100,0%
	Classes moyennes inférieures	312	27	120	14	3	234	710
		43,9%	3,8%	16,9%	2,0%	0,4%	33,0%	100,0%
	Classes moyennes supérieures	481	46	160	16	2	260	965
		49,8%	4,8%	16,6%	1,7%	0,2%	26,9%	100,0%
	Hauts revenus	283	25	102	4	1	88	503
56,3%		5,0%	20,3%	0,8%	0,2%	17,5%	100,0%	
Non réponse	25	6	14	0	0	67	112	
		22,3%	5,4%	12,5%	0,0%	0,0%	59,8%	100,0%
Profession de l'interviewé, en 8 modalités	Agri. exploitant, artisan, commerçant et chef d'entreprise	51	6	26	3	0	54	140
		36,4%	4,3%	18,6%	2,1%	0,0%	38,6%	100,0%
	Cadre et profession intellectuelle supérieure	151	11	51	1	1	89	304
		49,7%	3,6%	16,8%	0,3%	0,3%	29,3%	100,0%
	Profession Intermédiaire	230	28	96	7	1	97	459
		50,1%	6,1%	20,9%	1,5%	0,2%	21,1%	100,0%
	Employé	247	23	93	11	3	148	525
		47,0%	4,4%	17,7%	2,1%	0,6%	28,2%	100,0%
Ouvrier	133	20	75	11	1	155	395	
	33,7%	5,1%	19,0%	2,8%	0,3%	39,2%	100,0%	

	Personne au foyer	79	12	35	5	0	91	222
		35,6%	5,4%	15,8%	2,3%	0,0%	41,0%	100,0%
	Retraité	382	30	145	10	1	257	825
		46,3%	3,6%	17,6%	1,2%	0,1%	31,2%	100,0%
	Autre inactif	123	19	54	7	3	126	332
		37,0%	5,7%	16,3%	2,1%	0,9%	38,0%	100,0%
Région en 14	DOM	30	5	13	4	0	36	88
		34,1%	5,7%	14,8%	4,5%	0,0%	40,9%	100,0%
	Ile de France	277	19	90	9	2	175	572
		48,4%	3,3%	15,7%	1,6%	0,3%	30,6%	100,0%
	Centre Val de Loire	46	7	26	3	1	43	126
		36,5%	5,6%	20,6%	2,4%	0,8%	34,1%	100,0%
	Bourgogne - Franche-Comté	58	8	18	3	1	48	136
		42,6%	5,9%	13,2%	2,2%	0,7%	35,3%	100,0%
	Normandie	76	4	30	3	2	46	161
		47,2%	2,5%	18,6%	1,9%	1,2%	28,6%	100,0%
	Nord Pas de Calais - Picardie	110	18	52	5	1	101	287
		38,3%	6,3%	18,1%	1,7%	0,3%	35,2%	100,0%
	Alsace - Champagne - Ardennes Lorraine	115	13	46	4	0	92	270
		42,6%	4,8%	17,0%	1,5%	0,0%	34,1%	100,0%
	Pays de la Loire	76	13	30	5	0	54	178
		42,7%	7,3%	16,9%	2,8%	0,0%	30,3%	100,0%
	Bretagne	76	10	32	2	0	42	162
		46,9%	6,2%	19,8%	1,2%	0,0%	25,9%	100,0%
	Aquitaine - Limousin - Poitou Charente	120	13	53	5	3	99	293
		41,0%	4,4%	18,1%	1,7%	1,0%	33,8%	100,0%
	Languedoc Roussillon - Midi Pyrénées	129	12	52	5	0	88	286
		45,1%	4,2%	18,2%	1,7%	0,0%	30,8%	100,0%
	Auvergne - Rhône Alpes	166	16	75	7	1	116	381
		43,6%	4,2%	19,7%	1,8%	0,3%	30,4%	100,0%
	Provence Alpes Côte d'Azur	109	11	50	2	0	72	244
		44,7%	4,5%	20,5%	0,8%	0,0%	29,5%	100,0%
	Corse	8	0	6	0	0	2	16
		50,0%	0,0%	37,5%	0,0%	0,0%	12,5%	100,0%
GROUPES	Groupe 1	96	5	28	8	2	108	247
		38,9%	2,0%	11,3%	3,2%	0,8%	43,7%	100,0%
	Groupe 2	38	1	7	2	0	22	70
		54,3%	1,4%	10,0%	2,9%	0,0%	31,4%	100,0%
	Groupe 3	179	8	49	3	0	36	275
		65,1%	2,9%	17,8%	1,1%	0,0%	13,1%	100,0%
	Groupe 4	1082	136	491	43	8	850	2610
		41,5%	5,2%	18,8%	1,6%	0,3%	32,6%	100,0%
Total		1395	150	575	56	10	1016	3202
		43,6%	4,7%	18,0%	1,7%	0,3%	31,7%	100,0%

Tableau 14 – Par rapport aux 13 novembre 2015 ? Vous ...
Selon les Groupe de proximité

		Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	Total
A1-Sexe	Homme	109	39	158	1219	1525
		7,1%	2,6%	10,4%	79,9%	100,0%
	Femme	139	30	118	1391	1678
		8,3%	1,8%	7,0%	82,9%	100,0%
Age de l'enquêté, en 5 modalités	Moins de 25 ans	68	17	41	448	574
		11,8%	3,0%	7,1%	78,0%	100,0%
	25 à 39 ans	87	14	41	371	513
		17,0%	2,7%	8,0%	72,3%	100,0%
	40 à 59 ans	48	27	102	943	1120
		4,3%	2,4%	9,1%	84,2%	100,0%
	60 à 69 ans	18	7	42	413	480
		3,8%	1,5%	8,8%	86,0%	100,0%
70 ans et plus	26	5	50	434	515	
	5,0%	1,0%	9,7%	84,3%	100,0%	
Diplôme le + élevé obtenu? (En 4 modalités)	Non diplômé	13	1	19	255	288
		4,5%	0,3%	6,6%	88,5%	100,0%
	BEPC	85	25	82	1140	1332
		6,4%	1,9%	6,2%	85,6%	100,0%
	BAC	40	13	48	467	568
		7,0%	2,3%	8,5%	82,2%	100,0%
Diplômé du supérieur	110	30	127	748	1015	
	10,8%	3,0%	12,5%	73,7%	100,0%	
Revenus du foyer par UC	Bas revenus	87	21	54	749	911
		9,5%	2,3%	5,9%	82,2%	100,0%
	Classes moyennes inférieures	33	9	65	603	710
		4,6%	1,3%	9,2%	84,9%	100,0%
	Classes moyennes supérieures	59	20	91	795	965
		6,1%	2,1%	9,4%	82,4%	100,0%
	Hauts revenus	64	20	59	360	503
		12,7%	4,0%	11,7%	71,6%	100,0%
Non réponse	4	0	6	103	113	
	3,5%	0,0%	5,3%	91,2%	100,0%	
Profession de l'interviewé, en 8 modalités	Agri. exploitant, artisan, commerçant et chef d'entreprise	24	5	10	102	141
		17,0%	3,5%	7,1%	72,3%	100,0%
	Cadre et profession intellectuelle supérieure	50	8	37	210	305
		16,4%	2,6%	12,1%	68,9%	100,0%
	Profession Intermédiaire	34	14	55	356	459
		7,4%	3,1%	12,0%	77,6%	100,0%
	Employé	27	9	48	440	524
		5,2%	1,7%	9,2%	84,0%	100,0%
Ouvrier	25	10	20	340	395	

		6,3%	2,5%	5,1%	86,1%	100,0%	
	Personne au foyer	24	3	15	180	222	
		10,8%	1,4%	6,8%	81,1%	100,0%	
	Retraité	34	12	66	715	827	
		4,1%	1,5%	8,0%	86,5%	100,0%	
	Autre inactif	30	10	25	266	331	
		9,1%	3,0%	7,6%	80,4%	100,0%	
Région en 14	DOM	4	0	4	80	88	
		4,5%	0,0%	4,5%	90,9%	100,0%	
	Ile de France	82	39	78	373	572	
		14,3%	6,8%	13,6%	65,2%	100,0%	
	Centre Val de Loire	10	3	11	102	126	
		7,9%	2,4%	8,7%	81,0%	100,0%	
	Bourgogne - Franche-Comté	9	3	9	116	137	
		6,6%	2,2%	6,6%	84,7%	100,0%	
	Normandie	9	2	13	138	162	
		5,6%	1,2%	8,0%	85,2%	100,0%	
	Nord Pas de Calais - Picardie	23	7	17	240	287	
		8,0%	2,4%	5,9%	83,6%	100,0%	
	Alsace - Champagne - Ardennes Lorraine	16	3	23	227	269	
		5,9%	1,1%	8,6%	84,4%	100,0%	
	Pays de la Loire	15	2	10	150	177	
		8,5%	1,1%	5,6%	84,7%	100,0%	
	Bretagne	5	1	14	141	161	
		3,1%	0,6%	8,7%	87,6%	100,0%	
	Aquitaine - Limousin - Poitou Charente	28	5	26	235	294	
		9,5%	1,7%	8,8%	79,9%	100,0%	
	Languedoc Roussillon - Midi Pyrénées	19	4	22	240	285	
		6,7%	1,4%	7,7%	84,2%	100,0%	
	Auvergne - Rhône Alpes	19	2	26	334	381	
		5,0%	0,5%	6,8%	87,7%	100,0%	
	Provence Alpes Côte d'Azur	8	0	21	216	245	
		3,3%	0,0%	8,6%	88,2%	100,0%	
	Corse	0	0	0	16	16	
		0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	100,0%	
	Total		247	71	274	2608	3200
			7,7%	2,2%	8,6%	81,5%	100,0%

Tableau 15 – Comment avez-vous pris connaissance des attentats du 13 novembre 2015 ?

		Comment avez-vous pris connaissance des attentats du 13 novembre 2015 ?								Total
		J'étais directement impliqué(e)	Je l'ai appris par la TV, la radio, les sites d'information	Par les réseaux sociaux : Twitter, Facebook, Instagram etc.	Par téléphone ou mail	De vive voix, par un inconnu	De vive voix, par quelqu'un de mes connaissances	Je ne me rappelle plus	Je n'en ai jamais entendu parler avant cette enquête	
A1-Sexe	Homme	22	1192	80	36	7	39	115	34	1525
		1,4%	78,2%	5,2%	2,4%	0,5%	2,6%	7,5%	2,2%	100,0%
	Femme	10	1276	107	35	13	42	131	63	1677
		0,6%	76,1%	6,4%	2,1%	0,8%	2,5%	7,8%	3,8%	100,0%
Age de l'enquêté, en 5 modalités	Moins de 25 ans	12	367	77	15	9	25	45	25	575
		2,1%	63,8%	13,4%	2,6%	1,6%	4,3%	7,8%	4,3%	100,0%
	25 à 39 ans	9	367	53	20	3	10	30	21	513
		1,8%	71,5%	10,3%	3,9%	0,6%	1,9%	5,8%	4,1%	100,0%
	40 à 59 ans	9	885	46	18	6	20	101	35	1120
		0,8%	79,0%	4,1%	1,6%	0,5%	1,8%	9,0%	3,1%	100,0%
	60 à 69 ans	2	399	7	11	2	12	36	10	479
		0,4%	83,3%	1,5%	2,3%	0,4%	2,5%	7,5%	2,1%	100,0%
70 ans et plus	0	449	4	7	0	14	35	5	514	
	0,0%	87,4%	0,8%	1,4%	0,0%	2,7%	6,8%	1,0%	100,0%	
Diplôme le + élevé obtenu? (En 4 modalités)	Non diplômé	1	213	6	5	1	1	38	23	288
		0,3%	74,0%	2,1%	1,7%	0,3%	0,3%	13,2%	8,0%	100,0%
	BEPC	16	1052	64	21	3	31	106	39	1332
		1,2%	79,0%	4,8%	1,6%	0,2%	2,3%	8,0%	2,9%	100,0%
	BAC	3	426	46	15	8	17	39	14	568
		0,5%	75,0%	8,1%	2,6%	1,4%	3,0%	6,9%	2,5%	100,0%
Diplômé du supérieur	12	777	72	29	8	32	63	22	1015	
	1,2%	76,6%	7,1%	2,9%	0,8%	3,2%	6,2%	2,2%	100,0%	
Revenus du foyer par UC	Bas revenus	13	629	83	16	7	21	91	51	911
		1,4%	69,0%	9,1%	1,8%	0,8%	2,3%	10,0%	5,6%	100,0%
	Classes moyennes inférieures	4	556	48	14	6	18	52	11	709
		0,6%	78,4%	6,8%	2,0%	0,8%	2,5%	7,3%	1,6%	100,0%
	Classes moyennes supérieures	9	795	37	19	1	23	65	15	964
		0,9%	82,5%	3,8%	2,0%	0,1%	2,4%	6,7%	1,6%	100,0%
	Hauts revenus	5	409	15	20	5	18	25	7	504
		1,0%	81,2%	3,0%	4,0%	1,0%	3,6%	5,0%	1,4%	100,0%
Non réponse	1	80	4	2	1	0	13	12	113	
	0,9%	70,8%	3,5%	1,8%	0,9%	0,0%	11,5%	10,6%	100,0%	
		4	92	16	3	1	5	12	8	141

Profession de l'interviewé, en 8 modalités	Agri. exploitant, artisan, commerçant et chef d'entreprise	2,8%	65,2%	11,3%	2,1%	0,7%	3,5%	8,5%	5,7%	100,0%
	Cadre et profession intellectuelle supérieure	5	222	21	14	5	10	24	5	306
	Profession Intermédiaire	1,6%	72,5%	6,9%	4,6%	1,6%	3,3%	7,8%	1,6%	100,0%
	Employé	8	371	20	13	0	10	32	6	460
	Ouvrier	1,7%	80,7%	4,3%	2,8%	0,0%	2,2%	7,0%	1,3%	100,0%
	Personne au foyer	5	394	44	11	2	11	39	18	524
	Retraité	1,0%	75,2%	8,4%	2,1%	0,4%	2,1%	7,4%	3,4%	100,0%
	Autre inactif	4	295	25	6	4	6	39	16	395
		1,0%	74,7%	6,3%	1,5%	1,0%	1,5%	9,9%	4,1%	100,0%
		0	155	14	7	1	3	22	20	222
		0,0%	69,8%	6,3%	3,2%	0,5%	1,4%	9,9%	9,0%	100,0%
		1	714	8	11	1	23	55	13	826
		0,1%	86,4%	1,0%	1,3%	0,1%	2,8%	6,7%	1,6%	100,0%
		4	225	39	7	6	14	24	12	331
		1,2%	68,0%	11,8%	2,1%	1,8%	4,2%	7,3%	3,6%	100,0%
	Région en 14	DOM	3	65	7	0	1	0	5	7
	Ile de France	3,4%	73,9%	8,0%	0,0%	1,1%	0,0%	5,7%	8,0%	100,0%
	Centre Val de Loire	9	427	31	24	5	27	37	11	571
	Bourgogne - Franche-Comté	1,6%	74,8%	5,4%	4,2%	0,9%	4,7%	6,5%	1,9%	100,0%
	Normandie	3	95	6	3	3	1	11	4	126
	Nord Pas de Calais - Picardie	2,4%	75,4%	4,8%	2,4%	2,4%	0,8%	8,7%	3,2%	100,0%
	Alsace - Champagne - Ardennes Lorraine	1	106	11	2	1	1	14	1	137
	Pays de la Loire	0,7%	77,4%	8,0%	1,5%	0,7%	0,7%	10,2%	0,7%	100,0%
	Bretagne	2	129	9	6	0	4	9	3	162
	Aquitaine - Limousin - Poitou Charente	1,2%	79,6%	5,6%	3,7%	0,0%	2,5%	5,6%	1,9%	100,0%
	Languedoc Roussillon - Midi Pyrénées	3	219	24	7	2	1	17	13	286
		1,0%	76,6%	8,4%	2,4%	0,7%	0,3%	5,9%	4,5%	100,0%
		2	205	16	4	2	5	30	6	270
		0,7%	75,9%	5,9%	1,5%	0,7%	1,9%	11,1%	2,2%	100,0%
		1	133	14	0	0	5	12	12	177
		0,6%	75,1%	7,9%	0,0%	0,0%	2,8%	6,8%	6,8%	100,0%
		1	129	9	2	0	8	8	5	162
		0,6%	79,6%	5,6%	1,2%	0,0%	4,9%	4,9%	3,1%	100,0%
		6	232	13	8	1	7	15	12	294
		2,0%	78,9%	4,4%	2,7%	0,3%	2,4%	5,1%	4,1%	100,0%
		0	227	15	8	2	7	19	7	285
		0,0%	79,6%	5,3%	2,8%	0,7%	2,5%	6,7%	2,5%	100,0%
		1	304	19	3	1	8	34	10	380

	Auvergne - Rhône Alpes	0,3%	80,0%	5,0%	0,8%	0,3%	2,1%	8,9%	2,6%	100,0 %
	Provence Alpes Côte d'Azur	0	183	12	3	2	6	34	7	247
		0,0%	74,1%	4,9%	1,2%	0,8%	2,4%	13,8%	2,8%	100,0 %
	Corse	0	14	2	0	0	0	0	0	16
		0,0%	87,5%	12,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0 %
GROUPE S	Groupe 1	25	124	42	28	5	18	2	5	249
		10,0%	49,8%	16,9%	11,2%	2,0%	7,2%	0,8%	2,0%	100,0 %
	Groupe 2	1	35	5	10	5	9	2	2	69
		1,4%	50,7%	7,2%	14,5%	7,2%	13,0%	2,9%	2,9%	100,0 %
	Groupe 3	1	220	17	13	1	13	7	4	276
		0,4%	79,7%	6,2%	4,7%	0,4%	4,7%	2,5%	1,4%	100,0 %
	Groupe 4	6	2089	123	20	9	42	235	86	2610
		0,2%	80,0%	4,7%	0,8%	0,3%	1,6%	9,0%	3,3%	100,0 %
Total		33	2468	187	71	20	82	246	97	3204
		1,0%	77,0%	5,8%	2,2%	0,6%	2,6%	7,7%	3,0%	100,0 %

Tableau 16 – A quel moment avez-vous pris connaissance des attentats du 13 novembre 2015 ?

		J'étais directement impliqué(e)	Le jour même	Le lendemain matin	Le lendemain dans la journée	Quelques jours plus tard	Je ne me rappelle plus	Total
A1-Sexe	Homme	20	1133	135	39	32	165	1524
		1,3%	74,3%	8,9%	2,6%	2,1%	10,8%	100,0%
	Femme	12	1177	176	67	33	212	1677
		0,7%	70,2%	10,5%	4,0%	2,0%	12,6%	100,0%
Age de l'enquêté, en 5 modalités	Moins de 25 ans	9	348	78	42	24	74	575
		1,6%	60,5%	13,6%	7,3%	4,2%	12,9%	100,0%
	25 à 39 ans	9	371	55	12	9	57	513
		1,8%	72,3%	10,7%	2,3%	1,8%	11,1%	100,0%
	40 à 59 ans	11	829	102	37	19	122	1120
		1,0%	74,0%	9,1%	3,3%	1,7%	10,9%	100,0%
	60 à 69 ans	3	362	40	10	4	60	479
		0,6%	75,6%	8,4%	2,1%	0,8%	12,5%	100,0%
70 ans et plus	1	400	36	5	9	64	515	
	0,2%	77,7%	7,0%	1,0%	1,7%	12,4%	100,0%	
Diplôme le + élevé obtenu? (En 4 modalités)	Non diplômé	1	190	15	3	8	70	287
		0,3%	66,2%	5,2%	1,0%	2,8%	24,4%	100,0%
	BEPC	10	939	137	44	37	165	1332
		0,8%	70,5%	10,3%	3,3%	2,8%	12,4%	100,0%
	BAC	5	405	56	29	9	63	567
		0,9%	71,4%	9,9%	5,1%	1,6%	11,1%	100,0%
Diplômé du supérieur	16	776	102	30	12	79	1015	
	1,6%	76,5%	10,0%	3,0%	1,2%	7,8%	100,0%	
Revenus du foyer par UC	Bas revenus	9	567	108	42	34	152	912
		1,0%	62,2%	11,8%	4,6%	3,7%	16,7%	100,0%
	Classes moyennes inférieures	7	535	56	22	9	80	709
		1,0%	75,5%	7,9%	3,1%	1,3%	11,3%	100,0%
	Classes moyennes supérieures	11	750	85	27	11	81	965
		1,1%	77,7%	8,8%	2,8%	1,1%	8,4%	100,0%
	Hauts revenus	5	391	51	13	1	42	503
		1,0%	77,7%	10,1%	2,6%	0,2%	8,3%	100,0%
Non réponse	1	67	11	2	11	21	113	
	0,9%	59,3%	9,7%	1,8%	9,7%	18,6%	100,0%	
Profession de l'interviewé, en 8 modalités	Agri. exploitant, artisan, commerçant et chef d'entreprise	3	94	13	7	5	18	140
		2,1%	67,1%	9,3%	5,0%	3,6%	12,9%	100,0%
	Cadre et profession intellectuelle supérieure	5	231	26	9	6	28	305
		1,6%	75,7%	8,5%	3,0%	2,0%	9,2%	100,0%
	Profession Intermédiaire	9	348	51	12	5	33	458
		2,0%	76,0%	11,1%	2,6%	1,1%	7,2%	100,0%
	Employé	4	383	53	16	12	57	525
		0,8%	73,0%	10,1%	3,0%	2,3%	10,9%	100,0%
Ouvrier	3	276	38	13	12	53	395	
	0,8%	69,9%	9,6%	3,3%	3,0%	13,4%	100,0%	

	Personne au foyer	0	147	12	16	6	42	223
		0,0%	65,9%	5,4%	7,2%	2,7%	18,8%	100,0%
	Retraité	3	630	65	11	11	105	825
	Autre inactif	0,4%	76,4%	7,9%	1,3%	1,3%	12,7%	100,0%
		4	200	53	22	9	43	331
		1,2%	60,4%	16,0%	6,6%	2,7%	13,0%	100,0%
Région en 14	DOM	3	51	9	2	1	21	87
		3,4%	58,6%	10,3%	2,3%	1,1%	24,1%	100,0%
	Ile de France	10	411	60	18	7	67	573
		1,7%	71,7%	10,5%	3,1%	1,2%	11,7%	100,0%
	Centre Val de Loire	3	89	7	4	3	19	125
		2,4%	71,2%	5,6%	3,2%	2,4%	15,2%	100,0%
	Bourgogne - Franche-Comté	1	96	17	5	2	17	138
		0,7%	69,6%	12,3%	3,6%	1,4%	12,3%	100,0%
	Normandie	1	124	11	7	4	14	161
		0,6%	77,0%	6,8%	4,3%	2,5%	8,7%	100,0%
	Nord Pas de Calais - Picardie	5	215	25	9	6	28	288
		1,7%	74,7%	8,7%	3,1%	2,1%	9,7%	100,0%
	Alsace - Champagne - Ardennes Lorraine	3	197	25	5	6	34	270
		1,1%	73,0%	9,3%	1,9%	2,2%	12,6%	100,0%
	Pays de la Loire	1	126	21	8	2	20	178
		0,6%	70,8%	11,8%	4,5%	1,1%	11,2%	100,0%
	Bretagne	1	131	10	2	4	13	161
		0,6%	81,4%	6,2%	1,2%	2,5%	8,1%	100,0%
	Aquitaine - Limousin - Poitou Charente	2	205	37	7	11	31	293
		0,7%	70,0%	12,6%	2,4%	3,8%	10,6%	100,0%
	Languedoc Roussillon - Midi Pyrénées	0	205	23	13	6	39	286
		0,0%	71,7%	8,0%	4,5%	2,1%	13,6%	100,0%
	Auvergne - Rhône Alpes	2	271	42	14	6	46	381
		0,5%	71,1%	11,0%	3,7%	1,6%	12,1%	100,0%
	Provence Alpes Côte d'Azur	0	181	19	9	7	29	245
		0,0%	73,9%	7,8%	3,7%	2,9%	11,8%	100,0%
	Corse	0	8	5	3	0	0	16
		0,0%	50,0%	31,3%	18,8%	0,0%	0,0%	100,0%
GROUPES	Groupe 1	20	147	47	15	8	10	247
		8,1%	59,5%	19,0%	6,1%	3,2%	4,0%	100,0%
	Groupe 2	1	47	10	6	3	3	70
		1,4%	67,1%	14,3%	8,6%	4,3%	4,3%	100,0%
	Groupe 3	2	239	25	5	0	4	275
		0,7%	86,9%	9,1%	1,8%	0,0%	1,5%	100,0%
	Groupe 4	9	1877	228	80	55	361	2610
		0,3%	71,9%	8,7%	3,1%	2,1%	13,8%	100,0%
Total		32	2310	310	106	66	378	3202
		1,0%	72,1%	9,7%	3,3%	2,1%	11,8%	100,0%

Tableau 17 – Quelle a été la première personne à qui vous avez parlé de ces attentats (après avoir été mis à l’abri pour ceux ou celles directement impliqués) ?

		Quelqu'un de votre famille proche	Quelqu'un de votre entourage : amis, cercle familial plus la	Une connaissance : commerçant de votre quartier, voisin etc.	Un inconnu	Autre, préciser	Je ne me rappelle plus	Collègues de travail	Total
A1-Sexe	Homme	699	286	61	26	20	428	6	1526
		45,8%	18,7%	4,0%	1,7%	1,3%	28,0%	0,4%	100,0%
	Femme	828	244	65	32	24	473	11	1677
		49,4%	14,5%	3,9%	1,9%	1,4%	28,2%	0,7%	100,0%
Age de l'enquêté, en 5 modalités	Moins de 25 ans	276	103	35	20	4	135	1	574
		48,1%	17,9%	6,1%	3,5%	0,7%	23,5%	0,2%	100,0%
	25 à 39 ans	207	118	25	10	5	145	3	513
		40,4%	23,0%	4,9%	1,9%	1,0%	28,3%	0,6%	100,0%
	40 à 59 ans	528	180	47	17	19	319	11	1121
		47,1%	16,1%	4,2%	1,5%	1,7%	28,5%	1,0%	100,0%
	60 à 69 ans	243	62	13	5	7	148	2	480
50,6%		12,9%	2,7%	1,0%	1,5%	30,8%	0,4%	100,0%	
70 ans et plus	272	68	5	6	8	155	0	514	
	52,9%	13,2%	1,0%	1,2%	1,6%	30,2%	0,0%	100,0%	
Diplôme le + élevé obtenu? (En 4 modalités)	Non diplômé	115	30	8	10	4	121	0	288
		39,9%	10,4%	2,8%	3,5%	1,4%	42,0%	0,0%	100,0%
	BEPC	624	194	59	22	16	412	5	1332
		46,8%	14,6%	4,4%	1,7%	1,2%	30,9%	0,4%	100,0%
	BAC	279	106	21	10	10	141	1	568
		49,1%	18,7%	3,7%	1,8%	1,8%	24,8%	0,2%	100,0%
Diplômé du supérieur	508	199	38	17	15	228	11	1016	
	50,0%	19,6%	3,7%	1,7%	1,5%	22,4%	1,1%	100,0%	
Revenus du foyer par UC	Bas revenus	377	143	55	31	12	291	2	911
		41,4%	15,7%	6,0%	3,4%	1,3%	31,9%	0,2%	100,0%
	Classes moyennes inférieures	325	112	28	9	8	225	2	709
		45,8%	15,8%	3,9%	1,3%	1,1%	31,7%	0,3%	100,0%
	Classes moyennes supérieures	501	166	18	8	15	247	9	964
		52,0%	17,2%	1,9%	0,8%	1,6%	25,6%	0,9%	100,0%
	Hauts revenus	269	99	20	8	8	95	4	503
53,5%		19,7%	4,0%	1,6%	1,6%	18,9%	0,8%	100,0%	
Non réponse	54	9	4	1	1	43	0	112	
	48,2%	8,0%	3,6%	0,9%	0,9%	38,4%	0,0%	100,0%	
Profession de l'interviewé, en 8 modalités	Agri. exploitant, artisan, commerçant et chef d'entreprise	63	21	9	2	0	44	0	139
		45,3%	15,1%	6,5%	1,4%	0,0%	31,7%	0,0%	100,0%
	Cadre et profession intellectuelle supérieure	141	72	18	5	5	63	0	304
		46,4%	23,7%	5,9%	1,6%	1,6%	20,7%	0,0%	100,0%
		217	100	13	9	8	107	5	459

	Profession Intermédiaire	47,3%	21,8%	2,8%	2,0%	1,7%	23,3%	1,1%	100,0%	
	Employé	239	84	23	9	7	157	6	525	
		45,5%	16,0%	4,4%	1,7%	1,3%	29,9%	1,1%	100,0%	
	Ouvrier	156	69	27	7	4	129	3	395	
		39,5%	17,5%	6,8%	1,8%	1,0%	32,7%	0,8%	100,0%	
	Personne au foyer	100	27	10	8	4	72	1	222	
		45,0%	12,2%	4,5%	3,6%	1,8%	32,4%	0,5%	100,0%	
	Retraité	439	102	13	7	14	250	2	827	
	53,1%	12,3%	1,6%	0,8%	1,7%	30,2%	0,2%	100,0%		
	Autre inactif	172	53	13	10	4	79	0	331	
		52,0%	16,0%	3,9%	3,0%	1,2%	23,9%	0,0%	100,0%	
Région en 14	DOM	40	11	0	0	3	33	1	88	
		45,5%	12,5%	0,0%	0,0%	3,4%	37,5%	1,1%	100,0%	
	Ile de France	277	117	32	13	5	127	0	571	
		48,5%	20,5%	5,6%	2,3%	0,9%	22,2%	0,0%	100,0%	
	Centre Val de Loire	51	18	4	1	3	47	1	125	
		40,8%	14,4%	3,2%	0,8%	2,4%	37,6%	0,8%	100,0%	
	Bourgogne - Franche-Comté	63	19	8	3	2	41	2	138	
		45,7%	13,8%	5,8%	2,2%	1,4%	29,7%	1,4%	100,0%	
	Normandie	86	25	6	1	5	39	1	163	
		52,8%	15,3%	3,7%	0,6%	3,1%	23,9%	0,6%	100,0%	
	Nord Pas de Calais - Picardie	151	48	14	5	3	66	1	288	
		52,4%	16,7%	4,9%	1,7%	1,0%	22,9%	0,3%	100,0%	
	Alsace - Champagne - Ardennes Lorraine	127	38	15	3	2	84	0	269	
		47,2%	14,1%	5,6%	1,1%	0,7%	31,2%	0,0%	100,0%	
	Pays de la Loire	86	29	3	4	3	52	0	177	
		48,6%	16,4%	1,7%	2,3%	1,7%	29,4%	0,0%	100,0%	
	Bretagne	85	20	2	3	3	48	1	162	
		52,5%	12,3%	1,2%	1,9%	1,9%	29,6%	0,6%	100,0%	
	Aquitaine - Limousin - Poitou Charente	132	46	13	8	7	85	3	294	
		44,9%	15,6%	4,4%	2,7%	2,4%	28,9%	1,0%	100,0%	
	Languedoc Roussillon - Midi Pyrénées	134	50	10	5	1	83	3	286	
		46,9%	17,5%	3,5%	1,7%	0,3%	29,0%	1,0%	100,0%	
	Auvergne - Rhône Alpes	178	60	11	5	5	118	4	381	
		46,7%	15,7%	2,9%	1,3%	1,3%	31,0%	1,0%	100,0%	
	Provence Alpes Côte d'Azur	111	49	4	7	2	70	1	244	
		45,5%	20,1%	1,6%	2,9%	0,8%	28,7%	0,4%	100,0%	
	Corse	6	0	2	0	0	8	0	16	
		37,5%	0,0%	12,5%	0,0%	0,0%	50,0%	0,0%	100,0%	
	GROUPES	Groupe 1	92	91	31	14	1	18	1	248
			37,1%	36,7%	12,5%	5,6%	0,4%	7,3%	0,4%	100,0%
		Groupe 2	30	20	10	5	0	4	0	69
			43,5%	29,0%	14,5%	7,2%	0,0%	5,8%	0,0%	100,0%
Groupe 3		165	52	8	4	4	43	0	276	
		59,8%	18,8%	2,9%	1,4%	1,4%	15,6%	0,0%	100,0%	
Groupe 4		1239	366	78	35	39	836	16	2609	

	47,5%	14,0%	3,0%	1,3%	1,5%	32,0%	0,6%	100,0%
Total	1526	529	127	58	44	901	17	3202
	47,7%	16,5%	4,0%	1,8%	1,4%	28,1%	0,5%	100,0%

Tableau 18 – Où étiez-vous quand vous avez pris connaissance des attentats du 13 novembre 2015 ou que vous avez été impliqué ?

		A votre domicile	A votre lieu de travail ou d'études	Chez des amis	Dans la rue ou dans un lieu public	Autre	[Nsp]	Total
A1-Sexe	Homme	1103	205	49	73	36	58	1524
		72,4%	13,5%	3,2%	4,8%	2,4%	3,8%	100,0%
	Femme	1266	172	82	66	26	66	1678
		75,4%	10,3%	4,9%	3,9%	1,5%	3,9%	100,0%
Age de l'enquêté, en 5 modalités	Moins de 25 ans	379	80	48	42	7	18	574
		66,0%	13,9%	8,4%	7,3%	1,2%	3,1%	100,0%
	25 à 39 ans	338	84	30	30	8	23	513
		65,9%	16,4%	5,8%	5,8%	1,6%	4,5%	100,0%
	40 à 59 ans	807	172	33	41	25	42	1120
		72,1%	15,4%	2,9%	3,7%	2,2%	3,8%	100,0%
	60 à 69 ans	385	37	11	16	11	19	479
		80,4%	7,7%	2,3%	3,3%	2,3%	4,0%	100,0%
70 ans et plus	460	5	8	11	11	21	516	
	89,1%	1,0%	1,6%	2,1%	2,1%	4,1%	100,0%	
Diplôme le + élevé obtenu? (En 4 modalités)	Non diplômé	222	19	12	10	2	21	286
		77,6%	6,6%	4,2%	3,5%	0,7%	7,3%	100,0%
	BEPC	998	159	54	51	19	51	1332
		74,9%	11,9%	4,1%	3,8%	1,4%	3,8%	100,0%
	BAC	426	72	17	22	9	21	567
		75,1%	12,7%	3,0%	3,9%	1,6%	3,7%	100,0%
	Diplômé du supérieur	724	126	47	56	32	30	1015
		71,3%	12,4%	4,6%	5,5%	3,2%	3,0%	100,0%
Revenus du foyer par UC	Bas revenus	649	107	52	52	9	42	911
		71,2%	11,7%	5,7%	5,7%	1,0%	4,6%	100,0%
	Classes moyennes inférieures	528	100	28	22	11	21	710
		74,4%	14,1%	3,9%	3,1%	1,5%	3,0%	100,0%
	Classes moyennes supérieures	757	104	25	31	23	25	965
		78,4%	10,8%	2,6%	3,2%	2,4%	2,6%	100,0%
	Hauts revenus	369	51	18	28	18	19	503
		73,4%	10,1%	3,6%	5,6%	3,6%	3,8%	100,0%
Non réponse	67	14	6	7	2	16	112	
	59,8%	12,5%	5,4%	6,3%	1,8%	14,3%	100,0%	
Profession de l'interviewé, en 8 modalités	Agri. exploitant, artisan, commerçant et chef d'entreprise	78	31	9	11	2	8	139
		56,1%	22,3%	6,5%	7,9%	1,4%	5,8%	100,0%
	Cadre et profession intellectuelle supérieure	206	40	17	25	10	7	305
		67,5%	13,1%	5,6%	8,2%	3,3%	2,3%	100,0%
	Profession Intermédiaire	314	75	21	18	15	16	459
		68,4%	16,3%	4,6%	3,9%	3,3%	3,5%	100,0%
	Employé	379	77	19	22	8	20	525
		72,2%	14,7%	3,6%	4,2%	1,5%	3,8%	100,0%
Ouvrier	277	71	15	15	3	13	394	
	70,3%	18,0%	3,8%	3,8%	0,8%	3,3%	100,0%	

	Personne au foyer	172	18	9	12	1	10	222
		77,5%	8,1%	4,1%	5,4%	0,5%	4,5%	100,0%
	Retraité	711	27	16	20	16	35	825
		86,2%	3,3%	1,9%	2,4%	1,9%	4,2%	100,0%
	Autre inactif	233	40	25	15	6	13	332
70,2%		12,0%	7,5%	4,5%	1,8%	3,9%	100,0%	
Région en 14	DOM	58	13	0	4	2	11	88
		65,9%	14,8%	0,0%	4,5%	2,3%	12,5%	100,0%
	Ile de France	400	61	32	43	17	20	573
		69,8%	10,6%	5,6%	7,5%	3,0%	3,5%	100,0%
	Centre Val de Loire	93	15	5	7	2	3	125
		74,4%	12,0%	4,0%	5,6%	1,6%	2,4%	100,0%
	Bourgogne - Franche-Comté	113	16	1	3	1	4	138
		81,9%	11,6%	0,7%	2,2%	0,7%	2,9%	100,0%
	Normandie	131	11	7	4	3	7	163
		80,4%	6,7%	4,3%	2,5%	1,8%	4,3%	100,0%
	Nord Pas de Calais - Picardie	218	30	20	9	3	8	288
		75,7%	10,4%	6,9%	3,1%	1,0%	2,8%	100,0%
	Alsace - Champagne - Ardennes Lorraine	210	19	12	13	3	14	271
		77,5%	7,0%	4,4%	4,8%	1,1%	5,2%	100,0%
	Pays de la Loire	124	28	5	8	7	6	178
		69,7%	15,7%	2,8%	4,5%	3,9%	3,4%	100,0%
	Bretagne	128	12	4	10	3	5	162
		79,0%	7,4%	2,5%	6,2%	1,9%	3,1%	100,0%
	Aquitaine - Limousin - Poitou Charente	207	51	12	14	5	5	294
		70,4%	17,3%	4,1%	4,8%	1,7%	1,7%	100,0%
	Languedoc Roussillon - Midi Pyrénées	206	37	18	7	3	15	286
		72,0%	12,9%	6,3%	2,4%	1,0%	5,2%	100,0%
	Auvergne - Rhône Alpes	291	51	8	13	8	10	381
		76,4%	13,4%	2,1%	3,4%	2,1%	2,6%	100,0%
	Provence Alpes Côte d'Azur	178	33	7	7	6	15	246
		72,4%	13,4%	2,8%	2,8%	2,4%	6,1%	100,0%
	Corse	14	2	0	0	0	0	16
		87,5%	12,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
GROUPES	Groupe 1	118	61	41	19	6	3	248
		47,6%	24,6%	16,5%	7,7%	2,4%	1,2%	100,0%
	Groupe 2	36	4	12	12	6	0	70
		51,4%	5,7%	17,1%	17,1%	8,6%	0,0%	100,0%
	Groupe 3	210	29	9	12	11	4	275
		76,4%	10,5%	3,3%	4,4%	4,0%	1,5%	100,0%
	Groupe 4	2005	283	69	97	40	115	2609
		76,8%	10,8%	2,6%	3,7%	1,5%	4,4%	100,0%
Total	2369	377	131	140	63	122	3202	
	74,0%	11,8%	4,1%	4,4%	2,0%	3,8%	100,0%	

Tableau 19 – Dans votre souvenir, quel a été le nombre de morts causés par les attentats du 13 novembre 2015 ?

Question ouverte – regroupement des positions

		Sous-estime	Estimation dans la bonne fourchette	Surestimation	Beaucoup	Nsp	Total
A1-Sexe	Homme	433	499	234	14	345	1525
		28,4%	32,7%	15,3%	0,9%	22,6%	100,0%
	Femme	438	479	243	36	482	1678
		26,1%	28,5%	14,5%	2,1%	28,7%	100,0%
Age de l'enquêté, en 5 modalités	Moins de 25 ans	140	133	104	14	182	573
		24,4%	23,2%	18,2%	2,4%	31,8%	100,0%
	25 à 39 ans	128	168	82	9	126	513
		25,0%	32,7%	16,0%	1,8%	24,6%	100,0%
	40 à 59 ans	340	358	173	18	232	1121
		30,3%	31,9%	15,4%	1,6%	20,7%	100,0%
	60 à 69 ans	119	180	46	2	133	480
		24,8%	37,5%	9,6%	0,4%	27,7%	100,0%
70 ans et plus	144	138	72	7	155	516	
		27,9%	26,7%	14,0%	1,4%	30,0%	100,0%
Diplôme le + élevé obtenu? (En 4 modalités)	Non diplômé	86	51	37	9	105	288
		29,9%	17,7%	12,8%	3,1%	36,5%	100,0%
	BEPC	359	400	167	19	388	1333
		26,9%	30,0%	12,5%	1,4%	29,1%	100,0%
	BAC	151	162	95	7	152	567
		26,6%	28,6%	16,8%	1,2%	26,8%	100,0%
Diplômé du supérieur	274	364	179	14	183	1014	
		27,0%	35,9%	17,7%	1,4%	18,0%	100,0%
Revenus du foyer par UC	Bas revenus	246	221	126	25	294	912
		27,0%	24,2%	13,8%	2,7%	32,2%	100,0%
	Classes moyennes inférieures	214	215	103	7	170	709
		30,2%	30,3%	14,5%	1,0%	24,0%	100,0%
	Classes moyennes supérieures	267	309	151	12	227	966
		27,6%	32,0%	15,6%	1,2%	23,5%	100,0%
	Hauts revenus	128	217	91	4	63	503
		25,4%	43,1%	18,1%	0,8%	12,5%	100,0%
Non réponse	15	15	6	1	75	112	
		13,4%	13,4%	5,4%	0,9%	67,0%	100,0%
Profession de l'interviewé, en 8 modalités	Agri. exploitant, artisan, commerçant et chef d'entreprise	38	39	16	7	40	140
		27,1%	27,9%	11,4%	5,0%	28,6%	100,0%
	Cadre et profession intellectuelle supérieure	73	138	44	2	47	304
		24,0%	45,4%	14,5%	0,7%	15,5%	100,0%
	Profession Intermédiaire	128	159	80	5	86	458
		27,9%	34,7%	17,5%	1,1%	18,8%	100,0%
Employé	147	142	88	10	138	525	
		28,0%	27,0%	16,8%	1,9%	26,3%	100,0%

	Ouvrier	131	102	52	8	102	395
		33,2%	25,8%	13,2%	2,0%	25,8%	100,0%
	Personne au foyer	62	53	35	3	69	222
		27,9%	23,9%	15,8%	1,4%	31,1%	100,0%
	Retraité	207	258	106	8	247	826
		25,1%	31,2%	12,8%	1,0%	29,9%	100,0%
Autre inactif	84	86	55	6	100	331	
	25,4%	26,0%	16,6%	1,8%	30,2%	100,0%	
Région en 14	DOM	18	16	7	2	45	88
		20,5%	18,2%	8,0%	2,3%	51,1%	100,0%
	Ile de France	140	197	102	10	124	573
		24,4%	34,4%	17,8%	1,7%	21,6%	100,0%
	Centre Val de Loire	35	31	15	0	44	125
		28,0%	24,8%	12,0%	0,0%	35,2%	100,0%
	Bourgogne - Franche-Comté	40	38	15	2	42	137
		29,2%	27,7%	10,9%	1,5%	30,7%	100,0%
	Normandie	38	52	30	4	38	162
		23,5%	32,1%	18,5%	2,5%	23,5%	100,0%
	Nord Pas de Calais - Picardie	72	89	51	8	67	287
		25,1%	31,0%	17,8%	2,8%	23,3%	100,0%
	Alsace - Champagne - Ardennes Lorraine	66	82	41	4	77	270
		24,4%	30,4%	15,2%	1,5%	28,5%	100,0%
	Pays de la Loire	59	56	23	4	36	178
		33,1%	31,5%	12,9%	2,2%	20,2%	100,0%
	Bretagne	50	46	25	1	39	161
		31,1%	28,6%	15,5%	0,6%	24,2%	100,0%
	Aquitaine - Limousin - Poitou Charente	79	86	36	5	88	294
		26,9%	29,3%	12,2%	1,7%	29,9%	100,0%
Languedoc Roussillon - Midi Pyrénées	89	89	38	1	68	285	
	31,2%	31,2%	13,3%	0,4%	23,9%	100,0%	
Auvergne - Rhône Alpes	109	113	56	4	99	381	
	28,6%	29,7%	14,7%	1,0%	26,0%	100,0%	
Provence Alpes Côte d'Azur	70	76	36	4	59	245	
	28,6%	31,0%	14,7%	1,6%	24,1%	100,0%	
Corse	5	6	3	0	2	16	
	31,3%	37,5%	18,8%	0,0%	12,5%	100,0%	
CERCLE2	Groupe 1	65	103	32	7	41	248
		26,2%	41,5%	12,9%	2,8%	16,5%	100,0%
	Groupe 2	15	20	22	2	10	69
		21,7%	29,0%	31,9%	2,9%	14,5%	100,0%
	Groupe 3	54	121	62	1	37	275
		19,6%	44,0%	22,5%	0,4%	13,5%	100,0%
	Groupe 4	737	733	360	39	739	2608
		28,3%	28,1%	13,8%	1,5%	28,3%	100,0%
	Total	871	977	476	49	827	3200
		27,2%	30,5%	14,9%	1,5%	25,8%	100,0%

Tableau 20 – Dans votre souvenir, quel a été le nombre de terroristes impliqués dans les attentats du 13 novembre 2015 ?

Question ouverte – regroupement des positions

		Sous-estime	Estimation dans la bonne fourchette	Surestimation	Nsp	Total
A1-Sexe	Homme	687	310	231	297	1525
		45,0%	20,3%	15,1%	19,5%	100,0%
	Femme	762	274	230	412	1678
		45,4%	16,3%	13,7%	24,6%	100,0%
Age de l'enquêté, en 5 modalités	Moins de 25 ans	281	57	78	158	574
		49,0%	9,9%	13,6%	27,5%	100,0%
	25 à 39 ans	246	80	80	106	512
		48,0%	15,6%	15,6%	20,7%	100,0%
	40 à 59 ans	531	230	155	205	1121
		47,4%	20,5%	13,8%	18,3%	100,0%
	60 à 69 ans	206	95	70	109	480
		42,9%	19,8%	14,6%	22,7%	100,0%
70 ans et plus	184	123	78	131	516	
	35,7%	23,8%	15,1%	25,4%	100,0%	
Diplôme le + élevé obtenu? (En 4 modalités)	Non diplômé	128	34	30	96	288
		44,4%	11,8%	10,4%	33,3%	100,0%
	BEPC	591	221	188	332	1332
		44,4%	16,6%	14,1%	24,9%	100,0%
	BAC	270	95	73	129	567
		47,6%	16,8%	12,9%	22,8%	100,0%
Diplômé du supérieur	459	233	171	151	1014	
	45,3%	23,0%	16,9%	14,9%	100,0%	
Revenus du foyer par UC	Bas revenus	422	107	120	262	911
		46,3%	11,7%	13,2%	28,8%	100,0%
	Classes moyennes inférieures	347	132	102	128	709
		48,9%	18,6%	14,4%	18,1%	100,0%
	Classes moyennes supérieures	420	196	148	201	965
		43,5%	20,3%	15,3%	20,8%	100,0%
	Hauts revenus	234	136	84	48	502
		46,6%	27,1%	16,7%	9,6%	100,0%
Non réponse	25	12	6	69	112	
	22,3%	10,7%	5,4%	61,6%	100,0%	
Profession de l'interviewé, en 8 modalités	Agri. exploitant, artisan, commerçant et chef d'entreprise	63	19	28	30	140
		45,0%	13,6%	20,0%	21,4%	100,0%
	Cadre et profession intellectuelle supérieure	119	71	73	42	305
		39,0%	23,3%	23,9%	13,8%	100,0%
	Profession Intermédiaire	222	94	66	76	458
		48,5%	20,5%	14,4%	16,6%	100,0%
	Employé	268	95	49	112	524
		51,1%	18,1%	9,4%	21,4%	100,0%
Ouvrier	200	52	55	89	396	

		50,5%	13,1%	13,9%	22,5%	100,0%
	Personne au foyer	97	33	26	67	223
		43,5%	14,8%	11,7%	30,0%	100,0%
	Retraité	311	187	122	205	825
		37,7%	22,7%	14,8%	24,8%	100,0%
	Autre inactif	168	33	42	89	332
		50,6%	9,9%	12,7%	26,8%	100,0%
Région en 14	DOM	29	9	10	40	88
		33,0%	10,2%	11,4%	45,5%	100,0%
	Ile de France	251	142	85	95	573
		43,8%	24,8%	14,8%	16,6%	100,0%
	Centre Val de Loire	45	19	24	39	127
		35,4%	15,0%	18,9%	30,7%	100,0%
	Bourgogne - Franche-Comté	65	21	13	38	137
		47,4%	15,3%	9,5%	27,7%	100,0%
	Normandie	69	34	25	33	161
		42,9%	21,1%	15,5%	20,5%	100,0%
	Nord Pas de Calais - Picardie	141	52	38	56	287
		49,1%	18,1%	13,2%	19,5%	100,0%
	Alsace - Champagne - Ardennes Lorraine	114	49	38	69	270
		42,2%	18,1%	14,1%	25,6%	100,0%
	Pays de la Loire	83	27	35	33	178
		46,6%	15,2%	19,7%	18,5%	100,0%
	Bretagne	75	34	18	35	162
		46,3%	21,0%	11,1%	21,6%	100,0%
	Aquitaine - Limousin - Poitou Charente	132	47	45	69	293
		45,1%	16,0%	15,4%	23,5%	100,0%
	Languedoc Roussillon - Midi Pyrénées	131	52	43	59	285
		46,0%	18,2%	15,1%	20,7%	100,0%
	Auvergne - Rhône Alpes	187	57	52	86	382
		49,0%	14,9%	13,6%	22,5%	100,0%
	Provence Alpes Côte d'Azur	119	35	36	56	246
		48,4%	14,2%	14,6%	22,8%	100,0%
	Corse	8	6	0	2	16
		50,0%	37,5%	0,0%	12,5%	100,0%
GROUPE2	Groupe 1	84	55	60	48	247
		34,0%	22,3%	24,3%	19,4%	100,0%
	Groupe 2	34	12	14	9	69
		49,3%	17,4%	20,3%	13,0%	100,0%
	Groupe 3	118	82	48	27	275
		42,9%	29,8%	17,5%	9,8%	100,0%
	Groupe 4	1213	434	338	624	2609
		46,5%	16,6%	13,0%	23,9%	100,0%
Total		1449	583	460	708	3200
		45,3%	18,2%	14,4%	22,1%	100,0%

Tableau 21 – Quelles sont, selon vous, les deux principales causes des attentats du 13 novembre 2015 ?

		Le manque de moyens de la police et des services de renseignements	Des tensions religieuses et culturelles au sein de la société française	La politique étrangère de la France	L'échec des politiques dans le domaine social, économique et éducatif	Un nombre trop important d'immigrés en France	Il ne faut pas chercher de raisons aux attentats, ce sont les actes de déséquilibres	Autre	Ne sait pas
A1-Sexe	Homme	434	546	333	260	552	378	66	68
		28,5%	35,8%	21,8%	17,0%	36,2%	24,8%	4,3%	4,5%
	Femme	463	599	221	239	472	570	54	113
		27,6%	35,7%	13,2%	14,3%	28,1%	34,0%	3,2%	6,7%
Age de l'enquêté, en 5 modalités	Moins de 25 ans	146	189	87	91	132	212	5	56
		25,4%	32,9%	15,2%	15,9%	23,0%	36,9%	0,9%	9,8%
	25 à 39 ans	141	190	95	101	147	147	7	35
		27,5%	37,0%	18,5%	19,7%	28,7%	28,7%	1,4%	6,8%
	40 à 59 ans	286	390	219	169	372	331	50	57
		25,5%	34,8%	19,6%	15,1%	33,2%	29,5%	4,5%	5,1%
	60 à 69 ans	144	182	81	69	164	129	29	19
		30,1%	37,9%	16,9%	14,4%	34,2%	26,9%	6,1%	4,0%
	70 ans et plus	180	195	72	68	210	130	28	13
		35,0%	37,9%	14,0%	13,2%	40,8%	25,2%	5,4%	2,5%
Diplôme le + élevé obtenu? (En 4 modalités)	Non diplômé	88	98	43	29	111	82	5	23
		30,7%	34,1%	15,0%	10,1%	38,7%	28,5%	1,7%	8,0%
	BEPC	377	476	214	185	467	405	34	74
		28,3%	35,7%	16,1%	13,9%	35,1%	30,4%	2,6%	5,6%
	BAC	142	194	96	88	186	181	14	34
		25,0%	34,2%	16,9%	15,5%	32,7%	31,9%	2,5%	6,0%
	Diplômé du supérieur	289	376	201	197	260	281	67	49
		28,5%	37,0%	19,8%	19,4%	25,6%	27,7%	6,6%	4,8%
Revenus du foyer par UC	Bas revenus	249	292	155	154	270	293	21	65
		27,3%	32,0%	17,0%	16,9%	29,6%	32,1%	2,3%	7,1%
	Classes moyennes inférieures	211	241	126	97	236	221	24	31
		29,7%	33,9%	17,7%	13,7%	33,2%	31,1%	3,4%	4,4%
	Classes moyennes supérieures	256	380	171	156	325	274	41	40
		26,5%	39,4%	17,7%	16,2%	33,7%	28,4%	4,2%	4,1%
	Hauts revenus	157	201	93	84	171	121	34	16

		31,2%	40,0%	18,5%	16,7%	34,0%	24,0%	6,7%	3,2%
	Non réponse	24	31	10	8	21	40	1	28
		21,4%	27,4%	8,8%	7,1%	18,8%	35,7%	0,9%	25,0%
Profession de l'interviewé, en 8 modalités	Agri. exploitant, artisan, commerçant et chef d'entreprise	40	48	29	20	47	33	10	11
		28,8%	34,3%	20,7%	14,3%	33,6%	23,6%	7,1%	7,9%
	Cadre et profession intellectuelle supérieure	92	115	62	83	79	68	25	11
		30,3%	37,7%	20,3%	27,2%	25,9%	22,3%	8,2%	3,6%
	Profession Intermédiaire	121	173	100	71	132	137	17	19
		26,4%	37,7%	21,8%	15,5%	28,8%	29,9%	3,7%	4,1%
	Employé	139	163	106	70	172	177	5	28
		26,5%	31,0%	20,2%	13,3%	32,8%	33,7%	1,0%	5,3%
	Ouvrier	97	131	64	58	136	128	2	32
		24,6%	33,2%	16,2%	14,7%	34,4%	32,4%	0,5%	8,1%
	Personne au foyer	49	76	30	40	73	70	10	17
		22,1%	34,2%	13,5%	18,0%	32,9%	31,5%	4,5%	7,7%
	Retraité	283	313	116	109	323	213	44	25
		34,3%	37,9%	14,0%	13,2%	39,1%	25,8%	5,3%	3,0%
	Autre inactif	76	125	47	49	62	122	6	39
		23,0%	37,8%	14,2%	14,8%	18,7%	36,9%	1,8%	11,8%
Région en 14	DOM	18	31	20	11	17	29	5	10
		20,5%	35,2%	22,7%	12,5%	19,3%	33,0%	5,7%	11,4%
	Ile de France	166	192	109	108	161	170	23	30
		29,0%	33,6%	19,1%	18,9%	28,1%	29,7%	4,0%	5,2%
	Centre Val de Loire	25	51	16	18	41	46	3	4
		19,8%	40,8%	12,8%	14,3%	32,8%	36,5%	2,4%	3,2%
	Bourgogne - Franche-Comté	33	44	23	13	44	47	2	14
		24,1%	32,1%	16,8%	9,5%	32,1%	34,3%	1,5%	10,2%
	Normandie	47	65	29	19	46	48	8	8
		29,2%	40,1%	18,0%	11,8%	28,6%	29,8%	5,0%	4,9%
	Nord Pas de Calais - Picardie	71	96	48	40	105	97	7	10
		24,7%	33,3%	16,7%	13,9%	36,5%	33,7%	2,4%	3,5%
	Alsace - Champagne - Ardennes Lorraine	79	99	41	35	107	75	8	15
		29,3%	36,7%	15,2%	13,0%	39,6%	27,8%	3,0%	5,6%
	Pays de la Loire	51	65	35	27	50	55	5	9
		28,7%	36,7%	19,8%	15,3%	28,1%	30,9%	2,8%	5,1%
	Bretagne	53	57	24	17	61	46	5	10
		32,7%	35,2%	14,8%	10,6%	37,7%	28,6%	3,1%	6,2%

	Aquitaine - Limousin - Poitou Charente	88	100	46	52	97	84	10	20
		29,9%	34,0%	15,6%	17,7%	33,0%	28,6%	3,4%	6,8%
	Languedoc Roussillon - Midi Pyrénées	75	106	57	56	83	79	12	15
		26,3%	37,2%	20,0%	19,6%	29,1%	27,8%	4,2%	5,3%
	Auvergne - Rhône Alpes	113	146	62	62	126	111	9	16
		29,7%	38,2%	16,3%	16,3%	33,0%	29,1%	2,4%	4,2%
	Provence Alpes Côte d'Azur	77	82	36	35	79	62	21	21
		31,3%	33,5%	14,7%	14,2%	32,1%	25,3%	8,6%	8,6%
	Corse	2	10	6	6	8	0	0	0
		12,5%	62,5%	37,5%	37,5%	50,0%	0,0%	0,0%	0,0%
GROUPES	Groupe 1	100	83	52	71	85	36	11	16
		40,5%	33,5%	21,0%	28,7%	34,4%	14,5%	4,4%	6,5%
	Groupe 2	26	26	19	18	24	12	1	2
		37,1%	37,7%	27,1%	25,7%	34,3%	17,1%	1,4%	2,9%
	Groupe 3	75	111	52	48	76	76	21	10
		27,3%	40,2%	18,9%	17,4%	27,6%	27,5%	7,6%	3,6%
	Groupe 4	695	925	432	362	839	825	87	153
		26,6%	35,5%	16,6%	13,9%	32,1%	31,6%	3,3%	5,9%
Total		896	1145	555	499	1024	949	120	181
		28,0%	35,8%	17,3%	15,6%	32,0%	29,6%	3,7%	5,7%

Tableau 22 – Quelles sont, selon vous, les deux principales conséquences des attentats du 13 novembre 2015 ?

		Une menace sur les libertés individuelles	Des mesures de sécurité renforcées	Une plus grande cohésion sociale	Une société plus divisée	Un engagement plus fort des citoyens	Un sentiment de peur	Rien	Autre	Ne sait pas
A1-Sexe	Homme	553	647	161	540	165	728	80	18	53
		36,3%	42,4%	10,6%	35,4%	10,8%	47,8%	5,2%	1,2%	3,5%
	Femme	591	637	159	523	160	889	127	16	83
		35,2%	38,0%	9,5%	31,2%	9,5%	53,0%	7,6%	1,0%	4,9%
Age de l'enquêté, en 5 modalités	Moins de 25 ans	209	187	71	183	64	284	40	6	45
		36,4%	32,6%	12,3%	31,9%	11,1%	49,5%	7,0%	1,0%	7,8%
	25 à 39 ans	172	191	74	161	54	264	31	4	25
		33,6%	37,2%	14,5%	31,4%	10,5%	51,5%	6,0%	0,8%	4,9%
	40 à 59 ans	403	444	87	366	123	569	83	15	45
		36,0%	39,6%	7,8%	32,6%	11,0%	50,8%	7,4%	1,3%	4,0%
	60 à 69 ans	192	210	25	162	37	250	29	5	13
		40,1%	43,8%	5,2%	33,8%	7,7%	52,2%	6,1%	1,0%	2,7%
70 ans et plus	167	252	63	189	47	251	25	2	8	
		32,5%	48,9%	12,2%	36,7%	9,1%	48,7%	4,9%	0,4%	1,6%
Diplôme le + élevé obtenu? (En 4 modalités)	Non diplômé	111	103	25	77	23	134	30	2	27
		38,5%	35,8%	8,7%	26,7%	8,0%	46,5%	10,4%	0,7%	9,4%
	BEPC	497	540	143	393	151	652	105	11	45
		37,3%	40,5%	10,7%	29,5%	11,3%	48,9%	7,9%	0,8%	3,4%
	BAC	206	210	57	202	56	289	30	8	28
		36,3%	37,0%	10,1%	35,6%	9,9%	50,9%	5,3%	1,4%	4,9%
Diplômé du supérieur	329	430	95	391	96	543	42	12	35	
	32,4%	42,4%	9,4%	38,5%	9,5%	53,5%	4,1%	1,2%	3,5%	
Revenus du foyer par UC	Bas revenus	327	309	93	280	102	456	81	11	56
		35,9%	33,9%	10,2%	30,7%	11,2%	50,0%	8,9%	1,2%	6,1%
	Classes moyennes inférieures	270	271	70	242	68	373	45	10	20
		38,0%	38,2%	9,9%	34,1%	9,6%	52,5%	6,3%	1,4%	2,8%
	Classes moyennes supérieures	346	437	95	327	89	487	54	6	27
		35,9%	45,3%	9,8%	33,9%	9,2%	50,5%	5,6%	0,6%	2,8%
	Hauts revenus	164	232	52	185	59	261	20	6	6
		32,5%	46,1%	10,3%	36,8%	11,7%	51,9%	4,0%	1,2%	1,2%
Non réponse	38	35	10	28	8	40	8	0	28	
	33,6%	31,0%	8,9%	25,0%	7,1%	35,7%	7,1%	0,0%	24,8%	
Profession de l'interviewé, en 8 modalités	Agri. exploitant, artisan, commerçant et chef d'entreprise	42	47	20	50	19	61	8	2	14
		30,0%	33,6%	14,3%	35,7%	13,6%	43,6%	5,7%	1,4%	10,0%
	Cadre et profession intellectuelle supérieure	101	133	32	122	31	159	10	4	6
		33,2%	43,6%	10,5%	40,0%	10,2%	52,1%	3,3%	1,3%	2,0%
	Profession Intermédiaire	173	189	45	156	49	243	21	2	14
		37,7%	41,3%	9,8%	34,0%	10,7%	52,9%	4,6%	0,4%	3,1%
	Employé	183	204	36	160	57	278	44	7	23
34,9%		38,9%	6,9%	30,5%	10,9%	53,0%	8,4%	1,3%	4,4%	
Ouvrier	154	126	36	107	37	207	39	6	22	

		39,1%	32,0%	9,1%	27,1%	9,4%	52,5%	9,9%	1,5%	5,6%
	Personne au foyer	72	93	30	70	29	93	16	5	12
		32,4%	41,7%	13,5%	31,5%	13,1%	41,9%	7,2%	2,3%	5,4%
	Retraité	304	383	76	281	71	413	48	5	17
		36,8%	46,4%	9,2%	34,1%	8,6%	50,1%	5,8%	0,6%	2,1%
	Autre inactif	114	109	44	116	31	163	21	3	27
		34,4%	32,9%	13,3%	35,0%	9,4%	49,2%	6,3%	0,9%	8,2%
Région en 14	DOM	31	29	4	30	7	46	6	2	8
		35,2%	33,0%	4,5%	34,1%	8,0%	52,3%	6,8%	2,3%	9,1%
	Ile de France	193	237	70	217	67	264	29	8	19
		33,7%	41,4%	12,2%	37,9%	11,7%	46,2%	5,1%	1,4%	3,3%
	Centre Val de Loire	60	37	17	42	10	56	12	1	4
		47,6%	29,4%	13,5%	33,6%	7,9%	44,4%	9,5%	0,8%	3,2%
	Bourgogne - Franche-Comté	50	52	2	48	15	78	5	3	11
		36,5%	38,0%	1,5%	35,0%	10,9%	56,9%	3,6%	2,2%	8,0%
	Normandie	57	64	10	44	20	80	17	2	8
		35,4%	39,5%	6,2%	27,2%	12,3%	49,4%	10,5%	1,2%	4,9%
	Nord Pas de Calais - Picardie	101	120	33	81	34	144	20	2	15
		35,2%	41,7%	11,5%	28,2%	11,8%	50,0%	7,0%	0,7%	5,2%
	Alsace - Champagne - Ardennes Lorraine	98	118	19	91	19	148	13	3	12
		36,3%	43,7%	7,0%	33,7%	7,1%	54,8%	4,8%	1,1%	4,4%
	Pays de la Loire	62	77	24	53	22	98	5	3	4
		34,8%	43,3%	13,6%	29,9%	12,4%	55,1%	2,8%	1,7%	2,3%
	Bretagne	50	56	24	52	15	92	13	1	4
		30,9%	34,6%	14,8%	32,1%	9,3%	56,8%	8,0%	0,6%	2,5%
	Aquitaine - Limousin - Poitou Charente	107	123	29	90	41	140	17	2	16
		36,5%	41,8%	9,9%	30,6%	14,0%	47,6%	5,8%	0,7%	5,4%
	Languedoc Roussillon - Midi Pyrénées	108	116	27	116	17	134	17	4	11
		37,9%	40,7%	9,5%	40,7%	6,0%	47,0%	6,0%	1,4%	3,9%
	Auvergne - Rhône Alpes	129	142	37	117	34	214	34	2	15
		33,8%	37,2%	9,7%	30,7%	8,9%	56,0%	8,9%	0,5%	3,9%
	Provence Alpes Côte d'Azur	96	112	15	74	24	120	16	1	9
		39,2%	45,7%	6,1%	30,2%	9,8%	49,0%	6,5%	0,4%	3,7%
	Corse	2	3	8	7	0	6	3	0	0
		12,5%	18,8%	50,0%	43,8%	0,0%	37,5%	18,8%	0,0%	0,0%
CERCLE2	Cercle 1	82	95	66	66	50	98	9	2	13
		33,2%	38,5%	26,6%	26,6%	20,2%	39,5%	3,6%	0,8%	5,2%
	Cercle 2	25	31	11	24	16	26	3	0	2
		35,7%	44,3%	15,7%	34,3%	22,9%	37,1%	4,3%	0,0%	2,9%
	Cercle 3	109	118	23	107	12	143	13	4	8
		39,5%	42,9%	8,4%	38,9%	4,4%	52,0%	4,7%	1,5%	2,9%
	Cercle 4	928	1040	221	865	247	1351	183	27	113
		35,6%	39,8%	8,5%	33,2%	9,5%	51,8%	7,0%	1,0%	4,3%
Total		1144	1284	321	1062	325	1618	208	33	136
		35,7%	40,1%	10,0%	33,2%	10,1%	50,5%	6,5%	1,0%	4,2%

Tableau 23 – Proportion de personnes ayant oublié au moins un élément lié aux attentats

		A oublié au moins un élément lié aux attentats	Déclare se souvenir des éléments liés aux attentats	Total
A1-Sexe	Homme	563	961	1524
		36,9%	63,1%	100,0%
	Femme	690	987	1677
		41,1%	58,9%	100,0%
Age de l'enquêté, en 5 modalités	Moins de 25 ans	274	300	574
		47,7%	52,3%	100,0%
	25 à 39 ans	214	298	512
		41,8%	58,2%	100,0%
	40 à 59 ans	367	754	1121
		32,7%	67,3%	100,0%
	60 à 69 ans	181	299	480
		37,7%	62,3%	100,0%
70 ans et plus	217	297	514	
	42,2%	57,8%	100,0%	
Diplôme le + élevé obtenu? (En 4 modalités)	Non diplômé	167	121	288
		58,0%	42,0%	100,0%
	BEPC	584	748	1332
		43,8%	56,2%	100,0%
	BAC	208	360	568
		36,6%	63,4%	100,0%
	Diplômé du supérieur	295	719	1014
		29,1%	70,9%	100,0%
Revenus du foyer par UC	Bas revenus	450	461	911
		49,4%	50,6%	100,0%
	Classes moyennes inférieures	275	435	710
		38,7%	61,3%	100,0%
	Classes moyennes supérieures	336	629	965
		34,8%	65,2%	100,0%
	Hauts revenus	112	391	503
		22,3%	77,7%	100,0%
Non réponse	80	32	112	
	71,4%	28,6%	100,0%	
Profession de l'interviewé, en 8 modalités	Agri. exploitant, artisan, commerçant et chef d'entreprise	60	80	140
		42,9%	57,1%	100,0%
	Cadre et profession intellectuelle supérieure	105	200	305
		34,4%	65,6%	100,0%

	Profession Intermédiaire	128	331	459
		27,9%	72,1%	100,0%
	Employé	191	334	525
		36,4%	63,6%	100,0%
	Ouvrier	174	221	395
		44,1%	55,9%	100,0%
	Personne au foyer	115	107	222
		51,8%	48,2%	100,0%
	Retraité	330	496	826
		40,0%	60,0%	100,0%
	Autre inactif	151	180	331
		45,6%	54,4%	100,0%
Région en 14	DOM	47	40	87
		54,0%	46,0%	100,0%
	Ile de France	209	363	572
		36,5%	63,5%	100,0%
	Centre Val de Loire	56	69	125
		44,8%	55,2%	100,0%
	Bourgogne - Franche-Comté	61	76	137
		44,5%	55,5%	100,0%
	Normandie	57	105	162
		35,2%	64,8%	100,0%
	Nord Pas de Calais - Picardie	119	168	287
		41,5%	58,5%	100,0%
	Alsace - Champagne - Ardennes Lorraine	119	151	270
		44,1%	55,9%	100,0%
	Pays de la Loire	73	105	178
		41,0%	59,0%	100,0%
	Bretagne	53	109	162
		32,7%	67,3%	100,0%
	Aquitaine - Limousin - Poitou Charente	118	176	294
		40,1%	59,9%	100,0%
	Languedoc Roussillon - Midi Pyrénées	104	180	284
		36,6%	63,4%	100,0%
	Auvergne - Rhône Alpes	141	240	381
		37,0%	63,0%	100,0%
	Provence Alpes Côte d'Azur	93	152	245
		38,0%	62,0%	100,0%
	Corse	2	14	16
		12,5%	87,5%	100,0%
GROUPES	Groupe 1	124	124	248
		50,0%	50,0%	100,0%

Groupe 2	23	47	70
	32,9%	67,1%	100,0%
Groupe 3	52	224	276
	18,8%	81,2%	100,0%
Groupe 4	1056	1554	2610
	40,5%	59,5%	100,0%
Total	1255	1949	3204
	39,2%	60,8%	100,0%

